Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication
École des sciences politiques et sociales (PSAD)

Cultiver dans les marges de la plantation

Petites propriétés, maraîchage et héritages plantationnaires en Martinique

Autrice : Kyllian Andrzejewski
Promotrice : Julie Hermesse
Lectrice : Elisabeth Defreyne
Année académique 2025-26
Master [120] en anthropologie, à finalité approfondie

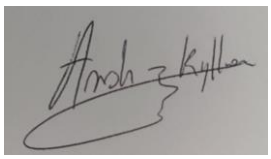
Note au sujet du plagiat de l'IA

Je déclare sur l'honneur que cette monographie a été écrite de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'elle n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'elle n'a jamais été publiée, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux …) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur.

Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave. Quant à l'intelligence artificielle, elle a été utilisée pour corriger les fautes d'orthographe et de grammaire. Elle a également été utilisée afin de retranscrire les entretiens une première fois avant que je vérifie et corrige moi-même.

Fait à Louvain-la-Neuve, le 15 août 2026.

Signature



Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier ma famille pour son soutien inconditionnel et pour l'intérêt qu'elle a toujours porté à mes études. Je remercie tout particulièrement ma mère, qui même lorsque les sujets sur lesquels je travaille peuvent parfois lui sembler abstraits, m'a toujours encouragé à aller le plus loin possible dans mes études et à poursuivre ce qui me passionne.

Je tiens également à remercier Elisa, qui m'accompagne depuis le début de mes études, pour toute la joie et le soutien qu'elle m'apporte au quotidien. Merci d'avoir toujours été présente, mais aussi d'être venue me rendre visite en Martinique et d'avoir ainsi partagé une partie de cette expérience de terrain avec moi. Je remercie également ses parents, Quentin et Corinne, pour leur intérêt envers mon travail et mon terrain, et pour les nombreuses discussions que nous avons pu avoir à ce sujet.

Je remercie chaleureusement Jessy et Delphine pour leur accueil et leur confiance. Après plusieurs échecs et des débuts difficiles, ce sont elles qui ont véritablement permis à mon terrain de s'ouvrir. Je remercie également Fabrice et Emma pour la confiance qu'ils m'ont accordée, pour le temps passé à leurs côtés et pour les nombreux repas partagés. Merci également à Amilcar, Jerrick et Enzo, qui m'ont permis d'approfondir ma compréhension du fonctionnement économique, social et politique de l'île. Merci à l'ensemble des acteurs de mon terrain de m'avoir accueilli, de m'avoir fait confiance et de m'avoir emmené un peu partout avec vous, au gré des rencontres, des discussions et des événements.

Je tiens également à remercier ma promotrice, Julie Hermesse, pour son accompagnement tout au long de ce travail. Ses conseils et nos échanges ont beaucoup nourri mon processus de réflexion. Je la remercie surtout pour son écoute, sa disponibilité et sa présence. Et cela de la préparation du terrain jusqu'aux derniers moments de la rédaction. Je remercie également l'UCL pour m'avoir permis de réaliser mes études dans un excellent cadre.

Enfin, et non des moindres, je tiens à remercier le CPAS de Dour ainsi que toutes les assistantes sociales qui m'ont accompagné au cours de mon parcours. Leur soutien m'a permis de financer mes études et de poursuivre ce cursus jusqu'à son terme. Sans

cette aide, je n'aurais probablement jamais eu la possibilité d'entreprendre ces études, ni de partir en terrain. Ce mémoire leur doit donc aussi beaucoup.

Table des matières

INTRODUCTION 6

PARTIE 1 : La construction du terrain ethnographique : rencontres, positionnalité et méthode 9

1. Arrivée sur le Potager des mornes 14
2. Fabrice et Emma 16
3. Positionnalité 19
4. Méthodologie 23

4.a. L'observation participante au cœur de la production des données.... 23

4.b. Les entretiens 27

PARTIE 2 : La terre héritée : histoire, foncier et chlordécone 29

1. Le ciné-débat sur le chlordécone 31
2. À qui appartient la terre en Martinique ? 33
3. La terre comme fondement de la colonisation martiniquaise. 35
4. L'habitation, ou la plantation comme institution sociale totale. 37
5. L'esclavage, ou la propriété foncière comme propriété racialisée. 41
6. L'abolition n'efface pas la plantation. 46
7. Les mornes, entre refuge paysan et espace de contrainte. 48
8. L'indivision successorale, héritage social d'une propriété fragile. 50
9. Le paysage agricole contemporain comme archive de la plantation. ... 55
10. À qui appartient la terre ? 58
11. Chlordécone 60

11.a. Déroulement de la crise et conséquences 63

12. Conclusion 65

PARTIE 3 : Les petites propriétés martiniquaises : formes d'habiter, de produire et de transmettre 67

1. Fabrice, Emma et le dwelling dans les mornes : territoire, corporéité et projet agricole. 67

1.a. La famille 81

2. Le Potager des Mornes 87

2.a Apprendre le terrain par le corps 88

2.b Travailler sans machine, la débrouille comme condition ordinaire du travail. 91
3. Pourquoi les jeunes agriculteurs et agricultrices peinent à s'installer ? 97
4. Le marché de Ducos et Manrina 101
4.a Manrina 102
4.b Disposition des lieux et organisation 103
4.c Samedi 1er novembre, la Toussaint 106
4.d Un marché politique 109
5. Réflexion par les travaux d'Anna Tsing 112
Conclusion générale 115
Bibliographie 119
Annexe 122
a. Liste des sigles et acronymes 122
Index des figures 173
Résumé 178

INTRODUCTION

La Martinique occupe une place singulière dans l'histoire agricole des Antilles. Son paysage, son organisation foncière et une partie de ses rapports sociaux portent encore les traces du système plantationnaire mis en place dès la colonisation au XVIIe siècle. Ce système était structuré dans un premier temps autour de la production de canne à sucre, et puis de bananes destinées à l'exportation. Le paysage martiniquais est aujourd'hui fortement marqué par la concentration des terres et une dépendance importante face aux importations. Ces héritages se prolongent aujourd'hui à travers d'autres enjeux, parmi lesquels la pollution au chlordécone, les difficultés d'installation des jeunes agriculteurs et la souveraineté alimentaire.

Depuis plusieurs années, ces questions occupent une place centrale dans l'espace public martiniquais. Les débats sur l'autonomie alimentaire et la dépendance économique occupent aujourd'hui une place centrale dans les mouvements sociaux et les discussions du quotidien. Au cours de mon terrain, ces thèmes sont apparus de manière récurrente, qu'il s'agisse de conversations avec des agriculteurs, d'échanges au marché de Manrina ou de débats publics. Très rapidement, il m'est apparu que parler d'agriculture en Martinique revenait presque inévitablement à parler d'histoire, de politique et de rapports à la terre.

Pourtant, derrière ces débats les réalités quotidiennes des petites exploitations agricoles sont relativement peu visibles. Les analyses consacrées à la Martinique se sont largement intéressées à l'économie de plantation, aux inégalités foncières, aux conséquences du chlordécone ou encore aux mobilisations politiques qui traversent l'île. En revanche, les pratiques ordinaires des agriculteurs engagés dans de petites exploitations et dans les circuits courts ont été moins étudiées sous l'angle de leur expérience quotidienne. Comment travaillent-ils ? Comment s'installent-ils ? Comment composent-ils avec les héritages de la plantation sans pouvoir s'en abstraire complètement ? Plus largement, comment construisent-ils des formes d'agriculture dans un territoire où la terre reste profondément marquée par son histoire ?

C'est à ces questions que ce mémoire cherche à répondre. Plus précisément, je cherche à comprendre à comment les agriculteurs et agricultrices engagés dans des pratiques agricoles marginales et les initiatives de circuits courts en Martinique, se

réapproprient-ils et elles la terre tout en composant avec les héritages structurels et les contraintes de la société de plantation ?

Lorsque j'ai commencé à préparer mon terrain, mon intention était d'observer le travail et l'organisation au sein des grandes plantations bananières. Les premières semaines de terrain ont cependant rapidement déplacé cette orientation. Les difficultés d'accès aux bananeraies m'ont obligé à réorienter assez rapidement l'enquête vers d'autres espaces agricoles. Ce changement est loin de constituer un simple ajustement méthodologique, il est devenu selon moi l'un des principaux résultats de cette recherche. Il m'a permis de suivre le quotidien de maraîchers et d'organisations agricoles.

Cette recherche repose sur quatre mois de terrain ethnographique réalisés en Martinique entre septembre et décembre 2025. Elle s'appuie principalement sur une démarche d'observation participante menée au sein de deux exploitations maraîchères. Elle est complétée par des entretiens semi-directifs, l'observation de marchés, de débats publics et de différents événements liés aux questions agricoles. J'ai choisi de suivre le quotidien des personnes qui pratiquent ou gravitent autour de l'agriculture. Cette immersion m'a conduit à partager leur travail, leurs déplacements, leurs repas, leurs inquiétudes mais aussi leurs projets, faisant de l'expérience ethnographique la principale source de compréhension des réalités étudiées.

Ce mémoire s'organise en trois grandes parties qui suivent progressivement le cheminement de cette enquête, depuis sa construction jusqu'à la discussion de ses principaux résultats.

La première partie est consacrée au départ du terrain ethnographique. J'y retrace les conditions dans lesquelles il s'est construit, depuis mon arrivée en Martinique jusqu'à la rencontre des principaux acteurs qui ont orienté l'enquête. J'y aborde les difficultés d'accès aux bananeraies et les ajustements successifs de mon objet de recherche et les relations progressivement nouées avec les agriculteurs. Cette partie aborde également les questions de positionnalité et de méthodologie. Elle montre comment ma place de jeune étudiant belge, les relations de confiance construites au fil du travail agricole et le recours à l'observation participante ont façonné les données produites dans cette enquête.

Ensuite, la deuxième partie propose une mise en perspective historique et structurelle des réalités observées sur le terrain. Elle revient d'abord sur la manière dont la société de plantation a organisé la propriété foncière et les rapports sociaux en Martinique, avant d'examiner les continuités qui traversent encore le paysage agricole contemporain. Il a fallu ensuite s'intéresser au scandale du chlordécone, non seulement comme une catastrophe sanitaire et environnementale, mais également comme un révélateur des héritages coloniaux. Il en découle des rapports de pouvoir et des formes de défiance qui continuent de structurer les relations entre les habitants, les institutions et la terre.

Enfin, la troisième partie constitue le cœur ethnographique de ce mémoire. À partir des parcours de Fabrice, Emma, Jessy, Delphine et des autres acteurs rencontrés, l'objectif est d'analyser les pratiques quotidiennes des petites exploitations agricoles. À travers le parcours de Fabrice et Emma, je vais décrire une forme d'habiter les mornes plus marginale, les manières de travailler la terre, les difficultés d'installation et le rôle de la famille. Par la ensuite, à partir de l'exemple de Jessy et Delphine, j'expliquerai comment les réseaux d'entraide et les initiatives de circuits courts, notamment autour du marché de Manrina, participent à ces dynamiques. En mobilisant les travaux de Tim Ingold et d'Anna Tsing, la dernière partie montre que ces exploitations ne se développent pas en dehors des héritages de la plantation, mais en composant avec eux. Les pratiques observées ne témoignent pas d'une rupture nette avec cet ordre historique, puisqu'elles révèlent plutôt les multiples arrangements et recompositions par lesquels des agriculteurs cherchent à faire tenir leurs exploitations et à s'ouvrir à d'autres manières de produire et d'habiter la terre.

<u>PARTIE 1</u> : La construction du terrain ethnographique : rencontres, positionnalité et méthode

L'idée de réaliser un terrain en Martinique m'est venue lors d'un voyage effectué en 2021 avec mon frère aîné, sa compagne et la mienne. Nous y avons séjourné deux semaines dans un cadre résolument touristique. Déjà engagé dans des études d'anthropologie, je ne pouvais m'empêcher d'observer attentivement les lieux que nous traversions et d'essayer d'en saisir l'atmosphère sociale et matérielle. Très vite un élément m'a marqué, la présence massive de bananeraies qui semblait prendre place partout où je me rendais. Sur la côte atlantique notamment, le paysage était largement dominé par d'immenses étendues de bananiers. Cette herbacée tropicale (car oui, ce n'est pas un arbre) se distingue facilement dans le paysage. Ses grandes feuilles vertes tombantes, souvent déchirées par le vent. Accompagnées de régimes de bananes enveloppées dans du plastique parfois bleu, ou encore blanc. Le relief accidenté de la Martinique peut donner l'impression que ces champs se prolongent à perte de vue.

Ce voyage a alors semé une première idée, celle de mener un terrain ethnographique sur le monde de la banane. Au cours des quatre années qui ont suivi, j'ai imaginé différents angles d'approche possibles, tout en me documentant sur les enjeux économiques, sociaux et environnementaux liés à cette culture. Lorsque j'ai commencé à organiser mon séjour de terrain en 2025, j'ai choisi de m'installer dans une zone assez proche des bananeraies afin d'y accéder facilement, notamment en termes de transport. Mon objectif premier était d'y travailler afin de pouvoir observer et participer aux activités de l'intérieur. Cependant, le 4 septembre, dès ma sortie de l'aéroport, j'ai été confronté à la chaleur et à l'humidité qui étaient particulièrement lourdes. J'ai donc pris conscience que l'adaptation aux conditions climatiques locales constituerait un premier défi de taille.

Figure 1 : carte de la Martinique



Source : Lonely Planet. (s. d.). Carte de la Martinique.
https://www.lonelyplanet.fr/carte/martinique

Dès mon arrivée au logement dans la cité de Beauséjour, j'ai fait la connaissance de la propriétaire, Christine. C'est une femme martiniquaise et accueillante, elle a installé un sentiment de confort très rapidement chez moi. Avant même de me faire visiter les lieux, elle m'a présenté le jardin et les nombreuses plantes qui y poussaient. Pour chacune d'entre elles, elle m'a indiqué le nom et les usages. J'ai été particulièrement frappé par la quantité de plantes médicinales présentes.

Je me suis demandé si cette présentation enthousiaste ne relevait pas simplement d'une manière de valoriser les lieux. Par la suite, j'ai constaté que les propriétés attribuées à ces plantes faisaient effectivement partie des savoirs locaux, et que les martiniquais attribuaient une place très importante à ces plantes médicinales dans leur quotidien. La pharmacopée martiniquaise s'avère être reconnue à l'international.

Au-delà des plantes, Christine s'intéresse beaucoup aux débats et enjeux qui parcourent l'île, notamment les questions agricoles. Je lui ai alors parlé de mon projet de terrain autour des bananes, en constatant une fois de plus qu'expliquer ce qu'est un « terrain » anthropologique conduit souvent mes interlocuteurs à me confondre à un journaliste. À la suite de mes explications, elle m'a indiqué qu'un autre locataire devait arriver le soir même et que son fils travaillait dans une bananeraie. Elle m'a conseillé également de prendre le temps de m'habituer à la chaleur, les conditions de travail dans les plantations étant particulièrement exigeantes. Le logement est destiné aux touristes durant l'été, le reste de l'année ce sont principalement des métropolitains qui viennent y vivre, souvent des jeunes travailleurs selon Christine.

Le soir même, je rencontrai cet homme, Henry. Âgé d'une cinquantaine d'années, il était venu passer trois semaines en Martinique afin de rendre visite à son fils, Pedro. De qui, je fis la connaissance le lendemain, le 5 septembre 2025. Ce matin-là, Henry et moi étions déjà installés à la table du petit-déjeuner dès six heures, prêts à commencer la journée. Il m'expliqua que Pedro nous rejoindrait dans l'après-midi après sa journée de travail. Lors de notre rencontre, Pedro m'expliqua qu'il travaillait dans une bananeraie appelée Concorde, située à Morne des Esses. Il y occupe un poste de responsable de la gestion des parcelles agricoles. Sa mission consiste à répartir le travail entre les ouvriers et de les accompagner sur les parcelles afin de veiller au bon déroulement des opérations. Il explique son rôle avec humour, selon lui il a parfois l'impression d'être un "surveillant de lycée" chargé de garder un œil sur les ouvriers agricoles. Son discours me semble infantilisant, et me met quelque peu mal à l'aise. Je viens déjà sur le terrain avec une sorte d'appréhension. Je suis blanc, avec tous les privilèges que cela peut avoir. De plus je viens m'intéresser à l'agriculture en Martinique, une île fortement marquée par le régime esclavagiste. Cette position de chercheur blanc nourrit en moi un sentiment d'illégitimité. Cela m'impose donc une grande prudence dans mes comportements comme dans mes paroles.

Je comprends vite à travers ses récits que les ouvriers avec qui il travaille sont majoritairement des migrants du Costa-Rica et d'Haïti. Ils sont logés en tant que saisonniers par la plantation. Il m'explique qu'ils vivent pendant des mois dans des espaces exigus, mais ce logement leur permet de faire des économies. Lui, il est arrivé seulement quelques mois plus tôt, en avril. Terminant tout juste ses études d'ingénieur

agronome, il a quitté Nantes pour prendre ce poste. Il me confie en riant, qu'il trouve étrange d'être le seul Blanc sur son lieu de travail tout en occupant un poste de responsable. Selon lui, cette situation rappelle le passé esclavagiste. Je ne réagis pas sur le moment. Son propos maladroit et formulé sur le ton de l'humour, laisse pourtant affleurer quelque chose de plus profond et déjà très parlant.

L'exploitation appartient donc à Patrick Pontis-Delbert, tandis que les terres appartiennent à son père, Louis Pontis-Delbert. Cette famille occupe une place importante dans la production bananière martiniquaise et possède plusieurs exploitations sur l'île. J'ai partagé avec Pedro mon souhait de travailler dans une bananeraie, je lui ai également expliqué les raisons de ma présence en Martinique. Il m'a conseillé de prendre le temps de m'acclimater à la chaleur et de proposer mes services dans la bananeraie où il travaille, sans préciser que je ne resterai que pour quelques mois. Il m'explique que l'expérience de travail dans ce domaine n'est pas nécessaire. L'apprentissage se fera en travaillant, c'est un travail qui est très physique et répétitif. Il m'a également dit qu'il parlerait de moi à Patrick, son patron.

Il m'a décrit Patrick comme quelqu'un de simple et pragmatique, il est très investi dans son travail. Son père Louis en revanche, m'a été présenté comme plus conservateur et réputé pour son intransigeance. Patrick est, selon Pedro, caractéristique de la nouvelle génération. Il est dynamique et il veut changer les choses. C'est un patron qui cherche à rompre avec les anciens codes du monde de la bananeraie, longtemps marqué par de fortes inégalités et un racisme structurel profondément enraciné.

Dès le lendemain, Pedro me rappelle pour m'informer que Patrick est d'accord pour que je vienne travailler, mais que son père, Louis, s'y oppose. Visiblement, son père exerce encore une influence importante sur les décisions. Afin de mieux comprendre, Pedro m'explique que l'exploitation avait déjà accueilli un journaliste cette année-là et que l'expérience s'était très mal déroulée, sans en dire plus. De plus, il semble que cette période est sensible en raison des élections des délégués syndicaux. Selon lui, certains ouvriers, notamment des travailleurs costariciens, manifestent leur mécontentement. Ce qui rend la direction de l'exploitation particulièrement méfiante, notamment quant à la circulation d'informations venant de l'extérieur. Louis craint que je divulgue de prétendues fausses informations sur leur exploitation. Je n'ai pas

eu le temps ni l'occasion d'expliquer au père que je ne suis pas là pour faire du journalisme d'investigation ni pour les mettre dans des situations délicates, je suis là pour mener un travail de recherche. Ce refus me laisse perplexe et quelque peu amer.

Par la suite, j'ai essayé de travailler dans diverses exploitations de banane comme le Ballon par exemple. Toutes se sont vue échouées, parfois la raison était parce que je n'avais pas d'expérience. Parfois parce qu'il n'y avait pas assez de travail durant ce moment de la saison et donc ils ne recrutaient pas (cette excuse à fait rire Pedro. Car selon lui, c'est l'inverse il y trop de travail). Une chose traverse tous ces refus, c'est que j'ai le sentiment qu'on méfie de moi. J'essaie donc différentes méthodes, appeler quelques jours à l'avance pour prévenir, me présenter sans annonce, en disant que je m'installe ou que je suis saisonnier. Mais l'accès à la production de banane reste fermé. Je me tourne alors vers les structures périphériques. Je contacte notamment Banamart, la seule coopérative de l'île chargée de l'import-export de la banane. Ils me font d'abord tourner en rond, avant de cesser toute réponse. Je tente aussi les associations, là encore, soit elles ne répondent pas, soit elles me renvoient aux mêmes impasses.

J'ai le sentiment que personne ne veut m'accorder l'opportunité de mener ma recherche sur la production de banane en Martinique. Je ressens de l'hostilité, que ma présence dérange. Ces premières semaines sur le terrain furent marquées par une succession d'espoirs et de déceptions. Je commençais à m'interroger sur ma manière d'aborder les gens et sur l'image que je pouvais renvoyer. J'avais l'impression que je ne trouverais jamais d'entrée sur le terrain et qu'on me refuserait partout. Mes quatre mois de terrain me semblaient très restreints, j'avais un sentiment d'urgence permanent en moi, comme s'il fallait que je m'urge à trouver un endroit fixe pour commencer ma recherche, sans réaliser que je récoltais déjà à ce moment-là de nombreuses données précieuses.

Un peu désespéré je me rends à Sainte-Marie au musée de la Banane, espérant rencontrer quelqu'un ou bien trouver une information intéressante. En arrivant, le musée est fermé. Contrairement à ce qu'informait le site. En redescendant, quelque deux cents mètres plus loin, je rencontre Matisse, un jeune agriculteur martiniquais. J'aperçois des champs de bananiers qui bordent les flancs des mornes et je lui demande à qui appartiennent-ils ? Il me répond, le visage assez fermé, que c'est à sa mère. Il

m'amène au hangar pour discuter et attendre que sa mère, Murielle, arrive. Dès le premier échange, un décalage apparaît entre nous. Mon allure de touriste blanc en polo n'est pas adaptée au travail agricole. Cette tenue contraste avec son activité du moment, qui consiste à porter et accrocher des régimes de bananes. Il est habillé d'une chemise bleu ciel ouverte en piteux état. Ses manches sont retroussées et teintées de brun. Son pantalon noir laisse apparaître ces mêmes taches au niveau des pieds. Rien ne laisse présager une entente et pourtant, en lui proposant mon aide, le décalage s'atténue. Une barrière se fissure, il me laisse entrer dans son univers. Très différents sur bien des aspects, mais c'est à travers la musique que nos échanges se fluidifient. Tous deux fans de hip-hop et issus de la même génération (25 ans de mon côté, 27 ans du sien), nous partageons les mêmes références, ce qui rend la conversation plus naturelle.

Cette rencontre a marqué un tournant sur mon terrain. Elle m'a permis de dépasser certaines appréhensions et un certain stress. Elle m'a aussi aidé, dans le sens où j'ai pu mieux comprendre ce que les acteurs de terrain attendaient de moi lors de nos échanges. Avec le temps, Florian est devenu la figure emblématique des difficultés d'accès au terrain que j'ai rencontrées. Nos échanges oscillaient entre encouragements et silences inexpliqués. Malgré cela, il m'a permis de mieux comprendre comment interagir avec les membres de ce milieu, en jouant d'abord un rôle de guide. Toujours pris dans l'urgence au début du terrain, la temporalité très lente de notre relation et de nos interactions contribue d'abord à mon stress. Mais paradoxalement, elle m'apprend aussi à ralentir et à adopter une approche plus patiente, me sortant progressivement de cette urgence permanente. C'est véritablement à ce moment que mon terrain s'ouvre. Je quitte ce sentiment d'urgence, tout en remettant en question l'image que je renvoie. Elle est sans doute en partie responsable des échecs rencontrés au début de mon terrain. Désormais conscient de l'image que je renvoie, je me sens mieux armé pour aborder un terrain qui m'avait initialement paru difficile à appréhender.

1. Arrivée sur le Potager des mornes

Mon terrain s'est construit en partie autour du Potager des Mornes, un maraîchage bio situé près de Saint Joseph, dans les terres. L'accès à cet espace ne s'est pas fait

immédiatement, il s'est créé par une série de rencontres et de tentatives de prise de contact qui illustrent bien les formes parfois hésitantes par lesquelles se constitue un terrain ethnographique.

C'est à Ducos que je rencontre Jessy, une agricultrice martiniquaise. La salle du Triple 8 accueille le marché de Manrina, un marché militant qui se tient chaque samedi. L'événement rassemble différents acteurs engagés dans des initiatives agricoles, écologiques et alimentaires alternatives. En m'y rendant pour la première fois, je n'ai pas connaissance de cette dimension politique, et je m'attends à un marché plus classique.

J'ai découvert sa tenue via une publication TikTok du RPPRAC[1] annonçant sa présence le samedi 20 septembre. C'est cette annonce qui m'incite à m'y rendre, avec l'envie de rencontrer Rodrigue Petitot, un militant martiniquais particulièrement médiatisé à cette période, notamment pour ses actions de désobéissance civile visant les élus locaux et les Békés. De Christine à Pedro, puis jusqu'à Matisse, le « R » revient sans cesse dans les conversations depuis mon arrivée. Pour certains, il incarne un justicier. Pour d'autres, un fauteur de troubles. Son nom m'est parvenu lors de mon premier jour de terrain. Christine m'avait expliqué qu'il avait été piégé et arrêté par le préfet à Fort-de-France. Celui-ci aurait invité Rodrigue pour discuter, pour ensuite l'accuser d'intrusion dans la résidence préfectorale. Par suite de quoi il aurait été condamné à de la prison et au port d'un bracelet électronique.

Lorsque j'arrive sur le lieu vers 9h, je suis surpris du décor. Nous sommes dans une sorte de boîte de nuit très colorées, très ouvertes. Les stands en extérieur et près de l'entrée sont ceux dédiés à l'agriculture et à la transformation. A l'entrée, un grand monsieur vêtu d'un chapeau tressé broie de la canne à sucre pour en extraire le jus. La file devant son stand est plutôt longue, le soleil tape fort, alors je décide de ne pas m'y arrêter. Je poursuis ma route et observe attentivement les stands jusqu'à tomber face à un panneau "Potager des mornes". J'ai déjà vu ce nom, j'ai déjà contacté ce lieu mais je n'ai jamais eu de réponse. Je décide alors de me présenter, face à moi Jessy semble méfiante. Elle me dit que je peux venir discuter mais il va falloir travailler car elle n'a

[1] Rassemblement pour la Protection des Peuples et des Ressources Afro-Caribéens

pas le temps de discuter sans rien faire. Je lui explique que je suis partant et elle me donne son contact.

La suite des évènements est à l'image de mes débuts, pas de réponses. Je décide alors d'y retourner la semaine d'après, je ne me sentais pas très à l'aise car j'avais l'impression d'être insistant. Cependant, elle m'a très bien accueilli et s'est excusée de ne pas avoir donné de réponse. Elle me donne cette fois la localisation et me dit de venir quand je veux, dès 7h. Le lundi suivant, je m'y rendais.

Le trajet entre mon logement à Trinité, cité Beauséjour et l'exploitation située plus dans le centre des terres, aux Mornes des Olives qui est à proximité de Saint-Joseph, dure environ une demi-heure en voiture. La route elle-même occupe une place importante dans mon expérience du terrain. Au fil des trajets répétés, la voiture m'est apparue comme un espace riche en informations, presque comme un dispositif méthodologique d'observation qui m'a permis progressivement de saisir l'organisation du territoire. En parcourant ces axes routiers, j'ai eu le sentiment d'accéder à une compréhension plus fine de la manière dont l'espace est habité et pensé dans les différentes localités.

Dans les territoires des mornes qui se situent du centre au Nord de l'île, les routes suivent rarement des trajectoires rectilignes. Elles s'inscrivent dans le relief, c'est-à-dire qu'elles épousent les pentes. Elles contournent les ravines et relient entre eux des noyaux d'habitat souvent dispersés et séparés par une végétation très dense. Ce type de réseau routier révèle une forme de pragmatisme dans le rapport au terrain. Plutôt que de transformer radicalement la topographie par de grands aménagements, les infrastructures s'adaptent aux contraintes du paysage et s'insèrent dans ses formes.

2. Fabrice et Emma

Mon deuxième terrain d'enquête s'est construit autour d'un couple d'exploitants agricoles, installés dans les hauteurs de la baie du Ballon. Fabrice et Emma occupent depuis environ trois ans des terres dont ils ne sont pas officiellement propriétaires. Leur installation relève d'une situation d'occupation informelle, dans un contexte foncier marqué par des tensions et des arrangements tacites.

La rencontre avec Fabrice a eu lieu le 4 octobre, à Ducos, dans le même espace de marché où j'avais précédemment rencontré Jessy. Leurs stands étant situés à proximité, il m'arrivait fréquemment de les croiser simultanément lors des marchés du samedi. Les premiers échanges se sont faits autour du partage d'un morceau de *chadèque*, qui est un gros pamplemousse juteux, peu amer et peu sucré. À cette occasion, Fabrice m'a rapidement proposé de venir l'aider sur son exploitation, proposition que j'ai acceptée. Il m'expliquait que faire tourner une exploitation à deux était éprouvant. Il n'avait pas le choix que de laisser des parcelles à l'abandon pour se concentrer sur d'autres. À cela s'ajoute la charge de l'enfant qui représente également beaucoup de temps. Dès le lendemain je me suis rendu sur son terrain, situé à une dizaine de minutes de route seulement de mon lieu de résidence. Cette proximité a facilité la régularité de ma présence.

Fabrice est un agriculteur martiniquais âgé de 36 ans, il est marié à Emma, avec qui ils ont un enfant de sept ans. Emma est originaire de la métropole, elle y exerçait auparavant sa profession d'éducatrice spécialisée. Elle a choisi d'abandonner son activité professionnelle pour suivre son conjoint (rencontré en France) dans son projet agricole en Martinique. Leur trajectoire témoigne ainsi d'un engagement fort dans un mode de vie tourné vers l'agriculture, impliquant des réorientations professionnelles et personnelles significatives. Ils ont d'abord vécu à Fort-de-France, dans un logement social. Les lieux ne leur convenaient pas, Fabrice rêvait d'avoir ses terres et donc il s'est installé près du Ballon, proche des terres de son père.

Le couple vit dans une habitation construite à partir de matériaux de récupération. C'est principalement de la tôle et des palettes. À première vue ce type de construction peut apparaître précaire, notamment au regard de standards européens. Toutefois, cette perception doit être replacée dans le contexte local. En Martinique ce type d'habitat modeste, permet de répondre aux contraintes climatiques. Notamment en assurant une protection plus ou moins efficace contre la pluie. Leur chambre est entièrement protégée de la pluie, seul le "salon" est exposé. Il arrivait régulièrement que l'on s'arrête de travailler pour laisser la pluie passer. Généralement c'était le moment pour manger, et tous attablés nous pouvions sentir de fines gouttes de pluie nous atteindre. Les lieux étant en permanence humides ça n'avait rien de dérangeant. Cette pluie lorsque l'on mangeait, était à l'inverse étrangement satisfaisante.

L'électricité est produite à l'aide d'un générateur, qu'ils protègent avec un cabanon en bois construit par Fabrice. L'eau est directement prélevée au Ballon. Leur exploitation se situe à proximité de la plantation historique du Ballon, spécialisée dans la production de banane et de canne à sucre, ainsi que dans la transformation de cette dernière en rhum et en sucre. Les terres appartenant au père de Fabrice se trouvent à proximité immédiate. Le couple utilise les terres du père, et ils ont progressivement étendu cette surface d'exploitation en empiétant sur des parcelles appartenant à la plantation du Ballon, sans autorisation. À ce jour cette situation ne semble pas avoir donné lieu à de conflits ouvert.

Sur le plan agricole, leur activité repose sur une logique de diversification, marquée par la culture d'une grande variété de fruits et de légumes. On y trouve notamment de nombreux ananas et différentes variétés d'ignames, ainsi que des fleurs comestibles telles que les groseilles-péyi et l'atoumo, ou encore des racines de galanga. Les arbres fruitiers occupent également une place centrale, en particulier la pomme-cannelle[2], dont la production est valorisée sur le marché de Ducos, où Fabrice est généralement le seul à en proposer.

Cet amour de l'agriculture lui est venu en travaillant aux côtés de son père dans l'exploitation. Mais à vingt ans, il a repris des cours du soir, pour ensuite partir en métropole afin de préparer un diplôme équivalent au CPA. Cette expérience s'est soldée par un échec. Il s'est ensuite engagé dans une économie souterraine, notamment le narcotrafic (cannabis), avant d'être arrêté et incarcéré pendant deux ans. À sa sortie de prison, il a voulu se réorienter et changer sa trajectoire. Il est resté en France, à Lyon. Il y a rencontré Emma alors qu'elle travaillait en tant qu'éducatrice spécialisée, tandis que lui reprenait des études. Quelques années plus tard Emma est tombée enceinte, ils ont donc décidé de s'installer en Martinique. Fabrice exprimait le besoin de quitter la France après ses démêlés judiciaires, d'autant qu'il venait d'achever sa formation et d'obtenir son brevet de technicien cupérieur agricole (BTSA).

Parallèlement à son activité agricole, il développe une activité d'élevage de coqs et d'oies destinés à la vente de viande. Les infrastructures associées sont construites à partir de matériaux de récupération, notamment de la tôle et des palettes en bois.

[2] C'est aussi appelé *attier,* c'est un fruit tropical très sucré. Sa chair est fondante.

Mon emploi du temps alternait entre le potager des mornes et le domicile de Fabrice et Emma. Les mardis, jeudis et dimanches étaient généralement consacrés à l'exploitation du couple. Nos premières activités ont porté sur le drainage des eaux de pluie à proximité des enclos. À l'aide de pelles et de fourches, nous avons creusé un canal suffisamment profond pour évacuer l'eau vers la vallée du Ballon. Ce travail s'avérait physiquement éprouvant. Nous travaillions le matin, puis déjeunions à midi dans son « ghetto » avec Emma, leur enfant étant le plus souvent à l'école. Je ne voyais leur fils que le dimanche.

3. Positionnalité

A travers mon expérience de terrain et mes lectures, j'ai pu comprendre que la question de la positionnalité occupe une place centrale dans le domaine de l'anthropologie. Elle ne consiste pas à faire du vécu personnel de l'anthropologue le cœur même de l'analyse. Mais bien à reconnaître que les connaissances qui ont pu naître au cours d'une enquête sont toujours situées. Comme le rappelle Balla (2024), la recherche est toujours influencée par la trajectoire du chercheur. Cela inclut donc ses appartenances sociales, son identité et les relations qu'il a construites sur son terrain. La réflexivité n'a donc pas pour but d'éliminer la subjectivité, mais de rendre visibles l'ensemble des conditions dans lesquelles les données ont été produites. Ce n'est pas renoncé à l'objectivité, c'est une question d'exigence scientifique (Balla, 2024, p. 1).

Dans cette perspective, il me semble important de revenir sur la manière dont la personne que je suis, les représentations qui lui ont été associées et les relations progressivement construites avec les agriculteur.ices ont influencé le déroulement de cette enquête. Je suis un homme blanc de vingt-cinq ans, belge, étudiant en dernière année de Master en anthropologie. Si mon intérêt pour l'agriculture martiniquaise est né d'un précédent séjour sur l'île, il s'est progressivement transformé en projet de recherche à mesure que je découvrais l'histoire de la plantation, la concentration foncière et les héritages coloniaux qui continuent de structurer les campagnes martiniquaises.

Avant même d'être sur le terrain, j'abordais les choses avec de fausses représentations. J'avais imaginé que ma nationalité belge allait me distinguer des Français et donc du

rapport historique qu'ils entretiennent. J'avais également en tête que présenter mon sujet de mémoire allait être suffisant pour instaurer une relation de confiance. Mais avec du recul, je me dis que ces attentes étaient à la fois naïves et révélatrices d'une vision utopique du travail ethnographique. J'avais tendance à considérer le terrain comme un espace auquel il suffisait d'accéder pour commencer à produire des connaissances. Or, les premières semaines ont montré que le terrain ne préexiste pas à la relation d'enquête car il se construit progressivement. Être anthropologue ne donnait aucun droit d'entrée particulier dans le monde agricole. Au contraire, cette identité suscitait parfois davantage de méfiance qu'elle n'inspirait confiance.

Cette prise de conscience rejoint selon moi les réflexions qu'ont put développer Clifford et Marcus dans *Writing Culture: The Poetics and Politics of Ethnography* (1986). Ils rappellent que faire de l'ethnographie, ce n'est jamais faire une observation neutre d'une réalité extérieure. C'est le produit d'une rencontre qui est située et façonnée par les rapports sociaux qui créent un lien entre le chercheur et les personnes rencontrées.

Mes premiers jours de terrain ont été marqués par un sentiment d'inconfort et de rejet auquel je ne m'attendais pas. J'avais l'impression que mon apparence précédait mes intentions. Avant même d'expliquer ma démarche, j'étais identifié comme un homme blanc, parlant français et extérieur au monde agricole martiniquais. La méfiance se lisait sur les visages et se comprenait dans les mots. Cette situation se retrouvait quel que soit le milieu agricole auquel j'essayais d'accéder. Les grandes exploitations bananières étaient particulièrement fermées. Je représentais un jeune étudiant sans expérience qui posait des questions sur un secteur historiquement sensible. Les refus étaient nombreux et les échanges souvent très brefs. Mais le maraîchage n'était pas forcément plus accessible. Il fallait sans cesse expliquer qui j'étais, pourquoi je voulais travailler avec eux et ce que j'allais faire des informations recueillies.

À plusieurs reprises certaines personnes m'ont demandé si j'étais un journaliste, un gendarme ou quelqu'un envoyé par une organisation, ou encore l'état. Ces questions dépassaient la simple curiosité. Selon moi, c'était représentatif d'une interrogation plus profonde sur ma présence et sur les intérêts que je pouvais porter. Dans un territoire qui a été marqué par une longue histoire de domination coloniale, de conflits fonciers et de méfiance envers certaines institutions. Il est logique que l'arrivée d'un

jeune Européen venu “faire de la recherche” ne pouvait être perçue que comme une situation particulière.

Les analyses de Talal Asad permettent d'éclairer cette expérience. Il explique que le terrain anthropologique ne se déroule jamais dans un espace qui est politiquement neutre. Au contraire, il s'inscrit dans une histoire plus large des rapports de pouvoir entre l'Europe et les territoires ayant été colonisés. Même si je ne suis pas français, je reste un homme blanc européen travaillant dans un territoire marqué par cette histoire. Mon identité ne dépend pas uniquement de la manière dont je me définis, mais également de la manière dont elle est vue par les personnes que je rencontre sur le terrain.

Ces débuts ont participé a créer en moi un fort sentiment d'illégitimité. Régulièrement lorsque j'expliquais mon projet le premier mois, certaines personnes faisaient des blagues en référence à l'image de “l'anthropologue qui part observer des sauvages”. Bien que dites sur le ton de l'humour, ces remarques m'ont interrogé. Elles m’ont rappelé que l'anthropologie elle-même, en tant que discipline, possède une histoire sensible liée aux questions coloniales. Et donc que cette mémoire peut réapparaitre dans les interactions, indépendamment de mes intentions personnelles. Cela m’a donc conduit à m'interroger sur la manière dont je pouvais construire une relation qui ne reproduise pas, même involontairement, cette asymétrie entre celui qui observe et celui qui est observé.

C'est donc progressivement que ma place sur le terrain s'est transformée. Cette évolution ne s'est pas produite à travers les entretiens ou les explications détaillées de mon projet, mais bien par le travail quotidien. Très rapidement, j'ai compris que la confiance ne pouvait être obtenue uniquement par la parole. Elle se construisait avant tout dans le travail. Planter, désherber, récolter, porter des charges, préparer le marché ou encore préparer les parcelles faisaient désormais partie de mon enquête.

Au début cette participation révélait surtout mon manque d'expérience. Mes gestes étaient plus lents, moins précis et donc souvent corrigés par les agriculteur.ices. Je découvrais progressivement les techniques et les rythmes de travail. L'enquête ne consistait plus seulement à poser des questions, elle passait par un apprentissage corporel du travail agricole qui sera développé plus tard dans ce travail.

Petit à petit quelque chose changeait dans les relations. Les conversations devenaient spontanées. Les explications apparaissaient au détour d'un geste ou d'une pause, sans qu'il soit nécessaire de sortir un carnet ou un dictaphone. Les discussions que j'ai pu avoir sur l'accès à la terre, le chlordécone ou l'autonomie alimentaire venaient souvent pendant le travail lui-même. Ces savoirs n'étaient pas simplement transmis sous la forme de réponses à des questions comme lors d'un entretien formel. Ils étaient inclus dans les pratiques quotidiennes et partagés au fil de l'activité. Nous étions devenus comme des collègues.

Je n'étais évidemment pas devenu agriculteur martiniquais. Les différences sociales qui nous séparaient restent évidentes. Mais le fait de partager les mêmes journées, les mêmes efforts physiques, les mêmes repas modifiait progressivement la manière dont j'étais perçu. J'étais toujours un chercheur, mais un chercheur qui acceptait de travailler avant de demander que l'on parle de ce travail, et un chercheur qui travaillait gratuitement. C'est important de préciser que je n'étais pas rémunéré car celui n'induisait aucune obligation de rendement.

Avec le recul, cette expérience a modifié ma conception du travail ethnographique. Avant mon départ, je pensais la confiance comme une condition préalable à l'enquête. Je me disais qu'une fois cette confiance obtenue, je pourrais commencer mon travail de recherche. Mon terrain m'a montré l'inverse, la confiance constitue elle-même l'un des principaux résultats du terrain. Elle ne se décrète pas car elle se construit lentement. C'est à travers la répétition des gestes, la présence quotidienne et l'acceptation d'occuper une place modeste au sein du collectif qu'elle s'est constituée.

Cette expérience a également déplacé mon regard sur la production des connaissances. Les données présentées dans mon mémoire ne sont pas le produit d'une simple observation extérieure. C'est le résultat de relations progressivement construites avec les personnes qui ont accepté de partager une partie de leur quotidien. En ce sens, les personnes rencontrées n'ont jamais été de simples "informateurs". Ils ont orienté mes questionnements, corrigé certaines de mes interprétations et participé activement à la manière dont cette recherche s'est construite sur le terrain. Mon terrain ne m'a donc pas seulement permis de mieux comprendre l'agriculture martiniquaise, il m'a également appris que l'ethnographie est avant tout une pratique relationnelle, dans laquelle la connaissance se construit autant par la confiance que par l'observation.

4. Méthodologie

Dans la préparation et le déroulement de mon terrain, la question de la méthodologie s'est révélée centrale. Les nombreux imprévus et refus rencontrés, évoqués précédemment, m'ont conduit à réinterroger ma manière de faire du terrain. Cela autant dans mes pratiques de recherche que dans ma façon d'entrer en relation avec les acteurs du terrain. J'ai également dû revoir les ambitions initiales de cette recherche au vu des moyens limités dont je disposais pour la réaliser[3]. Cette enquête, conduite en Martinique entre septembre et décembre 2025, s'est ainsi déployée sur quatre mois d'immersion ethnographique, au cours desquels les ajustements méthodologiques ont constitué une composante essentielle de la production des données. Je tiens à notifier que je n'utilise pas l'écriture inclusive car ce n'est pas mon écriture naturelle. Cependant, je reconnais l'importance de son utilisation et de sa mise en avant. Il est seulement question de confort et de clarté dans le propos.

4.a. L'observation participante au cœur de la production des données

Cette immersion reposait l'observation participante. C'est parce que l'anthropologie se construit dans la proximité, la durée et l'expérience partagée, que l'observation participante en constitue l'un des principes les plus essentiels. Elle a dès lors représenté bien davantage qu'un simple outil méthodologique, devenant la condition même de mon accès au terrain et de la compréhension des réalités étudiées. Pour avoir accès à mes acteurs de terrain, je devais moi-même l'être. L'implication du chercheur en tant qu'acteur du terrain appelle ainsi une vigilance réflexive permanente. Comme je l'ai expliqué à travers mes réflexions sur ma positionnalité, observer les pratiques sociales suppose simultanément d'interroger sa propre place, ses effets et les conditions mêmes de possibilité de l'enquête. Cette partie a pour objectif d'expliquer la place que j'ai occupée au cours de l'enquête, ainsi que les méthodes utilisées. Comme le souligne Olivier de Sardan (2000), l'explicitation de la position du chercheur n'a d'intérêt que si elle permet de comprendre comment les données ont été produites. C'est dans cette optique que je reviens sur ma participation quotidienne au

[3] Les moyens en question sont financiers et temporels. J'ai dû faire face à quelques déboires sur les questions matérielles qui ont entamé mon budget. À cela s'ajoutent les questions de temps au vu des refus des premières semaines.

travail des exploitations fréquentées, et sur les effets qu'elle a eus sur la conduite de l'enquête.

Ma présence sur le terrain s'inscrit dans un registre profondément pragmatique. Au-delà de la posture classique de l'étudiant en anthropologie, j'étais perçu, et je me percevais moi-même, comme une forme de main-d'œuvre. Dans chacune des exploitations maraîchères au sein desquelles je me suis imprégné, ma participation se matérialisait très concrètement par l'apport de "deux bras et deux jambes". Ce travail n'était pas rémunéré, et donc cette configuration produisait une forme d'arrangement tacite entre les acteurs du terrain et moi-même. De mon côté, cela me permettait d'accéder au quotidien du travail maraîcher et d'en partager les rythmes et les contraintes. J'étais cependant relativement affranchi des impératifs de rendement. L'absence de rémunération me plaçait dans une position singulière mais elle n'atténuait en rien mon investissement dans le travail. En revanche, ça modifiait sensiblement mon rapport à l'effort. Notamment en réduisant les formes de stress habituellement liées à la performance, au rendement que l'on retrouve parfois dans le monde du travail.

Du point de vue des maraîchers, ma présence n'a pas engendré de réorganisation majeure des tâches ou de prise en charge spécifique. Elle s'intégrait aux dynamiques ordinaires du travail et pouvait même être interprétée comme un gain de temps et de ressources. Cette réciprocité implicite a permis de situer ma place dans sur le terrain, en légitimant ma participation par son utilité pratique. Le fait d'être un homme par exemple, était une raison pour m'attribuer certaines tâches de la part de Jessy. S'il y avait des choses à déplacer ou à couper, elle me disait, avec humour, que c'était une tâche pour les "z"hommes, comme elle s'amusait à le prononcer.

Néanmoins, cette position a pu me susciter des interrogations sur ma réelle utilité sur l'exploitation. Par chance, la relation de confiance établie avec Jessy m'a permis de lui parler ouvertement de mes doutes. Je l'ai questionnée sur ma participation, et elle m'a souligné que ma présence était utile, que toute aide est bonne à prendre. Cet engagement corporel dans le travail agricole m'a intégré aux dynamiques ordinaires des exploitations, dépassant la posture de simple observateur.

Cette proximité relationnelle a cependant fait émerger certaines tensions réflexives. Travailler aux côtés de personnes appartenant à mes cercles de sociabilité a fait naître en moi des interrogations quant à la distance nécessaire à la démarche ethnographique. Il me semblait important de conserver une vigilance méthodologique, puisque ma présence relevait avant tout d'une démarche de recherche. Cette situation reflète bien l'ambivalence du terrain ethnographique. L'engagement relationnel nécessaire à l'enquête, y coexiste avec l'exigence de distance réflexive.

L'arrivée sur le terrain a par ailleurs coïncidé avec une période éprouvante pour Jessy, ce qui a contribué à façonner la nature de nos interactions. Au-delà du cadre strictement professionnel, certains échanges ont pris une dimension plus informelle. Cette relation, qui perdure d'ailleurs dans l'après-terrain, laisse place à des discussions qui dépassent les questions liées au travail agricole. Cette proximité a constitué un apport important pour l'enquête, en me donnant accès à d'autres acteurs de terrain puisqu'elle me faisait confiance.

Le partage du travail agricole m'est apparu comme un agent de proximité sociale. Le fait de travailler sous des conditions matérielles et climatiques similaires, d'engager les corps dans des tâches communes et de faire l'expérience collective de la fatigue et des contraintes physiques, produisait en moi un sentiment d'appartenance. Cette expérience ne relevait cependant en rien d'une idéalisation du rapport à la terre. Loin des représentations souvent associées à des imaginaires de ressourcement ou d'harmonie. Le travail agricole en Martinique est marqué par l'incertitude, l'imprévu, la pénibilité et la confrontation constante à des contraintes matérielles et climatiques.

C'est précisément dans cette dimension chaotique et exigeante que se sont construites des formes de solidarité. Les moments de pause ou de partage prenaient sens au cœur même de la fatigue. Certains moments ordinaires, prenaient une intensité particulière dans le contexte du travail agricole. La consommation d'une orange fraîchement cueillie en constitue un exemple révélateur. Prélever un fruit et l'ouvrir avec un couteau encore marqué par la terre n'a rien d'exceptionnel en apparence. Pourtant dans la continuité de l'effort et sous la chaleur tropicale, ce geste prend une dimension particulière. La fraîcheur du fruit contraste avec la fatigue des corps, tandis que la terre sur les mains et les outils s'inscrit naturellement dans la continuité du travail.

Ces instants de pause prolongeaient l'expérience sous une autre forme, sensorielle et plus partagée. L'environnement de travail est caractérisé par une végétation dense, c'est un lieu étroit entre rivière et mornes. Toute cette vue, participait également à cette perception. Ainsi, nous étions loin d'une idéalisation du rapport à la nature, mais ces moments rendaient perceptible l'articulation entre effort, matérialité et expérience sensible du terrain.

Au-delà du travail agricole, les moments où nous allions livrer les kéfirs d'eau avec Jessy, ou lorsque j'allais avec Fabrice livrer des pièces de viande, étaient de vrais moments de proximité. Ils constituaient à la fois des moments de travail et des temps d'échange plus informels. Nous nous retrouvions souvent à deux, à discuter et à plaisanter, dans des interactions qui se révélaient particulièrement riches en informations.

Les livraisons s'offraient comme un cadre parfait pour découvrir l'île et faire du terrain au même moment. Elles me permettaient de voir, d'appréhender concrètement les lieux et les dynamiques locales. Avec Jessy, certaines tournées se terminaient vers 20 heures. Ces déplacements étaient aussi l'occasion pour elle de me montrer différents endroits et de m'en expliquer les spécificités. À chaque point de livraison, iel m'expliquait les caractéristiques du lieu et m'y introduisait en me présentant comme son nouveau collègue.

La place qu'iel me donnait naturellement n'était pas une sorte de couverture pour que je puisse venir discrètement, iel me considérait comme un collègue. Il m'est arrivé à plusieurs reprises de discuter avec les personnes sur place en expliquant ma démarche, cela n'a jamais posé aucun problème dans aucun des lieux. Les espaces concernés pour le potager des mornes étaient principalement des magasins spécialisés dans les produits bio/organiques ainsi que des restaurants de standing variable, mais souvent gastronomiques. Jessy exprimait par ailleurs de manière explicite et sur le ton de l'humour que les kéfirs d'eau proposés étaient onéreux, soulignant ainsi que ces produits s'adressaient à une clientèle plutôt aisée. Avec Fabrice en revanche nos livraisons se faisaient dans un cadre plus privé et intime. Nous allions directement chez les gens, souvent des connaissances ou de la famille de Fabrice. Celles-ci se faisaient moins régulièrement et de manière plus improvisée que celles du potager des mornes et souvent il ne s'agissait que de deux ou trois maisons.

Les données étaient principalement consignées dans un carnet de terrain, puis retranscrites et complétées sur mon ordinateur le soir même. Toutefois, les contraintes du travail agricole ne permettaient pas toujours d'avoir le carnet à portée de main. J'utilisais alors mon téléphone pour prendre des notes plus discrètes ou plus rapides. Il me servait également à réaliser des enregistrements audios, avec l'accord préalable de mes interlocuteurs, lorsque certaines discussions abordaient des thèmes centraux pour l'enquête, comme le chlordécone, les politiques agricoles ou la souveraineté alimentaire. Ces enregistrements n'étaient pas systématiques et n'étaient réalisés que dans des situations où une relation de confiance était déjà établie. Les échanges relevant d'un registre plus intime n'étaient bien évidemment pas enregistrés afin de préserver la spontanéité des interactions et de respecter la confidentialité des discussions.

4.b. Les entretiens

La seconde dimension centrale de ma méthodologie repose sur la conduite des entretiens, que je faisais également à l'aide de mon téléphone. J'en ai réalisé neuf, bien que tous ne se soient pas révélés pertinents pour l'analyse. Par conséquent je n'ai gardé que le tiers pour ce mémoire. Le recours à l'entretien a constitué pour moi, une modalité particulièrement accessible de légitimation scientifique de ma démarche. Toute la préparation autour telle que la sollicitation formelle, la préparation des échanges et la posture adoptée donnaient une légitimation. Mais c'est surtout mon carnet de terrain qui rendait officielle une interaction jusque-là informelle. En l'ayant sur moi et en le montrant je rendais visible ma position de chercheur. Comme Kapoor et al. (2023) l'expliquent, la prise de notes s'inscrit pleinement dans la négociation des rôles entre enquêteur et enquêtés. Les échanges autour du travail agricole ou du marché de Manrina ne rendaient pas forcément visible mon statut de "chercheur". Le carnet m'a permis de l'officialiser sans devoir le verbaliser constamment.

Toutefois, la pratique de l'entretien ne s'est pas avérée très homogène selon les situations. La première difficulté réside dans le décalage entre les engagements exprimés par mes interlocuteurs et leur concrétisation. Plusieurs rendez-vous ayant donné lieu à des désistements ou à des absences, sans réel motif et parfois sans même

me prévenir. La récurrence de ces situations, dans lesquelles je me déplaçais parfois à plus d'une heure de mon logement, a pu rendre le travail de terrain éprouvant. La seconde difficulté concernait l'abondance des discours que j'ai recueillis, dont il a fallu recadrer. J'avais à cœur de préserver dans mes entretiens semi-directifs, un espace de parole ouvert favorisant la libre circulation des propos. Comme l'explique Csordas et al. (2010), la trajectoire de l'entretien varie en fonction de la direction prise par l'enquêté. Et dans certaines situations les discussions ont parfois évolué vers des débats riches mais s'éloignant des objectifs initiaux de l'enquête. Cela a soulevé également la question de la place de mes propres positions et de leur nécessaire mise à distance.

Les éléments méthodologiques présentés dans cette première partie montrent que les données mobilisées dans ce mémoire sont le produit d'une immersion prolongée et de relations progressivement construites avec les acteurs du terrain. Toutefois, les situations observées ne peuvent être comprises à partir des seules interactions ethnographiques. Afin de replacer ces observations dans leur contexte, il est nécessaire d'opérer un changement d'échelle et de revenir sur les principaux héritages qui structurent encore aujourd'hui l'agriculture martiniquaise. La deuxième partie est ainsi consacrée à l'analyse de la société de plantation, de la question foncière et du chlordécone, autant d'éléments indispensables à la compréhension des réalités ethnographiques présentées par la suite.

Enfin, il me semble important de faire une note quant à l'anonymisation. Le cas de Fabrice et Emma est anonymisé entièrement car leur situation n'est pas légale. Pour éviter tout problème au couple, tous les noms et lieux cités qui sont en lien direct avec leur exploitation ont été anonymisés.

<u>PARTIE 2</u> : La terre héritée : histoire, foncier et chlordécone

"Ils ont amené nos ancêtres sur cette île de force, ils les ont faits esclaves. Quand la France a dit stop à l'esclavagisme, ils ont indemnisé les esclavagistes, ils n'ont rien donné aux nègres. On s'est retrouvé ici alors qu'on n'avait rien demandé ! Et en plus de ça il nous empoisonne. Dans leur beau discours ils nous disent de prendre soin de cette terre, mais pourquoi on le ferait ce n'est même pas la nôtre."[4]

Le vendredi 07 novembre, j'étais au potager avec Jessy et Delphine. Nous étions sur la fin de journée, fatigués par la chaleur et la récolte de dachines. L'activité est simple mais éprouvante, il faut les déterrer en douceur pour ne pas abîmer la fine peau du tubercule. Cela s'accompagne de fourmis plutôt agressives et de beaucoup de terre à déblayer. Pour savoir quand nous devons récolter il suffit d'observer ses feuilles en forme de cœur qui se ternissent, qui jaunissent. La matinée y a été consacrée, et donc il fallait maintenant les nettoyer dans de grandes bassines d'eau et à l'aide d'une douce brosse. La tâche n'était pas des plus agréables car la terre était humide et je peinais à gratter le légume sans abîmer sa fine couche de peau. Jessy me répétait à chaque fois de faire attention car ils devaient être présentables sur le marché, sinon ils ne seraient pas vendus. Déjà que la taille et la quantité des produits récoltés ne la satisfaisaient pas, si en plus ils étaient non présentables, ça n'irait pas.

Assis sur nos tabourets respectifs, Jessy et moi nettoyons ces bulbes. Le silence se brise lorsqu'elle me demande si je connais une Ruby, une anthropologue qui travaille sur le chlordécone. Je lui explique n'avoir jamais entendu parler de cette personne, elle me rétorque alors avec engouement que je devrais la rencontrer car elle pourrait m'aider dans ma recherche. Elle précise dans la foulée que dimanche soir elle sera au festival AlimenTERRE à Fort-de-France. Un film qui traite du chlordécone y sera projeté et Ruby sera présente en tant qu'intervenante.

[4] Spectatrice anonyme. Intervention lors du ciné-débat : *Les Antilles empoisonnées, la banane, le chlordécone*, Fort-de-France, Téyat Otonom Mawon, 09 novembre 2025. Enregistrement audio personnel.

Le dimanche soir, sur les coups de 17h, je m'y rends avec mon dictaphone pour enregistrer l'ensemble de la séance. Le film est diffusé dans le Téyat Otonom Mawon qui est une salle de théâtre qui accueille diverses prestations. Le ciné-débat est organisé par l'association Yipiranga. On peut lire sur leur site que c'est une association martiniquaise d'éducation populaire qui mêle culture, écologie et solidarité. De nombreuses affiches à l'entrée du théâtre expliquaient les différentes activités que l'association avait faites avec les des photos et des explications. Il y avait également des tracts expliquant les prochaines activités prévues. Dans celles-ci on retrouve par exemple des jardins partagés, l'agroécologie et des actions sociales, notamment beaucoup de sensibilisation chez les enfants et adolescents. Ces rappels étant bien évidemment aussi pour les adultes.

Elle œuvre pour le vivre-ensemble, la transmission culturelle et le respect de l'environnement est au cœur du projet. Son objectif décrit sur leur site est de créer du lien social tout en sensibilisant à une alimentation saine, à l'autonomie et à l'éco-citoyenneté. L'association trouve pleinement sa place dans la thématique de la journée autour du documentaire *Les Antilles empoisonnées : la banane et le chlordécone* de Nicolas Glimois (2024). Ce film aborde le scandale sanitaire et environnemental du chlordécone aux Antilles. Il ouvre la voie à un échange avec des intervenants locaux autour des enjeux de santé et de justice environnementale.

Cette projection s'inscrit également dans la dynamique du Festival AlimenTERRE. Il est devenu un rendez-vous international majeur de sensibilisation sur les questions agricoles et alimentaires mondiales. C'est à travers des films documentaires et plus de 2 500 événements organisés dans près de 900 communes et 16 pays, que le festival rassemble environ 100 000 participants autour de projections-débats et bien d'autres activités. Il est coordonné par le Comité Français pour la Solidarité Internationale.

L'espace et l'ambiance du lieu me renvoient à mes souvenirs d'adolescent et à ces moments passés dans la maison des jeunes de Dour. C'est un lieu qui est vivant et dynamique. Les personnes qui l'incarnent sont de tout âge et les sourires inondent l'entrée. A quelque pas de la porte, une adolescente sert des limonades et infusions froides. Parmi celles-ci je peux lire qu'une est infusée aux pois bleus.

Cette plante *Clitoria ternatea*, doit son nom à la forme de sa fleur. Les botanistes ont fait un lien entre la forme de celle-ci et l'appareil génital féminin. Elle est interdite comme aliment au sein de l'Union européenne depuis 2022, en raison de son statut de "nouvel aliment". La raison est un manque de tests suffisants pour autoriser sa commercialisation. Avec Jessy et Delphine, la récolte des fleurs de pois bleu est devenue un rituel de fin de journée que j'apprécie particulièrement. Nous parcourons les rangées en détachant délicatement les fleurs une à une, dans un moment de calme. La présence de cette plante sur l'exploitation et dans ce théatre ne me surprend pas. Le Potager des Mornes, tout comme le Téyat Otonom Mawon sont des lieux où s'expriment des formes de contestation. Pour Jessy, cultiver et consommer le pois bleu revient à remettre en question la prétention des autorités européennes à déterminer seules ce qui peut ou non être consommé. Cette fleur est utilisée depuis longtemps dans de nombreuses régions tropicales, elle devient le symbole d'une critique plus large de la centralisation des savoirs et des normes alimentaires, perçues comme éloignées des réalités locales[5].

1. Le ciné-débat sur le chlordécone

Je suis arrivé bien en avance, et en rentrant dans la salle de théâtre je me rends compte qu'il n'y presque personne dans les gradins, ils discutent tous à l'entrée ou dehors. Dans les dix minutes qui ont suivi mon entrée dans la salle, les gradins se sont remplis d'une étonnante diversité d'âge. Une grande dame enveloppée dans un châle rouge et vert rappelant les couleurs du drapeau de la Martinique s'est approchée sur la scène afin de prendre la parole à l'aide d'un micro. La salle se tait, et les regards sont rivés sur cette femme. Elle décrit la séance du jour, sans omettre de remercier chaque personne ayant rendu ce moment possible. Que ce soit le théâtre, les organisateurs du festival, les intervenants futurs qu'elle présente également, et le public. La lumière s'éteint, le silence envahit la pièce et le film se lance.

[5] Ce symbole est celui de Jessy, et il est souvent énoncé avec humour du fait de son nom et sa forme. Elle est l'une des plantes interdites dont j'ai le plus entendu parlé sur mon terrain, mais ça s'inscrit plus largement dans un combat entre les agriculteurs martiniquais qui veulent conserver et utiliser leur pharmacopée et l'Union Européenne qui veut contrôler et interdire plusieurs de leurs plantes.

Le moment est solennel, personne n'ose faire le moindre bruit, personne ne se lève. A mesure que le film avance, je m'aperçois que certaine personne apparaissant dans le film, sont dans la salle avec nous. Les visages que je peux apercevoir sont fermés, contrastant complètement avec l'ambiance de mon arrivée. L'air est lourd, les cœurs le sont également. Je vois une dame sur la rangée juste devant moi frotter ses yeux, elle semble émue.

Lorsque le film se termine, tout le monde se lève et applaudit. Quatre chaises sont alors installées sur la scène et s'y installe trois femmes et un homme. Parmi ces femmes se trouve Ruby, c'est une anthropologue ivoirienne qui travaille sur le chlordécone dans une équipe au champ pluridisciplinaire. A ses cotés se trouvent une médecin généraliste, une psychologue et un homme qui me semble être celui qui organise au nom de l'association. Chaque personne se présente alors, et les remarques du public commencent. Le film est encensé, et les questions qui émergent traitent dans un premier temps des questions de traçabilité, et de confiance envers les producteurs. Comment être sûr que les aliments consommés sont sains ? Ils ont déjà menti, pourquoi ne recommenceraient-ils pas ? Quelles répercussions sur la santé ? Une à une ces questions sont traitées dans un débat qui se tient dans la longueur. Jusqu'au moment où une dame demande le micro et se lève. La dame est âgée, et sa voix est empreinte d'émotion.

Elle explique alors qu'elle ressent à la fois une profonde détresse et une forte colère face à cette situation. Selon elle, la présence de ce pesticide l'oblige à vivre dans une peur constante, presque une forme de psychose permanente. Elle dit être noyée sous des informations contradictoires et ne comprend pas qu'on puisse parler d'un "seuil minimum". Le seuil devrait être de 0%, pas 0.1%. Elle a le sentiment que depuis le début les décisions sont prises unilatéralement par les autorités concernées, tandis que les habitants doivent en subir les conséquences. Ce sont eux qui ont fixé ce seuil, c'est subjectif. C'est avec colère qu'elle dit qu'il y a plein de contradictions entre les discours valorisant les coopératives, l'agriculture biologique, la lutte contre les dépôts sauvages et la protection de la terre. Que toutes ces actions ne représentent pas la réalité des choses, dans le quotidien martiniquais. Dans son élan elle prononce cette phrase : *"Ils ont amené nos ancêtres sur cette île de force, ils les ont faits esclaves. Quand la France a dit stop à l'esclavagisme, ils ont indemnisé les esclavagistes, ils*

n'ont rien donné aux nègres. On s'est retrouvé ici alors qu'on n'avait rien demandé ! Et en plus de ça ils nous empoisonnent. Dans leur beau discours ils nous disent de prendre soin de cette terre, mais pourquoi on le ferait ce n'est même pas la nôtre. "

Cette phrase a provoqué dans la salle un long moment d'applaudissement, comme si la colère et la peine collective venait d'être exprimée. En tant que spectateur, non victime de ces évènements, le moment m'a fait frissonner. Les émotions portées par les différents témoignages ; la colère, la peine, la rancœur, la résignation, mais aussi l'espoir, ont traversé la salle et circulé d'une personne à l'autre. Ce moment a été d'une grande intensité émotionnelle, mais également un échange précieux, riche en informations et en prises de conscience.

Cette prise de parole met en évidence un ressenti qui existe en Martinique, sans pour autant être omniprésent. Il en ressort d'une part que chez certains il y a un rapport complexe avec cette terre. Non pas seulement sur le plan économique ou matériel, mais aussi dans un sentiment plus profond d'appartenance qui est ambigu. Certains martiniquais peuvent avoir l'impression d'être restés sur l'île moins par choix que par contrainte historique et sociale. Comme s'ils étaient enfermés dans un espace restreint qu'ils n'avaient pas choisi. Dans cette logique, une forme de désengagement peut apparaître. Pourquoi prendre soin d'un territoire lorsque ceux qui le dirigent semblent eux-mêmes le négliger ? Que signifie prendre soin d'une terre lorsque le rapport à cette terre est historiquement marqué par la dépossession et l'inégalité foncière ? Et donc une question émerge, à qui appartient cette terre ?

2. À qui appartient la terre en Martinique ?

La question foncière en Martinique constitue un enjeu particulièrement complexe. Cela ne relève pas uniquement du droit de propriété, mais ça engage une histoire à la fois sociale et raciale, mais également économique et spatiale. C'est une histoire dans laquelle la terre a successivement servi de moyen de production, d'instrument de l'ordre colonial puis de support matériel des hiérarchies sociales. Dès la mise en place du système de plantation, la terre ne fut pas seulement exploitée, elle fut accaparée et

clôturée. L'appareil colonial l'a ensuite organisée selon les besoins d'une colonie d'exportation tournée vers la métropole.

Dans ce cas, demander "*à qui appartient la terre ?*" dépasse largement une approche territoriale. Il ne s'agit pas uniquement d'identifier les propriétaires légaux des parcelles, mais aussi de comprendre qui contrôle les terres les plus productives et qui décide des usages du sol. C'est aussi se poser la question de qui bénéficie d'une stabilité patrimoniale durable et qui, à l'inverse, est bloqué dans des formes de possession fragmentées, précaires ou juridiquement contraintes.

L'hypothèse défendue dans ce chapitre est que le paysage agricole martiniquais actuel constitue moins une rupture avec la société esclavagiste qu'une recomposition de ses structures. Les grandes cultures d'exportation sont toujours omniprésentes sur l'île, les fortes inégalités de répartition foncière se sont transmises et ont maintenu les écarts. Renforçant ainsi le poids persistant des grands propriétaires sur l'île. En parallèle on assiste à l'ampleur des indivisions successorales et la fragilité des petites propriétés populaires qui prolongent, sous des formes renouvelées, l'histoire de la plantation.

La question foncière martiniquaise ne peut ainsi être comprise qu'en articulant trois temporalités selon moi. La première correspond à la colonisation esclavagiste et à la formation de l'habitation française. La deuxième renvoie à l'après-abolition, c'est-à-dire après 1848. La période est marquée par un accès partiel des populations noires des mornes à la petite propriété, sans remise en cause de la domination des grands domaines appartenant aux anciens colons esclavagistes. La troisième est celle du présent, caractérisé par la concentration des terres agricoles. L'île est contrôlée économiquement par certaines filières. Celles-ci, tout comme les terres, appartiennent aux descendants de colons, les Békés. À cela s'ajoutent aujourd'hui les indivisions successorales et les faibles capacités d'intervention foncière publique.

La question ici n'est pas de décrire une simple survivance du passé, mais de montrer que le système de plantation a produit une manière spécifique d'organiser l'espace et de distribuer la propriété. Cette organisation a eu comme conséquence de hiérarchiser les territoires et de structurer les dépendances sociales. Cette logique continue de façonner le présent. En Martinique, la terre apparaît ainsi moins comme un objet neutre

de possession que comme un espace où se manifestent encore les continuités entre l'ordre colonial, le monde post-esclavagiste et les réalités contemporaines.

3. La terre comme fondement de la colonisation martiniquaise.

L'histoire foncière de la Martinique commence bien avant l'installation des plantations. Elle s'ouvre sur un acte de violence mené par d'Esnambuc, qui est celui du massacre des Amérindiens Caraïbes. Malcolm Ferdinand rapporte qu'en 1625, colons français et anglais décidèrent d'un commun accord d'exterminer les Caraïbes de l'île de Saint-Christophe, « les poignardant presque tous dans leurs lits, une même nuit ». L'habiter colonial fut donc établi « sur le massacre des Amérindiens et la possession des corps des femmes amérindiennes » (M. Ferdinand, 2019, p. 61). Cette violence n'est pas un simple épisode préliminaire, c'est la condition même de l'accaparement foncier. La terre des Caraïbes est d'abord vidée de ses habitants avant d'être redistribuée à des colons. La colonisation française de la Martinique proprement dite débute en 1635. Christine Chivallon distingue une première phase, la période de "prise de possession de l'île" (1635-1660). Durant laquelle les colons français, liés par contrat aux compagnies et seigneurs propriétaires rattachés à la couronne française, s'installent progressivement sur le territoire (C. Chivallon, 1998, p. 13).

Cette première partie est une phase de peuplement, les colons étaient soit des volontaires, soit des prisonniers ou anciens criminels. Il y aurait également eu du recrutement dans le nord de la France, près des villes portuaires bretonnes afin de remplir les bateaux de main-d'œuvre. Mendiants, ou paysans très pauvres étaient capturés ou bien trompés par des propos sur des îles paradisiaques remplies d'or[6]. Cette main-d'œuvre était donc envoyée en Martinique avec des contrats de 3 ans. Durant cette période, une terre leur était allouée et ils devaient la faire fructifier sous peine d'être expulsés. Le problème généralement n'était pas de faire fructifier, mais de survivre aux conditions tropicales[7].

[6] Note de terrain. Visite de la savane des esclaves aux Trois-îlets le 11 septembre 2025.

[7] *Ibid.*

Avec l'avènement de la politique mercantiliste colbertiste[8] et l'introduction de la culture de la canne à sucre, la Martinique bascule dans sa deuxième phase. Celle d'une colonisation économique qui conduit à la formation de la société de plantation. C. Chivallon insiste sur le caractère fondamental de cette période charnière, au cours de laquelle s'édifient les bases mêmes de la société martiniquaise. C'est à ce moment que se façonnent la plupart de ses composantes sociales et culturelles. Le foncier, loin de n'être qu'un simple accessoire au service de l'histoire, en apparaît plutôt comme la matrice matérielle. C'est-à-dire le socle concret à partir duquel l'ensemble des rapports sociaux et des structures économiques de l'île se déploient et se reproduisent (C. Chivallon, 1998, p. 11).

Ferdinand précise le premier geste de cette matrice, qui est l'institution de la propriété privée de la terre. Selon lui, il est le premier des trois traits fondamentaux de l'habitat colonial. Des parcelles furent allouées exclusivement à des hommes, afin qu'ils les cultivent pour l'exportation et le commerce avec la France. La validité des titres de propriété, qu'ils soient distribués gratuitement ou achetés, fut conditionnée par le défrichement et l'exploitation des terres. Plusieurs arrêtés du Conseil de la Martinique et du roi, de 1665 à 1743, l'imposèrent aux propriétaires. La terre n'est donc jamais donnée comme simple possession. Elle est concédée comme obligation de produire pour l'État français (M. Ferdinand, 2019, p. 62).

La mise en place de la propriété privée s'est accompagnée d'une parcellisation du territoire. Ferdinand explique que les îles caribéennes, furent découpées en parcelles. L'objectif étant de favoriser à la fois le peuplement et l'exploitation intensive des sols. Chaque parcelle est cultivée de manière intensive jusqu'à épuisement, avant que le colon ne se déplace sur une autre. Cette logique parcellaire empêche une vision globale des dégâts qu'elle provoque (M. Ferdinand, 2019, p. 63).

[8] La politique mercantiliste colbertiste est une stratégie économique mise en place au XVIIe siècle par Jean-Baptiste Colbert, sous le règne de Louis XIV. L'idée est que la puissance de l'État dépend du contrôle du commerce et de l'accumulation des richesses. L'État encourage les manufactures françaises, protège le commerce national et organise les colonies pour qu'elles servent les intérêts économiques de la métropole. Yves Charbit, "Les colonies françaises au XVIIe siècle : mercantilisme et enjeux impérialistes européens", *Revue européenne des migrations internationales* [Online], vol. 22 - n°1 | 2006, Online since 01 April 2009, connection on 11 May 2026. URL: http://journals.openedition.org/remi/2724; DOI: https://doi.org/10.4000/remi.2724

Cependant la propriété privée n’est pas le seul principe organisateur de l’espace. Le deuxième trait de l’habitat colonial est l’établissement de la plantation comme forme principale d’occupation des terres. Ferdinand décrit la plantation comme un ensemble comprenant le champ cultivé, les ateliers et l’usine, la maison du maître et les cases des esclaves. Dans les Caraïbes françaises, sa forme la plus caractéristique est la plantation de canne à sucre. Elle s’impose dès la seconde moitié du XVIIe siècle. Les parcelles s’agrandissent, les pressions foncières s’intensifient. Des plaines entières de l’île sont absorbées par la canne (M. Ferdinand, 2019, p. 63). La plantation sera vue plus en détail par la suite.

Enfin, l'ensemble de ce système s'organise autour du Pacte colonial. C. Chivallon le rappelle à travers Benoist, ce régime établit le monopole de la métropole sur les échanges commerciaux et détermine un cycle économique. Celui-ci, qui en partant de la métropole, ne trouve sa véritable finalité qu'en elle. Cela signifie que la terre martiniquaise n'est pas cultivée pour nourrir la population locale. Elle est exploitée pour produire des denrées dont la valeur se concrétise hors de l'île, dans un circuit commercial contrôlé par la France. Où le planteur dépend entièrement du bon vouloir métropolitain pour écouler sa production et s'approvisionner en biens manufacturés. Le sol est intégré au sein d’un système d’extractivisme qui provoque de la dépendance et qui bloque durablement l'économie insulaire dans une position subordonnée (C. Chivallon, 1998, p. 12).

Dès l’origine, la terre martiniquaise est bien plus qu’un support agricole. Elle est le premier instrument de l’ordre colonial. C’est à travers elle, que s’organise la conquête, le peuplement, l’exploitation et la dépendance économique. Celui qui contrôle les bonnes terres, les plaines proches des ports et des infrastructures, contrôle la production, le commerce et l’orientation générale de la colonie. La question de la propriété foncière n’est donc pas secondaire. Elle constitue le socle sur lequel s’édifie tout l’édifice de la société de plantation martiniquaise.

4. L’habitation, ou la plantation comme institution sociale totale.

Pour comprendre le rôle central du foncier dans la société martiniquaise, il faut revenir à la notion d'habitation. C. Chivallon s'appuie sur Jean Benoist pour rappeler que

l'habitation constitue l'unité socio-économique de base de la Martinique esclavagiste. Elle est définie comme une unité autonome de production et de traitement de la canne. C'est donc autour de celle-ci que s'organisent, tout au long du XVIIe siècle, l'importation des esclaves et leur intégration dans l'activité économique. Benoist précise que c'est également autour d'elle que se structure la société créole. La plantation n'est donc pas une simple exploitation rapportée à un territoire extérieur (J. Benoist, 1968, p. 18). Elle est le principe générateur de l'ordre social tout entier.

Dans l'enquête de terrain qu'il réalise en 1960 sur les habitations de plus de 100 hectares en Martinique, J. Benoist décrit l'organisation spatiale de l'habitation traditionnelle. Les concessions y sont structurées en bandes perpendiculaires au littoral et parallèles aux cours d'eau côtiers. Le rivage est occupé par une savane destinée au cheptel (ça désigne le bétail). Viennent ensuite le "foyer", résidence du maître, puis les bâtiments agricoles et la sucrerie. Les cases des esclaves se situent sur la bordure intérieure des terres de cet ensemble. Plus loin, les terres consacrées à la canne s'étendent vers l'intérieur jusqu'aux pentes, où les cultures vivrières et les zones boisées assurent la subsistance et l'autonomie de l'habitation (J. Benoist, 1968, p. 19).

Cette disposition spatiale est importante. Elle signifie que la domination coloniale s'est matérialisée par l'agencement même des lieux. Le maître possède la maison, l'usine, les terres. Les esclaves sont logés à la limite du "foyer", sous surveillance permanente. Il n'y a presque aucune possibilité de se soustraire à l'emprise de l'habitation. C'est le troisième trait fondamental de M. Ferdinand sur l'habitat colonial. Il exprime cette idée en montrant que le mot "habitant", dans la langue officielle coloniale, est confondu avec celui de "maître". L'habitant est le maître, et le maître est l'habitant. Les esclaves sont ceux qui n'habitent pas, ceux qui ne possèdent ni la terre ni le statut social (M. Ferdinand, 2019, p. 64).

J. Benoist montre que l'habitation des XVIIe et XVIIIe siècles constitue la première pierre autour de laquelle s'est construite la société martiniquaise. Selon lui, elle joue un rôle central dans la formation de la société créole en imposant un modèle rigide d'exploitation du sol et d'organisation sociale. Dès la fin du XVIIe siècle, les familles propriétaires d'une habitation et d'une sucrerie apparaissent alors comme celles qui entretiennent l'ancrage le plus durable à la terre. Cette association alors qui se fait

entre propriété foncière, implantation familiale et pouvoir local devient un élément structurant de l'ordre social colonial (J. Benoist, 1968, p. 20).

La plantation donc fonctionne comme une institution totale qui monopolise les moyens de production et la force de travail. En même temps, elle limite le développement d'un secteur local autonome qui ne serait pas dédié à l'exportation. Ce concept d'institution totale est particulièrement pertinent. Dans celle-ci, toutes les sphères de la vie, que ce soit le sommeil, le travail, les loisirs, les relations, sont organisées dans un même lieu et sous une même autorité. Les esclaves vivent, travaillent, dorment et meurent sur la même habitation. Leurs déplacements sont contrôlés. Leur temps est entièrement dévolu aux besoins de la production. Rien ou presque, n'échappe à l'emprise de l'habitation[9].

La société de plantation martiniquaise n'est pas seulement un système économique. Elle est le creuset dans lequel s'est constitué, au fil des générations, le groupe social des Blancs créoles, que l'on désigne localement sous le nom de Békés. Benoist explique que les colons venus s'installer dans les îles à partir du XVIIe siècle se sont vu attribuer des terres, d'abord sous forme de petites propriétés. Ensuite, avec l'introduction de la canne à sucre et la mise au point des sucreries sont arrivées des unités plus vastes et plus structurées (J. Benoist, 1968, p. 16). C'est de cette époque que date la cristallisation du groupe, d'abord un simple groupe de colons, qui va devenir un noyau social cohérent soudé par la possession de la terre et l'exploitation du travail servile.

En 1671, on recense en Martinique 681 habitants ayant reçu en concessions environ le tiers de l'île. Ces planteurs, ayant une position économique avantageuse, deviennent rapidement une force politique qui n'hésite pas à s'opposer au pouvoir royal lorsque celui-ci est contraignant. C'est donc autour de ces familles et de leurs habitations, que le groupe des Blancs créoles se crée progressivement. L'habitation et ce groupe social deviennent l'axe central de la création de la société de plantation en Martinique (J. Benoist, 1968, p. 19). Les Blancs créoles s'affirment progressivement comme un groupe social cohérent dont le pouvoir repose avant tout sur le contrôle de la terre. Ils

[9] Note de terrain. Visite de la savane des esclaves aux Trois-îlets le 11 septembre 2025.

deviennent grâce à leur maîtrise du foncier, leurs milices et les institutions locales, les principaux acteurs de l'évolution économique et sociale de l'île. La terre ne constitue donc pas seulement une source de richesse, elle fonde leur pouvoir collectif et assure la reproduction d'un groupe fermé (J. Benoist, 1968, p. 18).

Les généalogies étudiées par Benoist montrent que ces familles constituent une aristocratie terrienne qui se maintient par une endogamie strictement contrôlée. Il est courant d'entendre en Martinique les petits et les grands Békés. Les petits désignent ceux qui ont échoué ou qui ont mélangé leur sang avec les Martiniquais noirs. Selon les discours locaux qui me sont parvenus, ils sont reniés de la famille ou ils sont mis à l'écart[10]. La classe dominante est d'ascendance européenne et préserve son identité ethnique par des mariages choisis à l'intérieur du groupe (J. Benoist, 1968, p. 8). J'ai régulièrement entendu Jessy parler des Békés comme des "consanguins", ou encore comme des "Moyenâgeux". La vision qu'avaient mes acteurs de terrain sur les relations des Békés était d'ordre sectaire. Très fermés, presque inaccessibles. En revanche, choisir des épouses blanches ne venant pas d'une autre famille Békés, mais de famille scandinave semble récurrent. Ce seraient des épouses de façade, qui servent donc à maintenir l'image et à faire une descendance blanche. A côté, il serait courant d'avoir une maîtresse antillaise[11].

Revenons sur le rôle central de l'habitation-sucrerie dans la formation de la société martiniquaise. Pendant plus d'un siècle et demi, elle structure le paysage agraire, la répartition de l'habitat et les rapports sociaux. Selon Benoist, tous les groupes sociaux se sont constitués soit en son sein, soit à sa périphérie, soit en réaction contre elle. Les Békés apparaissent ainsi comme le produit social de la plantation. Leur identité, leur solidarité de groupe et leur pouvoir sont directement liés à cette organisation foncière et économique (J. Benoist, 1968, p. 19).

[10] Note de terrain, 10 décembre 2025, matinée. Ces propos viennent de Jessy.

[11] *Ibid.*

5. *L'esclavage, ou la propriété foncière comme propriété racialisée.*

Pour comprendre le rapport à la terre en Martinique, il faut d'abord comprendre ce que l'esclavage a produit chez ceux qui la travaillaient. L'esclavage n'est pas seulement un régime de travail forcé. C'est une institution juridique, économique et sociale qui a produit une rupture radicale entre l'homme et la terre, en faisant de l'esclave un être incapable de posséder le sol qu'il cultive.

Cette institution a été codifiée par l'ordonnance de mars 1685, connue sous le nom de Code Noir. Ce texte légalise l'esclavage sur la terre française, en contradiction manifeste avec le droit commun du royaume qui ne l'admettait pas. Le Code Noir instaure un droit d'exception, dérogatoire, pour les seules colonies. Il crée un régime où des êtres humains sont juridiquement réduits à l'état de choses (J.F.Niort, 2015, p. 5).

Le Code Noir déclare en son article 44 que l'esclave est un être-meuble. Cela signifie qu'il ne s'appartient pas. Il est la propriété de son maître, au même titre que les terres, les bâtiments ou le bétail. Son corps, ses enfants et son travail sont juridiquement la chose d'autrui. M. Ferdinand rappelle que l'article 28 du Code Noir précise que les esclaves ne peuvent rien avoir qui ne soit à leurs maîtres et qu'ils ne peuvent être propriétaires de terres. Cette double disposition est centrale. L'esclave ne se possède pas lui-même, et donc il ne peut rien posséder (M. Ferdinand, 2019, p. 94). Il en découle une situation paradoxale où l'esclave entretient une relation intime avec la terre. Il la travaille, la connaît profondément et vit au rythme des saisons et des cycles naturels. Pourtant, il ne possède aucun pouvoir sur celle-ci. Il ne peut ni choisir les cultures, ni décider de l'usage des récoltes, ni organiser son propre travail. Comme le précise Ferdinand, l'esclave est ainsi tenu à l'écart de toute responsabilité, aussi bien vis-à-vis de la terre que de l'ordre colonial lui-même (M. Ferdinand, 2019, p. 94).

Cette exclusion de toute responsabilité foncière s'accompagne d'une rupture bien plus large. La traite négrière a d'abord arraché des êtres à leurs terres africaines. Ferdinand rappelle qu'elle a produit une rupture avec les communautés, les villages. Les liens familiaux se sont vus être brisés. Elle a engendré une rupture écouménale, c'est-à-dire la rupture de la relation d'individus et de communautés à leurs terres d'origine (M.

Ferdinand, 2019, p. 94). Cette question de la terre d'origine désignant l'Afrique, ou de "*la terre mère"*, est souvent revenue sur mon terrain dans les propos des acteurs politiques rencontrés.

À cette première forme de dépossession liée à la plantation s'en ajoute une seconde : celle du produit du travail de l'esclave, mais aussi de toute possibilité d'enracinement. L'esclavage en Martinique a ainsi façonné une population de travailleurs sans terre, entièrement dépendants du maître et de l'habitation. Le Code Noir consacrait d'ailleurs cette logique en préconisant de "*tenir les esclaves dans la plus austère dépendance de leurs Maîtres et dans la plus grande subordination à l'égard des Blancs, afin d'assurer la fortune et la tranquillité des Colons*" (J.-F. Niort, 2015, p. 10). Dans ce système, la terre et celui qui la cultive relèvent de deux statuts juridiques profondément inégaux. La première constitue une propriété que l'on détient, tandis que le second devient lui-même un bien appropriable.

C'est à partir de cette séparation que naît le lien entre race, classe et propriété à la Martinique. Benoist montre que dès le passage à la canne à sucre après 1664, la population noire de l'île explose et passe de 2 416 individus en 1664 à 25 151 en 1709. "*La stratification sociale ancienne, entre Blancs, se doubla du contraste entre Blancs et Noirs*", et "*une barrière raciale vint recouper la barrière sociale*". Race et groupe social tendent alors à coïncider. Le propriétaire est blanc, l'esclave est noir (J. Benoist, 1968, p. 16).

C. Chivallon, en se référant à Michel Giraud, parle de l'hypostase du social en racial à la Martinique. C'est-à-dire le processus par lequel les rapports sociaux hérités de la période esclavagiste et de la colonisation ont été transformés en différences raciales perçues comme naturelles. En bref, il est perçu comme logique que le Blanc soit propriétaire et le Noir non. Le foncier est l'élément central de cette transformation. Il est à la fois l'outil matériel du monopole économique et l'instrument idéologique de construction du privilège racial. Posséder les terres dans ce système, ce n'est pas seulement être riche. C'est être Blanc et appartenir au groupe des maîtres, c'est donc

incarner la légitimité. Travailler la terre sans la posséder, c'est être noir. C'est être dépendant et marqué d'une infériorité qui se présente comme naturelle[12].

Jean Luc Bonniol dans ses travaux sur la Martinique et la Guadeloupe, confirme que la société antillaise est caractérisée par un étagement des classes. La condition servile a laissé une trace indélébile qui s'est inscrite dans le phénotype lui-même, transformant la couleur de peau en signe d'appartenance sociale[13]. Cette mémoire de l'esclavage n'est pas seulement un objet d'analyse théorique. Elle est vécue aujourd'hui encore, comme une question sensible. Elle renvoie presque à l'intime, par une partie de la population martiniquaise. Comme l'a si bien dit cette femme durant le ciné-débat, la période esclavagiste est perçue comme le début des problèmes des Martiniquais. Leurs ancêtres ont été emmenés de force sur cette terre, et c'est de là que tout est parti. Lors d'un entretien avec Amilcar, celui-ci a poussé plus loin cette idée en avançant que la période esclavagiste a façonné les gènes des Martiniquais et que c'est elle qui les a rendus si peu soudés. M'expliquant ainsi que lui-même dans sa vie, il a plus souvent été trahi et chassé par des Martiniquais noir que par des Békés.

"A : Un tel niveau de violence et d'injustice raciale, puisque c'est une société racialisée, eh bien, ça laisse des traces. Forcément, ça laisse des traces dans la psyché collective et aussi dans la psyché individuelle. Ça a développé, on en a fait des proverbes chez nous, ça s'appelle le neg kont neg. Ou bien complot neg c'est complot chien. Donc, organisation de noirs entre eux, c'est comme si c'était des chiens qui s'organisent, donc ça n'a aucune valeur. Neg kont neg, ça c'est le noir contre le noir. Et ça, ça nous vient de la trahison. Parce que les violences du système de plantation imposaient que des noirs se trahissent entre eux pour vivre, en fait, pour survivre, pour ne pas être tués."[14]

---

[12] Chivallon, C. (1998). Chapitre 5. (p. 31). L'antagonisme de deux logiques. In *Espace et identité à la Martinique*. Paris: CNRS Éditions. https://doi.org/10.4000/books.editionscnrs.56357

[13] Bonniol, J.-L., & Gordien, A. (2021). (Re)Reading *Contacts of civilizations in Martinique and Guadeloupe*, by Michel Leiris: Text excerpts presented by Jean-Luc Bonniol and Ary Gordien. *Appartenances & Altérités, 1*. https://doi.org/10.4000/alterites.388

[14] Entretien avec Amilcar, jeudi 13 novembre. (Voir annexe 2, p.121)

Il évoque ici les phénomènes épigénétiques, expliquant qu'il s'agit d'une science qui s'interroge sur la manière dont l'environnement et les modes de vie influencent les gènes. Ainsi, des gènes transmis de génération en génération laisseraient apparaître les stigmates du passé. Ce discours n'est pas isolé. Une autre actrice de mon terrain, Christine, m'a confié que les Martiniquais étaient dociles et se révoltaient peu parce qu'ils descendraient d'esclaves issus de contrées africaines pacifistes. À l'inverse les Guadeloupéens viendraient de peuples guerriers et c'est pour cela qu'ils auraient abattu les Békés chez eux. Quoi qu'il en soit il existe cette idée largement partagée, selon laquelle le passé esclavagiste a structuré d'une certaine manière les comportements et les caractères des Martiniquais. Claude lui, m'expliquait que si les coopératives entre Martiniquais finissait toujours par échouer, c'est parce que dès la naissance ils étaient nourris à la poudre de division, le "nèg kont nèg" que cite également Amilcar dans l'extrait précédent.

"C : Tant que le Martiniquais ne comprendra pas que l'ex-colon, ou le colon si on veut, aujourd'hui, il représente 1% de la population. Nous, nous sommes donc 99%. Que faisons-nous ensemble ? Et c'est là qu'intervient justement la division. Cette continuité. La fameuse poudre de division. Effectivement, si les nègres du pays se mettent ensemble en agriculture, leur coopérative d'approvisionnement, leur coopérative de distribution, enfin bref, toutes les structures qui sont en place là, aujourd'hui, tout ce commerce inutile avec le matériel chinois, machin, tout ça, on peut faire ça entre nous-mêmes. Mais il faut être groupé. On peut décrocher de gros financements aussi. Mais il faut être groupé."[15]

Ces discours dans leur diversité, témoignent de la manière dont la question de l'héritage de l'esclavage reste vive. Ils ne relèvent pas tous de la même rigueur scientifique, mais ils disent quelque chose de central pour mon propos, la période esclavagiste n'est pas vécue comme un passé révolu. Elle est mobilisée comme une clé d'explication du présent, y compris dans ses dimensions les plus intimes. Comme la docilité, la cohésion sociale, la transmission familiale.

[15] Entretien avec Claude, le 1er décembre. (Voir annexe 3, p. 133)

Cette méfiance entre martiniquais est expliquée en partie par Revert, qui signale la stratégie des Blancs s'appuyant sur une « solidarité dite de couleur » pour empêcher la terre de tomber entre des mains considérées comme impures. Le rachat des propriétés était organisé « en dessous », les créances étaient abandonnées entre parents ou alliés, afin que le sol reste à l'intérieur du groupe blanc créole. En parallèle, l'objectif des maîtres blancs était de faire en sorte que les esclaves ne s'entendent pas mutuellement. Pour ce faire, les esclaves étaient mélangés de sorte qu'ils ne se comprennent pas au niveau des langues. Ils mélangeaient également les générations, accordaient des privilèges à certains pour créer de la jalousie chez d'autres. Ils faisaient en sorte que les femmes noires tombent enceintes par le viol, afin d'avoir des enfants métisses. Ceux-ci recevant légèrement plus de privilèges et donc ils alimentaient cette division.

La crainte de voir cet ordre s'effondrer, et le pouvoir se renverser a été constante. Trani explique dans son texte sur les effets de l'indépendance d'Haïti que la peur d'un renversement du régime de propriété et de l'ordre racial qu'il soutient a profondément marqué la société de plantation martiniquaise. Cette peur a conduit au renforcement des mesures discriminantes contre les affranchis noirs et au maintien d'une discipline sévère dans l'île (Trani, 2019, p. 17).

Les travaux de Benoist réalisés près d'un siècle après l'abolition de l'esclavage, mettent en évidence la continuité de cette organisation sociale et foncière. La carte des exploitations agricoles de 1960 montre en effet que les Blancs créoles conservent majoritairement le contrôle des terres basses les plus fertiles. Le reste de la population martiniquaise est relégué vers des espaces plus marginaux. Dans les régions sucrières, certaines habitations appartenant juridiquement à des Martiniquais noirs sont en réalité exploitées par des Blancs créoles à travers des systèmes de location. Benoist montre ainsi le caractère presque exclusif de leur domination sur la grande propriété foncière (J. Benoist, 1968, p. 50). L'esclavage a façonné en Martinique bien plus qu'un simple système de production économique. Il a créé une structure durable dans laquelle la terre, la race et le pouvoir restent profondément liés.

6. *L'abolition n'efface pas la plantation.*

L'abolition de l'esclavage ouvre une nouvelle période, mais elle ne supprime pas d'un coup la structure foncière héritée de la colonie. Il est faux de croire que la fin juridique de l'esclavage a immédiatement produit un vaste partage des terres ou un effondrement des grands domaines. Mes lectures m'ont plutôt amené à voir dans l'après-abolition un moment de recomposition inégalitaire, dans lequel se déploient à la fois des conquêtes populaires réelles et le maintien massif de la domination foncière des planteurs.

Les troubles de mai 1848 en Martinique rappellent que l'abolition elle-même ne peut pas être pensée comme un simple don venu d'en haut. Les esclaves martiniquais se sont soulevés et l'insurrection des 22 et 23 mai a précipité l'abolition sur l'île, avant même l'application effective du décret venu de Paris. Cela signifie que la sortie de l'esclavage est aussi le produit d'une action des dominés, et non d'une seule réforme abstraite.

Cependant, l'abolition juridique ne signifie pas redistribution structurelle de la puissance foncière. Évidemment que les grands domaines ne disparaissent pas. Les hiérarchies spatiales ne sont pas du tout effacées. Les meilleures terres ne changent pas de main dans l'ensemble. L'abolition ouvre certes des possibilités, mais dans un espace déjà profondément verrouillé par plusieurs siècles de plantation.

Il faut donc se garder de ces deux récits simplificateurs. Le premier consisterait à dire qu'en 1848 rien ne change. Ce qui évidemment est faux, les esclaves et affranchis ne sont pas dédommagés mais ils obtiennent enfin la liberté, ils se possèdent eux-mêmes et peuvent posséder des terres, des biens. Le second consisterait à dire que tout bascule vers une propriété populaire généralisée. Les travaux de Chivallon montrent qu'aucun de ces deux récits n'est juste. Il y a bien eu accès populaire à la terre. Mais cet accès s'est effectué dans les limites étroites d'une structure demeurée fortement bipolaire. Les anciens esclaves se sont retranchés dans les mornes. Ce sont les terres au centre-nord de l'île. Ce sont des terrains cachés par la jungle, très escarpés et donc assez compliqués à travailler. Les Blancs eux ont conservé leur mainmise sur les grandes plaines côtières.

L'après-esclavage martiniquais doit être compris selon moi comme un moment de contradiction. Les anciens esclaves et leurs descendants cherchent à transformer leur rapport à la terre. Mais ils le font dans un monde où la terre a déjà été distribuée, hiérarchisée et valorisée au profit d'une minorité. L'abolition ouvre donc l'histoire sans trop de choix, de la petite propriété. Celle-ci qui intervient sans clore celle de la grande domination foncière.

L'un des apports majeurs du travail de Chivallon est précisément de rejeter l'idée selon laquelle les territoires paysans martiniquais ne relèveraient que d'occupations sans titre ou d'une marginalité foncière sans véritable assise juridique. Que les exilés des mornes ne seraient finalement pas de réels propriétaires et qu'ils se seraient "évanouis dans la nature". Elle écrit au contraire que la formation des territoires paysans actuels de la Martinique s'est faite généralement à la suite d'une appropriation légale des terres durant la période qui suit l'abolition jusqu'aux années 1880[16].

Elle rétablit l'existence d'une histoire populaire de l'accès à la propriété. Les descendants d'esclaves ne sont pas restés extérieurement placés à la terre, comme si celle-ci leur était restée radicalement fermée. Ils ont aussi acheté, acquis, transmis et fait exister des espaces paysans propres. L'appropriation progressive des terres des mornes par les nouveaux libres montre la mise en place d'une économie paysanne autonome. Celle-ci était capable de produire des ressources, d'organiser des échanges locaux afin de structurer des formes durables de vie collective. Malgré l'exiguïté des terres occupées, ces espaces ont permis le développement d'une production vivrière et de réseaux d'approvisionnement locaux[17].

Les données rassemblées par C. Chivallon renforcent cette démonstration car elle estime que la petite propriété post-abolition a pu couvrir près de 30 % du domaine foncier martiniquais. Soit beaucoup plus que ne le laissaient croire certains

[16] Chivallon, C. (1998). Chapitre 3 (p. 86). Appropriation des terres et processus de territorialisation. In *Espace et identité à la Martinique*. Paris: CNRS Éditions. https://doi.org/10.4000/books.editionscnrs.56337

[17] Chivallon, C. (1998). Chapitre 7 (p. 17). Interprétations et prolongements de l'expérience des mornes. In *Espace et identité à la Martinique*. Paris: CNRS Éditions. https://doi.org/10.4000/books.editionscnrs.56367

recensements officiels anciens. Ils étaient certes dans une position d'infériorité dans les rapports de force, mais la terre n'était pas exclusive aux Békés[18].

Il faut prendre la pleine mesure de cette dynamique. Elle signifie que l'après-abolition ne se réduit pas à un maintien pur et simple de la domination des habitations. Il existe bien des formes de réappropriation populaire de la terre. Des familles noires parviennent à se constituer un ancrage foncier, à bâtir des territoires. Un moyen de transmettre un patrimoine, d'arrimer leur existence à une portion de sol.

C'est là que se situe le cœur de la question foncière en Martinique. L'histoire de l'après-esclavage ne correspond ni à une exclusion totale des anciens esclaves de l'accès à la terre, ni à une redistribution complète des richesses foncières. Elle révèle plutôt un accès partiel et limité des classes populaires à la propriété. Dans un système qui demeure structurellement dominé par une minorité possédante.

Cette persistance des inégalités foncières ne se limite toutefois pas à une simple concentration de la propriété. Elle façonne également l'organisation même de l'espace martiniquais et produit une véritable géographie sociale héritée du système de plantation. L'accès différencié à la terre entraîne une opposition durable entre les grandes plaines agricoles, historiquement dominées par la plantation. Et les mornes, où se développent les formes de petite propriété paysanne.

7. Les mornes, entre refuge paysan et espace de contrainte.

La distribution inégale des terres ne produit pas seulement des différences de taille des propriétés. Elle produit une géographie sociale. Chivallon décrit très clairement l'opposition entre les zones hautes, accrochées aux mornes, et les espaces de plaine historiquement liés à la plantation. Cette opposition n'est pas seulement physique. Elle est sociale, économique et symbolique.

Les mornes deviennent comme des espaces de refuge pour les populations qui ne contrôlent pas les plaines. Ils accueillent les petites propriétés que l'on pourrait

[18] Chivallon, C. (1998). Chapitre 5 (p. 32). L'antagonisme de deux logiques. In *Espace et identité à la Martinique*. Paris: CNRS Éditions. https://doi.org/10.4000/books.editionscnrs.56357

qualifier d'installations paysannes. Mais ce refuge n'est pas synonyme de pleine autonomie. C. Chivallon insiste sur la pression exercée sur ces espaces étroits et sur le fait que cette pression contribue à contraindre les paysans à rechercher des ressources complémentaires dans l'univers des plantations.

Autrement dit, la petite propriété populaire est souvent économiquement insuffisante. Elle permet un ancrage et parfois une culture vivrière. Mais elle ne permet pas de s'abstraire totalement des circuits de dépendance à l'égard des grands domaines. Le refuge foncier dans les mornes s'accompagne d'une dépendance salariale, commerciale ou logistique à l'égard des espaces dominants de l'économie agricole.

Ce constat est important pour comprendre pourquoi la paysannerie martiniquaise ne doit pas être idéalisée. Elle constitue une force de réappropriation du sol et un mode d'existence hors de la plantation certes. Mais elle se développe dans des conditions spatiales contraintes, sur des terres souvent moins favorables. En présence d'une forte densité humaine et une exposition plus grande au morcellement.

Le contraste entre plaine et mornes montre ainsi que toutes les terres n'ont jamais eu la même valeur sociale. Certaines concentrent l'exportation, les capitaux, les infrastructures et la visibilité. À travers le temps, les planteurs Békés se sont de plus en plus développés et paradoxalement, ils se sont également isolés. Le sud de l'île, essentiellement plat et assez riche appartient historiquement à ces planteurs Békés. S'y balader, c'est observer ces grandes villas qui surplombent les longues plaines sèches des salines, les anciennes habitations sucrières, les distilleries, les vastes domaines ouverts vers la mer qui composent un paysage marqué par la continuité foncière des familles Békés. Ici, la terre semble moins fragmentée que dans les mornes du nord, elle conserve quelque chose de l'ordre spatial colonial. Là où les grandes propriétés dominaient les meilleures terres et organisaient autour d'elles l'économie de l'île, il y a cette continuité presque européenne des villes et des villages où l'habitat n'est pas fragmenté. Il y a beaucoup moins de rupture nette du paysage que peuvent créer les mornes et la jungle.

À cela s'ajoute une qualité et un esthétisme architectural moderne. Les bâtiments ont l'air en bon état, entretenus. Il y a cette sensation quand on parcourt cette partie de

l'île que l'argent n'est pas à manquer. Les maisons et appartements sont faits de belles briques beiges comme sur nos côtes belges.

En contraste, dans le nord de l'île et donc les mornes, la tôle est omniprésente. L'habitat est beaucoup plus fragmenté. Les transitions entre villes et villages se font par des passages sur des routes étroites dans les terres et donc la jungle. De plus, les différents groupes d'habitat n'ont pas cette homogénéité qu'on retrouve dans le sud. Aller au Lorrain sur la façade nord-atlantique est une expérience visuelle et sensorielle complètement différente que celle de Sainte-Marie qui se situe moins de 10 km plus bas. L'un semble être un village de pêcheurs, caractérisé par ses grandes vagues qui viennent s'écraser sur la digue et cette odeur de soufre émise par les sargasses. L'autre, est une ville touristique marquée par la présence de deux habitations sucrières différentes et de vastes bananeraies qui s'étendent à l'intérieur des terres.

Ainsi l'habiter d'après la période esclavagiste renvoie à des expériences complètement différentes selon la localisation de chacun. Une parcelle des mornes et un grand domaine de plaine ne renvoient pas au même monde social, même lorsque les deux relèvent formellement de la catégorie générale de la propriété privée. Alors, évidemment ce n'est pas aussi divisé. Il y a beaucoup d'entre-deux, que ce soit géographiquement et donc aussi socialement. De plus, les déplacements se sont simplifiés et donc l'usage de la voiture permet d'atténuer ces différences, l'île est petite et donc tout lieu est "accessible" pour tout le monde. Mais les différences nord/sud de l'île, et donc mornes/plaines se font aisément ressentir.

8. L'indivision successorale, héritage social d'une propriété fragile.

L'une des expressions les plus fortes de cette histoire est l'importance de l'indivision successorale. Au marché de Ducos j'ai rencontré un certain Ely. Il est agriculteur depuis son adolescence au Morne Rouge et il a accepté de me recevoir.

Au Morne-Rouge les températures en début de soirée peuvent être plus basses que sur le reste de l'île. En effet, la ville est située dans les hauteurs sur les flancs de la montagne Pelée. La brume et l'altitude font que lorsque j'arrive chez Ely, j'ai

étonnamment froid. Ely me reçoit devant la maison familiale construite par son grand-père au début des années 1950. La maison, agrandie progressivement au fil des générations, repose sur une terre que personne, dans la famille, ne semble pouvoir délimitent avec exactitude. Il n'y a pas de barrières construites ou naturelles qui délimites le terrain me dit-il en désignant du regard les parcelles en pente couvertes d'arbres fruitiers et de hautes herbes. Le terrain est en indivision depuis la mort de son grand-père. Aucun partage n'a jamais été réalisé car les avis sur la finalité de cette terre divergent. Deux de ses frères sont partis en métropole, l'aîné est décédé. Ils reviennent occasionnellement pour les vacances ou les enterrements. Pourtant chacun conserve un droit sur cette terre, et tant qu'il n'y aura pas d'accord entre les frères elle restera dans l'état.

Ely explique qu'il a toujours vécu là. Il entretient les abords de la maison, cultive l'équivalent d'un hectare et demi en agriculture diversifiée. Mais malgré cet ancrage quotidien, il ne se considère jamais complètement propriétaire. Ses frères veulent vendre la maison et les terres me souffle-t-il l'air penaud. Ils veulent en plus de ça passer par des notaires qui ne sont pas officiels. Il me dit qu'il est fier de cette terre, elle est familiale et martiniquaise et elle doit le rester. Elle ne doit pas partir dans les mains de n'importe qui, il n'a pas confiance en ses frères et en ces notaires informels. Alors tant qu'il n'y aura pas d'accord, il continuera à cultiver ce qu'il estime être sa partie, sa parcelle. Ce qui appartient à ses frères, il se contente d'en prendre soin mais sans cultiver.

Le foncier apparaît ici moins comme une richesse mobilisable que comme une mémoire familiale difficile à stabiliser juridiquement. Au cours de la discussion, Ely évoque aussi les tensions silencieuses que produit cette indivision. Les frères sont de la partie, mais les cousins aussi. Chacun voulant sa part, mais personne ne veut venir s'en occuper. Ils sont tous, ou presque, en métropole et voudraient décider alors que lui il est présent. Cela crée des conflits dans la famille, il a rompu le contact avec certains cousins par exemple. Ceux-ci se servent alors de ses frères pour faire pression.

Pour l'analyser correctement il faut d'abord sortir de la lecture administrative. C. Chivallon (1998) montre que dans les campagnes martiniquaises, l'indivision a souvent constitué une réponse pratique au danger de morcellement excessif des petites propriétés. Elle peut être lue comme un mode de préservation du patrimoine familial

face à la fragmentation des héritages. En 1988, 27 % des propriétés du Caplet étaient maintenues dans l'indivision, parfois depuis plusieurs générations. Au Morne-Balai l'indivision concernait 57 % des propriétés. (Chivallon, 1998, p. 133).

Cette réalité invite à nuancer la lecture. L'indivision n'est pas seulement un dysfonctionnement. C'est également dans certains cas une stratégie familiale de conservation. Chivallon met en évidence d'ailleurs le cas d'une propriété de 16 hectares intacte durant trois générations par le souhait des cohéritiers de ne pas dissoudre le bien. L'indivision protège alors l'intégrité du patrimoine et la permanence d'un ancrage collectif.

Claude m'a expliqué qu'il était passé par un cheminement similaire. Afin d'être sûr que ses enfants ne se disputent pas les terres, il a créé un groupe foncier agricole (GFA). Si tu ne veux plus de tes parts, tu ne peux que les revendre à tes frères m'explique-t-il.

En revanche cette forme de préservation a ses limites. Chivallon précise que l'indivision ne signifie pas forcément l'exploitation collective. Chaque maisonnée installée sur le terrain familial tend à s'attribuer son propre morceau. Ce qui peut reproduire au sein même du patrimoine indivisible les effets du morcellement. La terre reste en théorie commune, mais ses usages sont souvent segmentés.

Le rapport administratif sur les problématiques foncières montre qu'à l'échelle globale de la Martinique, cette situation prend une ampleur structurelle. Les indivisions, successions non réglées, propriétés en litige, absences de titres et occupations sans régularisation limitent fortement la mobilisation du foncier. Le rapport estime qu'un quart de l'ensemble du parcellaire cadastré est concerné, et que la proportion atteint 40,1 % lorsqu'on s'intéresse aux propriétés de personnes physiques (Baietto-Beysson et al., 2013, p. 23).

Cette donnée change l'échelle du problème. L'indivision n'est plus seulement une stratégie familiale locale. Elle devient un fait massif de la structure foncière martiniquaise. Elle signale que la propriété populaire, n'est pas toujours convertie en pleine effectivité. La terre appartient parfois à des familles, mais d'une manière qui

rend difficile sa mobilisation ou sa sécurisation. Le rapport foncier insiste sur les raisons profondes de cette situation. Il évoque une culture de l'autorisation verbale, la transmission par usage familial. Mais également les successions non réglées, et la coexistence entre des titres juridiquement valables et les occupations des lieux qui se sont prolongées sur plusieurs générations sans formalisation complète. Ça ne peut donc pas être limité à un déficit de procédure. Il s'agit d'une histoire du rapport à la propriété où la légitimité sociale ne coïncide pas toujours avec le titre opposable.

Ce décalage est très important ici, car pour de nombreuses personnes comme Ely, habiter une terre, l'entretenir, la recevoir de parents ou y construire sa maison suffit à donner le sentiment légitime d'en être le propriétaire. Or le droit notarial et cadastral exige d'autres formes de preuve, d'autres chaînes de transmission et d'autres coûts. Il y a donc un écart entre la propriété vécue et la propriété stabilisée juridiquement.

Le rapport souligne que la régularisation successorale est longue et coûteuse, ce qui peut parfois être dissuasif[19]. Lorsque plusieurs générations se sont succédé sans règlement, les frais de notaire, de géomètre, de généalogiste et de succession peuvent dépasser la valeur marchande du terrain. Ces frais augmentent lorsque le terrain veut être utilisé à des fins agricoles. Il y a également toutes les questions de pollution au chlordécone et de traçabilité mais qui seront abordées plus loin. Dans ces conditions, la formalisation de la propriété devient elle-même socialement sélective. Cette réalité contribue à reproduire l'inégalité. Les ménages les plus modestes sont précisément ceux qui ont le moins de capacité à transformer une terre héritée ou occupée en propriété juridiquement validée. Ce qui apparaissait autrefois comme une solution familiale de conservation peut alors devenir un obstacle à la transmission ou à la vente.

Il note ensuite qu'en l'absence d'accord entre de très nombreux héritiers, des constructions réalisées sur le terrain familial peuvent être contestées. Et que les indivisaires peuvent même exiger la démolition d'une maison construite sans leur accord. L'indivision devient alors non seulement un blocage économique, mais une source de conflit intrafamilial. L'information selon laquelle malgré

[19] Baietto-Beysson, S., Colin, J., Bonnal, P., & Angel, N. (2013). *Rapport relatif aux problématiques foncières et au rôle des différents opérateurs aux Antilles* (n° 9046-01 / 13-073/13-055/03). Conseil général de l'environnement et du développement durable & Inspection générale de l'administration.

l'accompagnement institutionnel, seules 30 % des familles concernées parviennent à sortir de l'indivision en Martinique confirme le caractère très résistant de ces blocages[20]. L'obstacle n'est pas uniquement technique. Il est financier, social et historique.

On comprend alors pourquoi l'indivision doit être lue comme une mémoire matérielle de l'après-esclavage. Elle témoigne d'une volonté de garder la terre dans la famille, mais aussi des difficultés persistantes à transformer l'accès populaire au sol en patrimoine pleinement sécurisé. Elle est selon moi, à la fois un vestige d'inventivité sociale d'après période esclavagiste et un symptôme de l'inachèvement de la démocratisation foncière en Martinique qui était rêvée.

La question foncière martiniquaise ne se résume donc pas à l'opposition entre grands possédants privés et petites familles en indivision. Les collectivités publiques interviennent aussi, notamment dans les processus de régularisation ou dans la gestion de certains espaces. Toutefois, leur emprise foncière directe reste faible. Le rapport sur les problématiques foncières indique en effet que seules 2 % des terres appartiennent aux communes en Martinique (CGEDD & IGA, 2013, p. 60).

Ce chiffre, 2%, mérite d'être souligné. Car il limite fortement la capacité d'action des pouvoirs locaux. Dans des territoires où les communes disposeraient d'un important patrimoine foncier, celles-ci pourraient éventuellement orienter davantage les politiques d'habitat, de régularisation ou de réserve foncière. La disponibilité foncière de l'île est limitée. Donc la correction des déséquilibres hérités de l'histoire ne peut pas reposer majoritairement sur une redistribution des terres communales.

Le rapport mentionne bien des marges d'intervention sur certains biens, relevant du domaine public ou privé des collectivités. Ainsi que le cas particulier de la zone des cinquante pas géométriques. Mais ça concerne des situations spécifiques et ça n'inverse pas la structure générale du foncier martiniquais. Ces dispositifs ouvrent

[20] *Ibid.*

certes des espaces de régularisation et de gestion. Mais ils ne constituent un contrepoids majeur à l'inégalité héritée de la plantation[21].

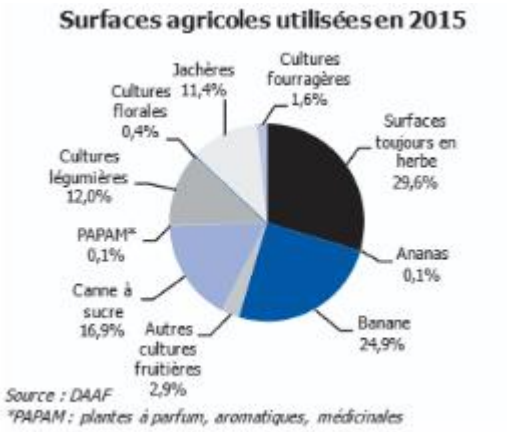
Il faut alors en tirer une conclusion analytique essentielle, la question de l'appartenance de la terre ne peut être résolue en supposant l'existence d'un pouvoir public local capable de compenser pleinement les héritages historiques. En Martinique, la propriété privée continue de structurer profondément l'espace social, malgré les interventions du secteur public.

9. *Le paysage agricole contemporain comme archive de la plantation.*

L'héritage de la société de plantation peut se lire directement dans le paysage actuel. La disposition des plantations sur les plaines des îles mise en place dès le XVIIe siècle, demeure encore visible aujourd'hui. Il suffit de traverser l'île pour constater que les plaines restent largement couvertes de canne ou de bananeraies. Cette omniprésence ne relève pas d'une simple continuité esthétique. Cela témoigne de la persistance d'une logique agricole, qui continue de structurer l'usage du sol. Le territoire martiniquais reste marqué par la domination des grandes cultures de canne à sucre et de banane, historiquement liées à l'économie coloniale d'exportation. Comme le montre la figure 2 ci-dessous, issue du rapport de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer (IEDOM), en 2015 la banane (24.9%) et la canne (16.9%) occupent avec les herbages destinés à l'élevage (29.6%), près des trois quarts de la surface agricole utilisée (IEDOM, 2017, p. 71).

[21] Conseil général de l'environnement et du développement durable, & Inspection générale de l'administration. (2013, novembre). *Rapport relatif aux problématiques foncières et au rôle des différents opérateurs aux Antilles* (n° 9046-01 ; n° 13-073/13-055/03).

Figure 2 : Répartition de la surface agricole utile en Martinique en 2020



Source : Institut d'émission des départements d'outre-mer. (2017). Martinique 2016, issu de DAAF Martinique

La banane joue un rôle majeur parmi ces cultures. Le document de l'IEDOM indique qu'elle constitue l'activité agricole principale de la Martinique. Elle a généré 136 millions d'euros de valeur ajoutée en 2011, soit 68 % de la valeur ajoutée du secteur primaire. 95 % de la surface agricole qui lui est consacrée vise l'exportation (IEDOM, 2017, p. 73). Nous sommes donc face à une filière qui concentre à la fois poids économique, une emprise spatiale importante et orientation clairement vers l'export.

Ce chemin vers l'extérieur n'est pas un trait nouveau. Il prolonge la logique ancienne du pacte colonial. Les formes contemporaines ont changé, mais le principe d'une agriculture structurée en fonction de débouchés extérieurs reste central. Selon moi, il me semble que l'idée d'une Martinique comme terrain d'extraction a finalement perduré.

Il faut alors parler de continuité historique du paysage. Les cultures ne sont pas exactement les mêmes, les statuts du travail ne sont plus ceux de l'esclavage. Les cadres institutionnels ont été transformés. Mais la structure d'ensemble demeure reconnaissable, grandes cultures d'exportation sur les espaces les plus stratégiques, faible diversification et dépendance persistante à des marchés extérieurs. Cette continuité ne se lit pas seulement dans l'occupation des sols. Elle se lit aussi dans la structure des exploitations. IEDOM précise que le nombre d'exploitations bananières est passé de 767 en 2000 à 386 en 2015, tandis que leur surface moyenne est montée de 11,7 hectares à 14,6 hectares. Le document parle d'une filière de plus en plus concentrée (IEDOM, 2017, p. 73).

Cette évolution est importante, car elle montre que la dynamique contemporaine ne va pas dans le sens d'une dispersion croissante de la propriété productive. Au contraire, la baisse du nombre d'exploitations et l'augmentation de leur taille moyenne suggère un resserrement du contrôle productif. Il y a donc, au cœur même de l'agriculture martiniquaise actuelle, une logique de concentration qui fait écho à la longue histoire des grands domaines. Cette logique de concentration fait également écho au récit de Murielle qui expliquait que toutes les coopératives liées à l'exportation de banane s'étaient réunies en une seule nommée Banamart. Celle-ci étant bien évidemment aux mains des Békés, contrôlant ainsi l'ensemble du processus d'import/export du marché de la banane.

IEDOM précise par ailleurs que hors banane et canne, l'agriculture martiniquaise est surtout composée de petites exploitations maraîchères et vivrières. Cette dualité entre grandes filières d'exportation et les petites exploitations rappelle la bipolarité décrite par C. Chivallon (1998) dans la structure foncière martiniquaise. La société de plantation ne se reproduit pas à l'identique, mais elle laisse une architecture à deux faces durables. On comprend alors que la réponse à la question foncière doit intégrer la distinction entre dispersion cadastrale et concentration de puissance. Il peut exister une multitude de petits propriétaires, sans que cela n'empêche le contrôle des filières les plus rentables par un nombre réduit d'acteurs. C'est précisément ce qui me semble caractériser la Martinique contemporaine.

Pour savoir à qui appartient réellement la terre, il faut donc regarder qui possède les terres stratégiques, qui tient les filières dominantes et qui impose les orientations d'usage du sol. Ferdinand (2015) permet d'expliciter cette dernière dimension. Dans son analyse de la contamination au chlordécone, il explique que la filière agricole antillaise concernée est détenue en majorité par un petit nombre de personnes appartenant à la communauté des Békés, qui se reconnaissent une filiation avec les premiers colons esclavagistes. Cette continuité est essentielle pour comprendre le lien entre l'histoire de la société de plantation et le présent agricole.

Il faut cependant être précis. Cette phrase ne signifie pas que l'ensemble des terres martiniquaises seraient aujourd'hui la propriété des Békés. Ça serait une simplification

abusive. En revanche, elle signifie que la majeure partie du contrôle économique exercé sur les filières agricoles majeures (la banane et la canne), est concentrée dans un groupe minoritaire, historiquement lié à la colonisation et l'esclavagisme.

Cette distinction est importante parce qu'elle évite deux erreurs. La première serait d'oublier la pluralité des formes de propriété que l'on retrouve sur l'île. La seconde serait de perdre de vue la continuité du pouvoir économique. On peut reconnaître l'existence de petites propriétés familiales, d'indivisions populaires et de quelques patrimoines publics, tout en constatant qu'une minorité reste dominante dans les segments agricoles les plus importants pour l'économie de l'île.

Ferdinand (2019) fait le lien entre domination foncière et domination écologique. Il montre que des "maîtres-possédants" ont participé à maintenir un habiter colonial. Ils l'ont fait par les choix imposés à la population en matière de produits chimiques (chlordécone), et cela malgré leurs conséquences sanitaires. Il décrit l'histoire récente des Antilles comme celle d'une capacité de certains groupes minoritaires à imposer à l'ensemble des habitants des conditions toxiques de vie pour des décennies, voire des siècles.

Posséder ou contrôler la terre, ce n'est pas seulement tirer un revenu de sa mise en culture. C'est aussi avoir le pouvoir de définir des usages dont d'autres supporteront les coûts. En Martinique, l'héritage de la société de plantation ne se manifeste donc pas seulement par une concentration économique. Mais aussi par une capacité asymétrique à imposer des risques environnementaux et sanitaires.

10. À qui appartient la terre ?

Si l'on répond au sens strictement juridique, la terre martiniquaise appartient aujourd'hui à une pluralité d'acteurs. Elle appartient à des grands propriétaires privés et à une multitude de petits propriétaires. Que ce soient des familles en indivision, des personnes disposant de titres incomplets ou contestés. Mais elle appartient également dans une moindre mesure, à des collectivités publiques. Cette pluralité interdit toute réponse unique de type la terre appartient à un seul groupe.

Mais cette réponse juridique est insuffisante. D'abord parce qu'une part importante du foncier est paralysée par les indivisions, les successions non réglées et l'absence de titres, ce qui rend floue la frontière entre possession, occupation et propriété pleinement sécurisée. Ensuite parce que toutes les formes de propriété n'offrent pas le même pouvoir sur l'espace. Il faut donc distinguer la pluralité des propriétaires dans l'asymétrie de ces positions foncières. Une famille peut être propriétaire d'une petite parcelle héritée, mais ne pas disposer de la capacité à la mobiliser ou à en faire une base d'accumulation. À l'inverse, d'autres acteurs peuvent concentrer les terres productives, les filières d'exportation et les capacités de décision sans pour autant résumer à eux seuls toute la complexité foncière de l'île.

L'une des difficultés majeures du cas martiniquais est précisément que la propriété juridique y est à la fois multiple et inégale. Elle est multiple parce qu'il existe une réelle dispersion des petits patrimoines issus de l'après-abolition. Elle est inégale parce qu'une part très importante de la puissance foncière, et surtout agricole reste concentrée.

Si l'on déplace maintenant la question du terrain juridique vers celui de l'appartenance sociale, la réponse devient encore plus complexe. La terre appartient dans le sens du vécu, à ceux qui l'habitent et s'y enracinent. Sous cet angle, les terres familiales qui sont en indivision n'en sont pas moins investies d'une forte légitimité sociale, même lorsqu'elles sont juridiquement fragiles. Les familles les considèrent comme leurs terres, même lorsque le droit ne permet pas toujours de transformer cette légitimité en titre. Dans le contexte post-abolition, l'accès à la petite propriété a permis à de nombreuses familles martiniquaises de tisser une relation au sol qui n'était plus exclusivement celle du travail forcé sur la terre d'autrui. Il faut donc reconnaître que la terre martiniquaise appartient aussi à ces lignées populaires qui ont fait exister des territoires paysans, surtout dans les mornes.

Mais cette appartenance sociale ne doit pas être confondue avec une maîtrise égale du territoire. Ces familles possèdent souvent de petites portions de terre, fréquemment fragmentées. Elles sont parfois juridiquement bloquées, et situées dans des espaces moins favorables. Elles leur appartiennent mais sans toujours que la terre leur confère une puissance comparable à celle des grands possédants. C'est pourquoi la formule la

plus juste selon moi consiste à dire que la terre martiniquaise est socialement partagée mais inégalement utilisée. Elle est partagée parce qu'elle est inscrite dans des histoires familiales multiples. Elle est inégalement utilisée parce que toutes les appartenances foncières ne donnent pas les mêmes droits réels, les mêmes capacités économiques ni le même poids dans l'orientation générale de l'espace agricole.

Il faut enfin poser la question dans des termes politiques. La terre appartient politiquement à ceux qui peuvent en orienter les usages dominants. Ceux qui peuvent en tirer les bénéfices les plus importants et en faire supporter les externalités au reste de la population. Sous cet angle, la réponse est moins dispersée que du point de vue juridique. Les grandes cultures d'exportation, la concentration des exploitations bananières et la place dominante d'un petit nombre d'acteurs liés à la communauté Béké montrent que la majorité du pouvoir territorial reste très concentrée.

On peut donc dire que politiquement la terre martiniquaise continue d'appartenir en grande partie à l'héritage de la plantation, et donc aux descendants des colons. Non pas parce que l'esclavage s'y poursuivrait sous la même forme, mais parce que les asymétries qui s'y sont construites à travers la plantation continuent de structurer les possibilités d'usage et de décision du foncier.

11. Chlordécone

Comme chaque matin j'arpente l'allée qui me permet d'arriver à la serre, et pour une fois Claude est présent dès les premières minutes. Habituellement il descend de sa maison qui surplombe le terrain vers 10h, toujours accompagné de son coutelas et de son joint. Vêtu d'un débardeur gris sur lequel la sueur n'apparaît jamais, contrairement à mon t-shirt, en permanence imbibé. Il me dit qu'aujourd'hui nous allons faire du nettoyage, nous allons broyer du bois.

Quand je suis arrivé sur le terrain, ces branches étaient déjà là. Elles traînaient sur le côté gauche au début du chemin, elles étaient comme oubliées. Pourtant, leur emplacement semblait choisi, elles étaient posées là où la végétation s'ouvrait, formant ainsi une sorte de petite barrière qui bloquait le passage vers la rivière. À de multiples reprises Jessy me disait qu'il fallait qu'on s'en débarrasse tout en râlant sur

les pannes régulières du matériel. Mais le jour était arrivé, elle m'avait prévenu la veille en me disant qu'elle était heureuse parce qu'aujourd'hui tout le monde était là et donc nous allions pouvoir nous en occuper.

L'installation du broyeur s'est révélée être une véritable aventure en soi. Tout commence par le transport de la bête jusqu'à l'endroit prévu. Une mission loin d'être anodine lorsqu'on sait que la machine pèse entre 150 et 200 kilos. C'est impossible de s'y attaquer seul. Nous nous y sommes donc mis à deux, avec Claude. C'est Jessy qui a donné les directives, il lui a répondu en riant : "*Tu envoies le retraité et le petit blanc ?*". La remarque a fait rire tout le monde.

La réalité c'est que Claude, du haut de ses 76 ans, affiche une forme presque insolente. Il est une énergie tranquille, mais très consistante. Chacun agrippant un manche, nous avons avancé pas à pas à travers le potager, en veillant à équilibrer nos efforts pour éviter que la machine ne bascule d'un côté ou de l'autre. Nous étions presque dans une chorégraphie improvisée, où chaque mouvement demandait coordination et attention (en tout cas, de mon côté). La machine écrasait sur le chemin les prunes de Cythères qui étaient tombées. Je me demandais toujours la question de pourquoi nous les laissions pourrir là ? Mais je ne sais pas pourquoi, je ne l'ai jamais posée.

L'effort était conséquent, la chaleur battait son plein. Mon t-shirt imbibé de sueur fusionnait avec ma peau. Et pourtant, Claude semblait évoluer dans un autre rythme. Il semblait presque détaché de la difficulté. Un joint de cannabis encore fumant, bien coincé entre les lèvres et son beau chapeau tressé bien vissé sur la tête, il avançait sans se presser. Il laissait s'échapper des volutes de fumée au fil du chemin et de ses respirations, comme si l'effort n'était qu'un détail. La scène avait quelque chose de surréaliste pour ma part car étant moi-même fumeur de cigarettes je pouvais imaginer les sensations en bouche et les poumons qui s'essoufflent, mais il n'en était pas question pour lui. Il n'était pas de marbre, il était à l'aise. À son âge, faire preuve d'une telle endurance, d'une telle aisance… cela force le respect. On en viendrait presque à se demander de quoi est fait cet homme, tant il semble défier les lois du temps.

Claude a représenté dans mon imaginaire sur le terrain, la figure de celui qui a vécu et terminé l'ensemble du processus d'agriculteur, et c'est également comme cela qu'il se voit. Bien entendu, ce n'est pas factuellement vrai. Cependant, il dégage une telle aura

de savoir, de connaissance et de confiance que ses paroles s'ingurgitent et se digèrent avec une grande facilité. Je pouvais l'écouter parler pendant de longues minutes sans même placer un mot. Il a toujours quelque chose à dire, et très souvent ses mots résonnent avec une grande pertinence en moi. Sa consommation régulière de cannabis transformait son rire en une espèce de rire guttural très lent qui m'emportait avec lui à chaque fois.

Ce jour-là, le 12 novembre 2025, avant de commencer à broyer avec toute l'équipe il m'a demandé comment s'était passé mon ciné-débat sur le chlordécone qui avait eu lieu le samedi juste avant, le 8 novembre. Je lui ai donc raconté ce que j'avais ressenti. Plus que les faits eux-mêmes, et c'était ça qui l'intéressait. J'ai parlé de ce que cette histoire faisait naître en moi émotionnellement. Je lui ai dit que j'avais été touché, et surtout que je n'avais pas conscience de cette "mascarade". Le mot est resté entre nous. Par la suite, chaque fois que nous évoquions le chlordécone, il parlait de "cette grande mascarade", en riant. Un rire un peu amer sans doute, car c'est ainsi qu'il voit les choses. Comme s'il vivait au cœur d'une vaste mise en scène, dans laquelle il ne peut que perdre. Chacune de ses phrases est accompagnée de légers coups de paume sur l'extrémité de son long bâton, qu'il utilise pour pousser les branches qui refusent de céder. Son geste est mécanique, presque lassé. Son visage trahit un mélange de dégoût et de résignation. Il me dit comme ça "Mais tu penses vraiment que le chlordécone ne rentre pas dans la banane comme ils le disent ? Je n'y crois pas.... S'il n'y a pas de trace dedans, c'est qu'il se transforme. Mais en quoi est-ce qu'il se transforme ?"[22].

Le dernier élément de contextualisation nécessaire selon moi est la question du chlordécone. Depuis mes débuts en Martinique, ce mot revenait avec une telle régularité qu'il s'imposait progressivement à mon regard. Comme un fil discret traversant les conversations. Je le reconnaissais sans difficulté, mais son épaisseur et les significations qu'il condensait m'échappaient encore en grande partie. Ce n'est qu'à la suite de deux événements successifs que j'ai commencé à mesurer ce que le chlordécone impliquait réellement. Le premier fut un ciné-débat consacré à cette question le 8 novembre. Le second, discussion que j'ai eue avec Claude lorsque je suis revenu aux Potagers des mornes le 12 novembre 2025. Il m'est alors apparu essentiel d'aborder cette question dans ce travail. Au fil de mes observations et des discussions

[22] Note de terrain, 12 novembre 2025.

menées sur le terrain, le chlordécone s'est révélé être un élément incontournable pour comprendre l'agriculture martiniquaise contemporaine. À l'instar de l'histoire de l'esclavage, qui est fondamentale pour saisir les logiques de répartition du foncier, la contamination au chlordécone constitue un héritage qui continue de façonner les pratiques agricoles, les représentations de la terre et les trajectoires des exploitations. Ces deux dimensions sont intimement liées car elles participent d'une même histoire et contribuent encore aujourd'hui à structurer le paysage agricole martiniquais, qu'il s'agisse des grandes plantations, des petites exploitations familiales ou encore des dynamiques entre production locale et importations.

11.a. Déroulement de la crise et conséquences

Pour comprendre cette crise il faut d'abord comprendre de quel poison nous parlons. Le chlordécone est un pesticide organochloré qui a été utilisé dans les bananeraies antillaises afin de lutter contre le charançon du bananier, un insecte ravageur. Sa toxicité a été découverte dès le début des années 1970 aux États-Unis, et malgré des alertes précoces, notamment après des problèmes sanitaires observés chez des ouvriers le travaillant, son utilisation est maintenue aux Antilles françaises pour protéger une filière bananière. Celle-ci était alors essentielle à l'économie de l'île et donc de l'État français.

Ce produit a été introduit à partir de la fin des années 1960 pour remplacer le lindane, lui-même déclaré nocif. Le chlordécone fait rapidement l'objet de rapports scientifiques mettant en évidence sa dangerosité pour les sols, les milieux aquatiques et la santé humaine. Pourtant, la France autorise la commercialisation du Curlone, un insecticide contenant du chlordécone, et permet son utilisation dans les bananeraies jusqu'au 1er février 1990. Date à laquelle la France retire l'autorisation de vente du Curlone. Mais une succession de dérogations va être accordée par l'État français aux planteurs Békés afin d'épandre ce produit jusqu'au 30 septembre 1993 (Pierre-Benoît Joly, 2010). Épandu pendant plusieurs décennies, ce pesticide a contaminé durablement les sols, les eaux et une partie de la chaîne alimentaire, faisant de cette pollution l'une des plus importantes crises environnementales connues aux Antilles.

La reconnaissance de la contamination intervient à partir des années 1990, grâce à la mobilisation d'associations environnementales et à des analyses confirmant la

présence du pesticide dans l'environnement. Le problème dépasse alors la sphère agricole pour devenir une question de santé publique. En 2006 plusieurs plaintes sont déposées contre l'État, il est accusé d'avoir autorisé l'utilisation d'un produit dont la dangerosité était connue. Et par conséquent, de ne pas avoir suffisamment protégé les populations et d'avoir tardé à informer les habitants. Après de longues années de procédure, l'affaire aboutit finalement à un non-lieu, alimentant un sentiment d'injustice supplémentaire chez de nombreux Martiniquais et Guadeloupéens.

Les conséquences sanitaires de cet empoisonnement sont aujourd'hui au cœur des préoccupations. Le chlordécone est une substance qui peut rester plusieurs siècles dans les sols et s'accumuler dans les organismes vivants. L'exposition chronique de la population peut avoir plusieurs effets néfastes sur la santé. On parle notamment d'une augmentation du risque de cancer de la prostate, particulièrement élevé chez les hommes aux Antilles françaises. Cette maladie figure d'ailleurs officiellement au tableau des maladies professionnelles. Les conditions étant d'avoir travaillé au moins dix ans au contact du chlordécone et d'avoir reçu un diagnostic de cancer de la prostate moins de quarante ans après la dernière exposition[23].

Si l'on va au-delà des conséquences environnementales et des effets sur la santé, le chlordécone produit également un climat anxiogène, d'incertitude qui envahit le quotidien. Les Martiniquais sont confrontés à des informations contradictoires, et donc il est difficile de situer précisément les risques. À la suite du scandale, les autorités ont mis en place des dispositifs de contrôle dans l'objectif de garantir que les produits commercialisés présentent des concentrations inférieures aux seuils réglementaires. Ces seuils ont régulièrement été remis en question par mes acteurs de terrain. Selon eux la simple présence de chlordécone, même à faible dose, est inacceptable. À cette méfiance s'ajoute l'apparition de multiples certifications revendiquant l'absence totale de contamination, dont la crédibilité est elle-même discutée. Dans ce contexte, plusieurs personnes rencontrées au cours de l'enquête me confient ne plus savoir sur quel pied danser.

[23] Gouvernement français. (2021, 23 décembre). *Chlordécone : les cancers de la prostate reconnus comme maladie professionnelle*. Info.gouv.fr. https://www.info.gouv.fr/actualite/chlordecone-les-cancers-de-la-prostate-reconnus-comme-maladie-professionnelle

Cette incertitude est renforcée par la diffusion progressive des connaissances sur les effets sanitaires du pesticide. Les campagnes de dépistage par analyse sanguine se développent et rendent la contamination plus palpable. Ces chiffres qui circulent et les résultats sont comparés et deviennent des sujets de conversation. Parallèlement, les cancers de la prostate sont fréquemment nommés dans les discussions publiques, ou privées, au sujet du chlordécone. Le pesticide ne transforme donc pas uniquement les sols, il modifie aussi les manières dont les habitants perçoivent leur alimentation, leur environnement ou encore leur propre corps. Loin de se limiter à une pollution chimique, le chlordécone devient ainsi une présence diffuse qui nourrit les inquiétudes et les stratégies ordinaires par lesquelles chacun tente de composer avec un risque difficile à saisir.

12. Conclusion

Cette deuxième partie avait pour objectif de replacer les observations ethnographiques dans une histoire plus longue. Les difficultés qu'ont rencontrées les agriculteurs au cours de mon enquête ne peuvent être comprises comme des contraintes isolées. Elles s'inscrivent dans un ensemble de structures héritées de la société de plantation, dont les effets continuent d'organiser les rapports à la terre. Si l'abolition de l'esclavage a transformé les rapports juridiques, elle n'a pas fait disparaître les logiques sociales, économiques et spatiales qui s'étaient constituées au cours des précédents siècles.

Le chlordécone constitue selon moi, l'une des expressions les plus visibles de cette continuité. Au-delà d'une catastrophe environnementale et sanitaire, il révèle la persistance de rapports de pouvoir hérités de l'histoire coloniale. Cette histoire si violente nourrit un sentiment de méfiance durable envers les institutions et les dispositifs de contrôle. La pollution ne se limite pas aux sols car elle façonne également les pratiques alimentaires, les représentations du risque et les relations que les habitants entretiennent avec leur propre territoire.

Pour autant, ces héritages ne déterminent pas entièrement les trajectoires des acteurs rencontrés. Les contraintes historiques constituent le cadre dans lequel ils évoluent, mais elles n'épuisent pas les manières d'habiter et de travailler la terre. Au cours de mon terrain j'ai travaillé avec des agriculteurs qui sans pouvoir s'extraire de ce

contexte, développent quotidiennement des formes d'adaptation. C'est précisément dans ces pratiques ordinaires que se déploie une autre manière d'appréhender l'agriculture martiniquaise.

La troisième partie quitte ainsi l'échelle des structures historiques pour revenir au plus près des expériences vécues. À travers les trajectoires de Fabrice, Emma, Jessy, Delphine et des autres acteurs rencontrés, il s'agira de montrer comment les héritages de la plantation se matérialisent dans le quotidien. Mais aussi comment ils sont continuellement contournés et parfois réinterprétés. Loin de constituer une rupture avec l'histoire présentée jusqu'ici, ces pratiques en représentent le prolongement concret et donnent à voir les multiples façons dont des agriculteurs cherchent, malgré les contraintes persistantes, à faire tenir leurs exploitations et à construire d'autres rapports à la terre.

PARTIE 3 : Les petites propriétés martiniquaises : formes d'habiter, de produire et de transmettre

Après avoir examiné les structures foncières qui organisent la Martinique à l'échelle historique et théorique, ainsi que la contamination des sols par le chlordécone, il convient maintenant de descendre dans le concret de plusieurs exploitations et d'en observer les caractéristiques propres. Le premier cas, qui est celui de Fabrice et Emma permet d'appréhender ce que signifie concrètement l'installation sur une petite propriété dans les mornes. Surtout lorsqu'on ne dispose ni de capital foncier significatif, ni de ressources financières suffisantes pour suivre les voies conventionnelles de l'agriculture. Leur exploitation est située dans les terres du Ballon, elle offre un point d'entrée intéressant pour observer les choix matériels, les contraintes spatiales et les compromis quotidiens qui accompagnent la vie d'un couple d'agriculteurs en phase d'installation. Ce que la deuxième partie de ce travail a posé à titre de cadre général, notamment la persistance des inégalités foncières et la place des petites propriétés populaires dans l'espace agricole, se trouve ici incarné dans un lieu, des gestes et des relations singulières.

1. *Fabrice, Emma et le dwelling dans les mornes : territoire, corporéité et projet agricole.*

Le jeudi 27 novembre, je me rends chez Fabrice à 8h. Le chemin pour arriver jusqu'à son ghetto n'est pas des plus faciles. Son terrain est situé dans les terres du Ballons et depuis son lieu de vie, il est possible de voir l'ensemble de la baie et des plaines du Ballons. L'accès à son terrain passe donc par une pente terriblement inclinée. Il est impossible pour ma voiture de location de la prendre, de plus le chemin est constitué de deux plaques de béton que Fabrice a coulées grossièrement. Elles sont suffisamment étroites pour qu'un simple écart de roue risque d'endommager le véhicule[24].

[24] Note de terrain, jeudi 16 octobre 2025, matinée.

Figure 3 : La rampe d'accès à l'exploitation



Source : Photographie personnelle, jeudi 16 octobre.

Cela n'empêche pas Fabrice de prendre ce chemin sans hésitation avec son vieux pick-up Mitsubishi, probablement plus âgé que moi. En bas de cette pente, il y a une petite maison en construction et un petit espace dans l'herbe sur la droite de la figure 3 ou je gare ma voiture. Cette maison en construction est celle de l'oncle de Fabrice. Il a toujours vécu en location, il n'a jamais eu les moyens de s'acheter une maison. La raison évoquée par Fabrice, c'est le prix des terrains qui est trop élevé, tout comme celui des matériaux. Par chance le terrain qui est collé à celui du Ballons appartient au père de Fabrice, et c'est donc grâce à ça que l'oncle a pu venir s'installer. Je ne le vois presque jamais, mais lorsque je le vois il travaille sur sa maison et les alentours. C'est un homme dans la soixantaine, au physique imposant. Sa carrure est large et sa forte corpulence lui donne une impression de force, de présence. Son visage est marqué par les années, il est couvert par des cheveux courts légèrement grisonnants. Son regard est calme et posé, ce qui contraste avec l'impression de puissance qui se dégage de sa

silhouette[25]. Sur le flanc qui sépare la maison de son oncle à l'exploitation, Fabrice y a planté des ananas, et c'est son oncle qui s'en occupe. Selon Fabrice, c'est une forme de remerciement pour avoir permis à celui-ci de s'installer.

Juste à côté on retrouve donc une pente qui donne accès au terrain de Fabrice et Emma, elle n'est ni éclairée, ni sécurisée. Ce matin-là il m'annonce que nous allons justement remédier à ces problèmes. Il a reçu un appel d'une compagnie locale qui fait des lampes à énergie solaire, et il aurait droit à une centaine de lampes pour l'ensemble de son terrain à un prix réduit. Selon lui c'est une très bonne affaire et donc il veut absolument préparer le terrain pour ces lampes. À l'aide de coutelas nous allons donc donner forme à des piquets qui permettront d'accueillir les lampes. L'activité est très simple mais demande beaucoup d'énergie et de force. Il faut biseauter des piquets en bois. Ceux-ci font bien 1m50 chacun avec un diamètre d'une dizaine de centimètres. Fabrice avait compté 20 piquets par côté pour la pente, donc 40 piquets. Par chance, depuis mon arrivée en Martinique j'ai eu l'occasion d'utiliser le coutelas dans diverses situations, je savais donc le manier un minimum. Malgré tout, dès les premiers piquets formés, les cloches commencent à apparaître sur la paume de ma main droite. La chaleur et l'effort physique m'ont distrait, je tenais moins bien le coutelas et donc je me blessais. Fabrice quant à lui, alors qu'il fume continuellement le cannabis, faisait cela rapidement sans avoir la moindre égratignure. Le piquet est debout, sa main gauche est au sommet et sa main droite vient frapper la base du piquet sans que le coutelas ne touche le sol. Ses mouvements sont amples et réguliers, il frappe exactement là où il le souhaite[26].

En voyant mes mains et ma technique, il m'a dit en rigolant que mes mains étaient destinées aux livres et non pas au travail manuel mais qu'il faut s'essayer à tout. Lui aussi, il a essayé les études mais ça ne s'est pas bien passé. Il a trouvé sa voie dans le chemin de son père, à travers l'agriculture. Lui-même dans la quarantaine, et relativement mince, il affiche une forme et une force spectaculaires. Ses mouvements de coutelas sont précis, incisifs. Là où je dois mettre parfois 10-15 coups pour avoir la forme escomptée, en 6-7 coups le sien est presque fait. Emma de son côté charge

[25] Note de terrain, Mardi 04 novembre 2025, matinée.

[26] Note de terrain, Jeudi 27 novembre 2025, matinée.

les piquets dans le pick-up. Les dialogues sont rares et brefs, cette matinée est rythmée par le fracassement du coutelas sur le bois, et du bois sur le coffre du pick-up[27].

Selon Tim Ingold, cette différence de technique ne s'explique pas par un don inné, ou par une simple transmission culturelle. Il dit que l'habileté ne réside pas dans le corps humain pris isolément. Elle naît du réseau de relations qui unit la personne dans son unité de corps et d'esprit, à un environnement structuré avec lequel elle interagit en permanence (Ingold, 2000, p. 353). Les habiletés ne sont ni innées ni acquises, elles se développent progressivement et s'incorporent au corps humain grâce à la pratique et à l'entraînement au sein d'un environnement donné. Ingold mobilise le concept d'*enskilment* pour éclairer cette situation, qu'il oppose à celui d'enculturation[28]. Selon lui apprendre à voir et à agir dans le monde ne consiste pas à intérioriser des schémas mentaux transmis par la culture, mais à développer des compétences qui émergent d'un engagement perceptif direct avec les éléments qui composent l'environnement (Ingold, 2000, p. 431).

Ce concept éclaire précisément le gouffre technique qui me sépare de Fabrice. Sa maîtrise du coutelas n'est pas le résultat d'un savoir abstrait sur le bois ou l'outil. C'est le fruit d'une incorporation progressive, qui a été forgée par des années de pratiques quotidiennes dans un environnement spécifique. Cet environnement c'est celui des pentes raides du Ballon, du bois tropical, des conditions climatiques martiniquaises. Depuis sa naissance, il observe ses proches, il aide, il apprend. Comme l'explique Ingold, en s'appuyant notamment sur les travaux de neuroscience de Bernstein, la dextérité ne se définit pas par les mouvements corporels eux-mêmes. Mais par la capacité du corps à ajuster continuellement ses gestes en fonction d'un environnement changeant, où les conditions ne sont jamais strictement identiques d'un instant à l'autre

[27] *Ibid.*

[28] La "Culture" ne désigne pas simplement les coutumes, les croyances ou les traditions d'un peuple. Ici, Ingold critique surtout une conception de la culture comme un ensemble autonome de connaissances et de schémas mentaux transmis par la société, qui est ensuite intériorisé par les individus. Apprendre reviendrait alors à recevoir une représentation du monde avant de l'appliquer dans la pratique. Il l'appelle donc l'enculturation. L'enskilment l'oppose car il signifie que l'on apprend en développant progressivement ses capacités perceptives et pratiques au contact de l'environnement. Par exemple, le jeune chasseur n'apprend pas seulement une théorie de la chasse : il accompagne des chasseurs expérimentés, il observe leurs gestes et porte attention aux traces. Il apprend à distinguer des indices concrets dans le paysage. Tim Ingold, *The Perception of the Environment: Essays on Livelihood, Dwelling and Skill*, Routledge, 2000, p. 431.

(Ingold, 2000, p. 353). Fabrice ne reproduit pas un geste figé, il ajuste en permanence la trajectoire de son coutelas en fonction de multiples facteurs comme la résistance du bois, l'état de ses mains, etc... Il est dans un processus de "corrections sensorielles" incessantes. Lorsque c'est à moi de reproduire son travail, j'en suis incapable. Mes mouvements restent rigides et mécaniques, faute d'avoir développé cette écoute corporelle de l'environnement. La différence entre lui et moi n'est donc pas une différence de talent. C'est le résultat d'un processus d'*enskilment* irréductiblement situé. C'est ancré dans une relation singulière entre un corps et un lieu. Fabrice a grandi avec ce coutelas, sur ce terrain, dans ces conditions. Son habileté est inséparable de ce contexte matériel et environnemental.

Cette activité a suffi à prendre l'ensemble de notre matinée. Fabrice n'est pas quelqu'un qui se presse, même si selon lui les choses n'avancent pas comme il le voudrait. Je ne le vois jamais être stressé ou se ruer sur le travail. Il me donnait parfois l'impression d'être dans des moments d'absence, de procrastination. Il me répète sans cesse qu'il doit faire ceci ou cela pourtant peu de choses avancent. En faisant ces piquets je me suis rendu compte que ces moments que nous partageons étaient important pour lui car c'est une motivation. Il m'a confié plusieurs fois qu'il a du mal de se réveiller le matin, qu'il se réveille souvent vers 10-11h. Pourtant, lorsque je viens c'est toujours vers 7h30-8h.

Ce jour-là, une fois les piquets faits, nous avons préparé à manger afin de reprendre le travail dans l'après-midi. Et comme pour chaque repas chez Emma et Fabrice, tout le monde participe. Que ce soit nettoyage, découpe, rangement. J'avais pris l'initiative de le faire dès le début pour les remercier de leur accueil et les choses sont restées ainsi. Les repas se ressemblent souvent, on ne mange que ce qui vient de leur terrain sauf les lentilles. On y retrouve donc du manioc, des dachines, des patates douces, des lentilles et toute sorte de légumes ayant été récoltés les jours précédents.

Durant ce repas, Emma a abordé avec lui la question des dernières récoltes qui sont insuffisantes selon elle. Ces mauvaises récoltes signifient qu'il n'y aura pas beaucoup à proposer à l'étal du marché de Ducos. Et donc, elle aborde également des difficultés financières auxquelle ils font face. Ce n'était pas la première fois qu'ils abordent ce sujet devant moi. Les premières fois m'ont mis mal à l'aise, car chez mes parents l'argent est un sujet tabou. Cependant, la répétition de cette information me donnait

l'impression qu'ils étaient gênés de ne pas savoir me payer et que c'était une manière de me faire comprendre la situation. Et donc, une fois de plus dans la foulée de la discussion, Emma me dit qu'elle est désolée de pas savoir me rémunérer. Ce à quoi je réponds que c'était tout à fait normal, que dès le début tout était clair et que j'avais accepté de la sorte.

Emma est la personne dans le couple qui gère les factures, l'argent, l'administratif. Leur logement ne donne pas la possibilité d'avoir un réseau Wi-Fi, donc elle doit se rendre en bibliothèque avec son ordinateur pour régler ces affaires. Lorsqu'elle y va, elle part généralement vers 10h du matin, pour revenir vers midi pour que l'on prépare le repas. Ce matin-ci elle n'a pas pu y aller car il fallait aider avec les piquets. Emma s'occupe de la gestion des démarches administratives car Fabrice se sent moins à l'aise et il en porte peu d'intérêt. Au-delà de ça, Emma est également très active sur le travail agricole.

Les discussions avancent et Emma aborde une parcelle qui est très pentue en demandant à Fabrice s'il peut s'en occuper aujourd'hui. Elle va accueillir de la canne à sucre et il faut donc commencer à préparer les planches en utilisant une grelinette. Nous étions allés chercher les boutures le mardi 25 novembre chez les parents de Fabrice. Cette remarque installe une tension chez Fabrice, il semble agacé. Sur un ton nonchalant et lui répond qu'il est déjà assez fatigué comme ça, qu'il doit installer les piquets et qu'après c'est "manger dodo"[29]. Ce à quoi elle répond que c'est lui qui a choisi de s'installer sur un terrain comme ça et qu'il faut bosser parce que sinon ils ne survivront pas jusqu'à l'arrivée du Fonds européen agricole pour le développement rural[30] (FEADER).

Cette réaction de Fabrice ne semble toutefois pas relever d'un simple manque de volonté ou d'un refus de travailler. Elle traduit plus une forme d'épuisement et d'inertie face à une situation qui s'inscrit dans la durée. Les contraintes liées à

[29] Note de terrain, jeudi 27 novembre 2025, midi.

[30] C'est un fonds de l'Union européenne. Son objectif est de financer des projets pour l'agriculture et les zones rurales. Il forme le second pilier de la politique agricole commune (PAC). L'UE donne un fonds à chaque pays, et ensuite c'est organisé et réparti entre les différentes régions, qui elles-mêmes l'organisent en fonction des projets qui s'organisent. Ce sont les autorités locales qui ont le dernier geste d'allouer ou non aux agriculteurs. Les aides sont financières et sont sur bases de prêt. *Développement rural*. (s. d.). Agriculture et Développement Rural. https://agriculture.ec.europa.eu/cap-my-country/rural-development_fr

l'installation, l'accumulation des tâches et l'incertitude financière produisent chez lui une forme de découragement qui ralentit sa capacité d'action. Cette attente prolongée et la pression constante provoquent chez lui une tendance à repousser certaines tâches, comme si l'ampleur des difficultés bloquait le passage à l'action. Ce n'est pas une absence d'investissement dans le projet, c'est un état de fatigue morale qui semble affecter son énergie quotidienne et sa productivité.

Auparavant Claude m'avait expliqué durant un entretient que les procédures administratives liées aux demandes de financement pouvaient être très longues, allant jusqu'à 5 ou 6 années d'attente.

"Par exemple, ces filles avec qui tu travailles, avec qui tu fais ton stage, elles ont attendu 2 voire 3 ans avant d'avoir leurs dossiers, alors qu'elles fonctionnaie nt déjà. Une fois les dossiers mis en place, elles ont touché une partie des GIA, mais les aides de FEADER ne sont pas encore tombées. Il y a des projets qui mettent 6 ans à se faire financer. Ça veut dire que si tu résistes, si tu subsistes jusqu'à ce que ça tombe, tu n'as plus qu'à prendre cet argent et partir en vacances. Si tu existes encore."[31]

Cette situation oblige les agriculteurs à avancer eux-mêmes les fonds nécessaires aux investissements. Je n'avais pas immédiatement fait le lien avec la situation de Fabrice et Emma. Pourtant, leur installation sur l'exploitation depuis maintenant trois ans laisse penser qu'ils ont dû supporter seuls la charge financière de ces investissements, sans avoir encore bénéficié des remboursements attendus.

Dans cette situation le recours à l'emprunt bancaire est imposé par les modalités mêmes de l'accès aux aides. Lorsque Fabrice m'en parle, son discours est amer. Il ne s'arrête pas à la difficulté économique, il pousse la lecture de la situation bien plus loin. Il me parle des rapports sociaux dans lesquels son activité s'inscrit. À ses yeux solliciter un prêt revient à dépendre des banques qu'il associe au pouvoir économique des Békés. C'est-à-dire à des groupes historiquement situés au sommet des hiérarchies foncières et commerciales de l'île, comme je l'ai abordé dans le chapitre précédent.

Il se sent prisonnier d'un circuit de dépendance où l'investissement dans son propre outil de travail passe nécessairement par des instances extérieures. Il les voit comme celles détenant à la fois les ressources financières et le pouvoir de les distribuer. Cette dépendance est d'autant plus difficile à accepter car selon Fabrice, une partie importante de l'argent qu'il gagne avec son exploitation repart vers les Békés. Que ce

[31] Entretien avec Claude, 1er décembre. (Voir annexe 3)

soit pour l'achat de matériel agricole ou les produits du quotidien, il estime que ceux qui contrôlent déjà une grande partie de l'économie martiniquaise bénéficient également de ses dépenses. À ses yeux, ils interviennent ainsi à la fois au début et à la fin du processus de production[32].

Dans l'agriculture, la fatigue ne s'installe pas seulement dans le corps, au rythme des gestes répétés et des journées qui s'allongent. Elle naît aussi d'une accumulation plus silencieuse. Celle des formulaires, des normes, des arbitrages financiers et des injonctions administratives qui donnent au métier le sentiment d'être sans cesse un recommencement. Nous pouvons comprendre dans une étude de la Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de la Martinique (DAAF) réalisée en 2024 sur le sol guadeloupéen, que le principal problème pour la santé mentale des agriculteurs est l'accès au foncier. Peu importe la taille du terrain, l'activité ou l'âge, l'accès au foncier est la cause principale. Viennent ensuite les questions de climat, d'accès aux aides et les difficultés économiques de fonctionnement[33].

Dans ce cadre la question n'est pas seulement celle du travail, mais celle de la capacité à tenir mentalement et financièrement. Les agriculteurs que j'ai rencontrés sur mon terrain décrivent une tension entre ce qu'ils doivent investir, ce qu'ils espèrent récolter et ce que les règles leur permettent réellement de faire. L'investissement est lui-même une source de pression. Les difficultés psychologiques tiennent alors moins à des faiblesses individuelles qu'à un déséquilibre durable entre efforts consentis et appuis reçus[34].

---

[32] Note de terrain, jeudi 04 décembre, matin. Cette discussion intervient car je lui demande pourquoi ils ont deux voitures alors qu'au final ils ne déplacent pas tellement. Il m'a alors expliqué qu'il s'est laissé avoir par le jeu des publicités et de la consommation, mais qu'il regrette cet achat car ce sont encore des prêts à la banque.

[33]Guadeloupe, D. (2024b, décembre 18). *Diagnostic du mal-être en agriculture en Guadeloupe - Synthèse des résultats de l'étude menée en 2024*. DAAF Guadeloupe | Direction de L'alimentation, de L'agriculture et de la Forêt. https://daaf.guadeloupe.agriculture.gouv.fr/caracterisation-des-situations-de-mal-etre-en-agriculture-en-guadeloupe-a2039.html

[34] Humer, E., Schaffler, Y., Mracnay, B., Luttenberger, K., Pieh, C., & Neubauer, V. (2026). Understanding stress factors in farming: A nationwide survey on occupational strain and mental health among Austrian farmers. *Journal of Rural Studies, 124*, 104163. https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2026.104163

Cette comparaison met en évidence que les difficultés rencontrées par les agriculteurs ne peuvent être dissociées des caractéristiques propres à leur territoire d'exercice. Toutefois, derrière ces différences se trouve un mécanisme commun qui est l'exposition prolongée à des situations d'incertitude qui limitent la capacité des agriculteurs à se projeter dans leur activité. Qu'il s'agisse de l'impossibilité d'accéder à une parcelle, de l'attente d'un financement ou de l'accumulation des démarches administratives, ces contraintes fragilisent progressivement le sentiment d'autonomie des agriculteurs. La difficulté ne réside pas uniquement dans la contrainte elle-même, mais elle est dans son caractère durable et difficilement contrôlable. Cette accumulation peut avoir tendance à favoriser une forme d'épuisement psychologique, où l'énergie consacrée à gérer les obstacles institutionnels et économiques réduit progressivement la disponibilité nécessaire au travail quotidien sur l'exploitation.

Dans le cas de Fabrice et Emma, leur difficulté ne provient pas d'un manque d'engagement dans leur projet agricole. Il s'agit plutôt d'une situation où les efforts fournis doivent précéder pendant plusieurs années les soutiens financiers attendus. Cette temporalité particulière de l'installation agricole crée un décalage entre le travail accompli et les résultats visibles, ce qui peut alimenter une forme de découragement et rendre plus difficile le maintien d'une dynamique constante.

Loin d'être abattu Fabrice a trouvé un système pour lui-même tirer un bénéfice de cette histoire, pour ne pas subir passivement. Son acte de résistance est l'occupation. Le terrain qu'il cultive, est à la fois une terre appartenant à son père, et la terre du Ballon. Il s'est installé illégalement sur ce terrain afin de bénéficier d'un peu plus de surface, et de l'eau que le Ballons utilise. Cette pratique est illégale. Le terrain qu'il occupe n'est pas utilisé par le Ballons, et donc selon Fabrice il ne fait de tort à personne. Selon lui, s'il n'occupe pas ces terres, elles partiront en friche et tout le monde est perdant. Presque l'ensemble de sa surface agricole est cependant dans les terres de son père, il utilise la surface d'occupation pour habiter. Il s'est construit un habitat de fortune qu'il désigne lui-même comme son *ghetto*.

Figure 3 : Le Ghetto



Source : Photographie personnelle, 30 octobre 2025.

Celui-ci est implanté au sommet de l'Estrade, sur un petit morne qui surplombe la façade atlantique et offre une vue dégagée sur la baie du Ballon. De l'autre côté le regard porte sur les carrières d'extraction de pierre. Nous avons peu parlé de celle-ci, la seule chose qui en est ressortie est qu'il entend parfois le bruit des machines très tôt le matin, cela perturbe son sommeil. Son logement se situe ainsi sur une ligne de crête, dans une position dominante sur le plan visuel, mais contraignante sur le plan matériel. L'accès y est difficile, tout comme l'aménagement du terrain et sa mise en culture.

Le *ghetto* est construit à partir de palettes en bois et de tôles récupérées. Fabrice y a progressivement inclus des éléments, dont une chambre plutôt bien isolée, suffisamment pour rester au sec lors des fortes pluies. Il a également fabriqué lui-même les toilettes ainsi que le système d'évacuation. L'espace est exigu et toute la

famille partage une même pièce pour dormir ou se préparer, y compris l'enfant. Malgré la précarité évidente de l'installation, le logement est équipé du strict nécessaire pour assurer une vie quotidienne stable. Il y a une cuisinière, un réfrigérateur, l'ensemble étant alimenté par un générateur.

Fabrice explique que cet habitat n'a pas entièrement été choisi, tant ses ressources financières et celles de sa compagne restent limitées. Ce logement fait donc partie de son système de production. Ce sont des économies qui sont faites et reversées dans le projet agricole. D'une part c'est également pour le couple un moyen d'économiser sur le temps et le coût des déplacements, d'une autre part c'est un moyen d'être au plus près des cultures. Cela facilite les choses tant au niveau de la surveillance, que de la disponibilité.

La notion d'Ingold sur "dwelling perspective", ou "perspective d'habiter" est intéressante dans ce cas. Habiter un lieu n'est pas simplement l'occuper ou y résider passivement. C'est un engagement actif et continu avec les composantes de l'environnement autour duquel se construit l'habitat (Ingold, 2000). L'habiter est un processus plus qu'un état, c'est une relation dynamique entre un ou des être(s) et le lieu qu'il(s) façonne(nt) en même temps qu'il en est façonné.

C'est exactement ce processus que l'on observe dans le cas du *ghetto*. Fabrice ne s'est pas contenté d'occuper un terrain, il l'a construit de ses mains. Il a façonné lui-même les toilettes et le système d'évacuation, la cuisine et la chambre. Chaque élément du logement est le résultat d'un travail d'ajustement entre les besoins du couple, les ressources disponibles et les contraintes du lieu. Ingold observe que les environnements sont continuellement en construction tant que la vie se poursuit, et que les organismes eux-mêmes le sont aussi (Ingold, 2000, p.20). Le ghetto n'est finalement jamais achevé car il évolue au rythme des besoins, des moyens financiers et des nouvelles techniques de ses habitants. Il est au sens strict un processus en temps réel d'habiter. Des éléments viennent se greffer à ce "camp de fortune" petit à petit. Le premier aménagement réalisé a été le lieu de vie. Par la suite, Fabrice a progressivement construit plusieurs cabanons destinés à abriter le matériel agricole ainsi que le générateur. On trouve également un ancien enclos de petite taille, aujourd'hui inutilisé. Celui-ci a été remplacé par un enclos plus vaste, construit un peu plus loin sur le terrain afin d'accueillir un nombre plus important d'animaux et de

permettre la séparation des différentes espèces. Le lieu grandit et évolue avec le couple, avec le projet.

Cette lecture permet de dépasser l'opposition entre les deux lectures, qui sont celles en termes de privation et la lecture en termes de choix. Fabrice revendique une fierté à vivre dans un lieu qui lui appartient, qu'il a construit de ses mains. Mais il ne parle pas non plus de cet espace uniquement en termes de liberté. Comme je l'ai expliqué précédemment, le ghetto constitue à la fois le signe d'une marginalisation économique et l'expression d'une conquête. J'ai exposé que cette configuration repose sur un compromis permanent entre autonomie et contrainte. L'autonomie recherchée, notamment à travers l'absence de loyer ou le refus de l'endettement classique, s'accompagne d'une forte dépendance aux conditions matérielles.

La perspective d'Ingold permet de comprendre que cette tension n'est pas une contradiction, mais la signature même de l'habiter authentique. Pour Ingold, l'environnement *"est relatif à l'être dont il est l'environnement"* (Ingold, 2000, p. 20). Son sens émerge de la relation que Fabrice et Emma entretiennent avec lui. Il se constitue au fil de leur expérience et se développe dans l'interaction entre eux et leur environnement. Le ghetto n'existe pas indépendamment de Fabrice, pas plus que Fabrice n'existerait tel quel sans le ghetto. L'un et l'autre se co-constituent dans un processus que Ingold, s'inspirant de Heidegger et de Merleau-Ponty, nomme précisément le dwelling.

L’un des apports principaux de cet ensemble d’éléments est que ça crée de véritables économies, ce qui est absolument nécessaire pour lancer un projet agricole. L’accès à un projet agricole et de construction conventionnel, notamment dans le cadre du financement FEADER, suppose de pouvoir avancer une part des coûts sur fonds propres tout en contractant un emprunt. Cela constitue un obstacle majeur pour des ménages disposant de faibles revenus. En ce sens, l’installation dans ce logement relève d’une adaptation aux contraintes et à des possibilités économiques restreintes. Ce sentiment d’autonomie n’efface pas la précarité de l’habitat, mais il en reconfigure le sens. Cette conquête se traduit également par une omniprésence sur le terrain. Il n’y a jamais “personne” sur les lieux, Fabrice et/ou Emma seront toujours présents, comme s’il fallait défendre ou protéger une zone revendiquée. Cette présence permanente sur le site n’est pas uniquement un choix organisationnel qui serait lié à la

surveillance des cultures. Cela aussi une forme d'appropriation progressive de l'espace qui dépasse la simple logique productive. En restant continuellement sur place, Fabrice et Emma inscrivent leur quotidien dans une relation directe au terrain. Les frontières entre lieu de vie, lieu de travail et lieu de projet s'effacent. Le logement, aussi précaire soit-il, devient le point d'ancrage d'une existence entièrement tournée vers la mise en œuvre du projet agricole.

Cette configuration produit cependant une forme d'isolement. Il y a d'abord un isolement géographique. Il n'y a pas de route ni de passage directement au niveau de la maison. L'habitation la plus proche est celle de son oncle, située environ 150 mètres plus bas. Sinon, il faut marcher entre 350 et 400 mètres par un sentier avant de rejoindre la première route et les premières maisons[35]. Ce chemin n'est pas vraiment évident à repérer ni à emprunter pour quelqu'un qui ne connaît pas les lieux. Il traverse surtout un sentier difficilement abordable en véhicule qui mène au couple et à leur activité. Si on ne connaît pas, il n'y a pas de raison d'y aller, de s'y engager spontanément.

Le second type d'isolement est d'ordre social. La faible fréquentation du lieu par des personnes extérieures, combinée à un investissement quotidien presque entièrement tourné vers l'activité agricole, limite fortement les occasions d'interactions sociales. Les journées sont organisées autour des travaux sur l'exploitation. Cela va de l'entretien du terrain, aux récoltes ou aux tâches domestiques. Ce qui laisse peu de place à une vie sociale étendue en dehors du cercle familial.

Cet isolement révèle toutefois une ambivalence. D'un côté Fabrice et Emma évoquent régulièrement le plaisir qu'ils ont de vivre dans cet environnement isolé. Ils apprécient le calme et l'absence de voisinage immédiat. Cette tranquillité fait partie des qualités qu'ils attribuent à leur lieu de vie et qui constitue un véritable confort. D'un autre côté les moments qui les conduisent à quitter l'exploitation montrent une réalité plus nuancée. Lors des livraisons ou des journées de vente sur le marché de Ducos, Fabrice manifeste presque systématiquement son plaisir à retrouver d'autres personnes. Il prend le temps d'échanger, de plaisanter et de discuter avec les clients, les autres producteurs ou de simples connaissances. Ces interactions me donnent l'impression que cela casse cette routine rythmée par le travail agricole, et donc qu'elles constituent

[35] Note de terrain, 14 octobre 2025.

des moments qu'il apprécie particulièrement. Ce sont les moments où je le trouve le plus souriant, le plus enjoué. J'ai l'impression d'y voir une autre personne.

Cette tension laisse à réfléchir et à nuancer l'idée d'un isolement pleinement choisi. Si le couple revendique le calme de leur lieu de vie, les moments de joie intenses lors des sorties suggèrent que cet éloignement social n'est pas uniquement le fruit d'une préférence personnelle. Il apparaît également comme la conséquence de leur activité professionnelle et du lieu de leur habitation, qui réduisent de fait les possibilités de rencontres spontanées et d'échanges quotidiens. L'isolement est donc une condition de vie avec laquelle ils composent et à laquelle ils attribuent des significations parfois contradictoires.

Cet isolement contribue aussi à renforcer une forme d'entre-soi, où la vie quotidienne se structure autour d'un petit nombre de relations et d'obligations. L'espace domestique et l'espace professionnel ne sont plus véritablement distincts. Les gestes du quotidien comme se nourrir ou dormir se mêlent aux actions de l'activité professionnelle. C'est-à-dire entretenir les installations ou surveiller les cultures. Ils s'inscrivent dans une continuité fonctionnelle qui confère à l'ensemble de ces activités une cohérence interne, mais aussi une certaine intensité. Le temps n'est pas segmenté selon les rythmes habituels du salariat ou de la vie urbaine car il est absorbé par les nécessités du projet, qui dictent une disponibilité quasi permanente.

Cette forme d'organisation repose ainsi sur un compromis permanent entre autonomie et contrainte. L'autonomie revendiquée à travers l'absence de loyer ou le refus de l'endettement classique, s'accompagne d'une forte dépendance aux conditions matérielles du lieu et à l'énergie personnelle investie pour le maintenir. Le *ghetto* n'est pas un simple refuge qui fonctionne comme un dispositif hybride. Il est à la fois l'outil de production, l'espace de vie et le support d'un projet d'indépendance économique encore fragile.

Le lieu de ce logement sur les hauteurs n'est pas anodin. S'il offre une vue spectaculaire sur le territoire environnant, il renvoie aussi à une distribution inégale des espaces habitables et cultivables. Les terrains les plus escarpés, les plus difficiles à rendre viables ou à mécaniser apparaissent comme les seuls accessibles à ceux qui ne disposent ni du capital foncier ni des ressources suffisantes pour acquérir des parcelles plus favorables. À l'inverse les plaines sont plus facilement accessibles et

plus aisément exploitables. Elles concentrent davantage de valeur et sont réservées à ceux qui peuvent en supporter le coût.

Dès lors, le relief ne constitue pas seulement une donnée topographique car il participe à un ordre social. Les hauteurs et les sols difficiles imposent des formes spécifiques d'engagement physique. Il faut monter les pentes escarpées, porter des outils et la production, défricher. Il est difficile d'ignorer les contraintes d'un terrain qui résiste en permanence à l'installation. Habiter et travailler ces espaces implique ainsi une mobilisation intense du corps, qui n'est pas demandée avec la même intensité sur des terres plus planes et mieux aménagées. Le territoire distribue inégalement non seulement les ressources foncières, mais aussi les efforts corporels nécessaires pour les rendre habitables et productives.

1.a. La famille

Le dernier élément qui me semble essentiel pour comprendre le projet agricole de Fabrice et Emma est la place qu'y occupe la famille. L'exploitation ne repose pas uniquement sur le travail du couple car elle s'inscrit dans un réseau de parenté qui participe, à différents degrés, au fonctionnement quotidien de l'activité.

Fabrice et Emma élèvent ensemble leur fils, Yssa, âgé de sept ans. Alors que nous récoltions des pommes-cannelles derrière le ghetto, notre discussion a progressivement dérivé vers la question de l'héritage et de ce que l'on peut transmettre à ses enfants lorsque les ressources matérielles et patrimoniales sont limitées[36]. C'est à cette occasion que Fabrice m'a confié qu'il aimerait voir son fils devenir agriculteur à son tour, car selon lui il n'y a rien de plus beau que de léguer des terres. À ses yeux, le travail de la terre relève d'un héritage familial, "c'est dans le sang". Cette formule renvoie à l'idée que les savoir-faire agricoles, le rapport à la terre et l'élevage constituent un patrimoine familial transmis de génération en génération. Dans son discours, chacun au sein de sa famille possède les compétences nécessaires pour cultiver une parcelle ou s'occuper des animaux. Cette conception dépasse d'ailleurs le seul cadre familial. Selon Fabrice, ces savoir-faire sont inscrits dans le sang des Martiniquais afrodescendants. Il évoque le marronnage comme un héritage toujours

[36] Note de terrain, jeudi 20 novembre 2025, fin d'après-midi.

vivant. Il s'agit d'une manière d'exprimer la continuité d'une mémoire collective, dans laquelle le rapport à la terre, l'autonomie et la capacité à vivre des ressources du territoire seraient hérités des ancêtres ayant résisté à l'esclavage. Ce discours n'est pas anodin, je l'ai retrouvé dans les paroles de multiples acteurs de terrain comme Claude, Amilcar, le président des JA. C'est un discours répandu.

Cette solidarité familiale se manifeste également dans l'organisation concrète du travail. Lors des journées consacrées à l'abattage des coqs ou des oies, Fabrice sollicite régulièrement sa tante ainsi que sa sœur. Elles travaillent dans une boucherie et donc elles sont particulièrement expérimentées pour ce type de tâches. Leur présence apporte une grande aide, cela permet d'accélérer le travail. Mais ces journées sont aussi des moments de sociabilité. Une fois les animaux préparés, le travail se prolonge autour d'un repas partagé et de longues discussions. En contrepartie de leur aide, chacune repart avec un animal entier, soit environ un kilo et demi à deux kilos de viande. Ce partage de nourriture est une forme de réciprocité, où l'entraide et le partage renforcent les liens familiaux tout en soutenant le fonctionnement de l'exploitation.

Le matin du dimanche 26 octobre 2025, elles sont venues pour la première fois durant mon temps de travail. Fabrice m'avait dit la veille lorsque nous étions au marché de Ducos, qu'il serait bien que je sois disponible le lendemain matin car il avait quelque chose à me montrer. Il n'en dit pas plus, il aime bien garder les mystères, ce n'est pas la première fois qu'il me fait ce visage joueur. Loin de savoir ce qu'il allait se passer, je m'y rends sereinement. À peine arrivé il me demande de le suivre vers les enclos, Emma nous suit également et elle emporte avec elle de la ficelle, ce qui me fait comprendre la suite des évènements. Une fois dans l'enclos, son odeur âcre vient chatouiller mes narines. Le sol est constitué de terre, d'excréments et d'une légère paille. Fabrice et Emma observent, et discutent de quelles bêtes seront choisies. Dans leur discussion, je comprends que Noël arrive bientôt et qu'il faut garder les meilleures bêtes, les plus grosses. Une fois le choix fait, Fabrice se précipite vers un coq. De ses deux mains il l'agrippe et le couche sur le côté gauche, les deux pattes allant donc vers l'extérieur droit. A ce moment-là, trois coqs viennent vers Fabrice et attaquent le coq au sol. Sur le moment j'ai ressenti une certaine peur car je pensais qu'ils attaquaient Fabrice, mais il m'a dit en rigolant qu'ils n'étaient pas très malins et qu'ils attaquaient le coq au sol pour assouvir la domination. Une fois le coq couché sur le côté, Fabrice saisit ses pattes et le retourne. Ensuite, Emma vient ficeler les deux pattes ensemble.

Elle vient vers moi, me tend le coq et m'explique que nous allons l'attacher près de l'ancien enclos. Ce que nous avons fait, et nous avons répété l'opération 7 fois ce jour-là. Emma avait préparé l'ensemble nécessaire, c'est-à-dire un billot improvisé avec une planche en plastique bleu et un fin piquet en bois pour abattre le coq. Une grande marmite d'eau bouillante infusée de thym afin d'y plonger les coqs, pour ensuite les déposer sur une table en plastique blanche et commencer le plumage. Sur cette même table sera faite la découpe, la pesée et la mise en paquet destinée à la livraison[37].

Figure 4 : la préparation des coqs



Source : Photographie personnelle, 26 octobre 2025

Ce matin-là, alors que nous avions abattu 2 coqs qui étaient suspendus à l'armature en bois de l'ancien enclos, la tante de Fabrice est arrivée avec sa sœur. Sans que personne ne leur ait réellement donné d'instructions, chacune s'est immédiatement saisie d'une tâche. La sœur plumait les volailles tandis que la mère s'occupait de les vider, sans qu'il soit nécessaire de répartir le travail. À leur arrivée elles ne m'ont presque pas adressé la parole. Mais une fois que j'ai proposé mon aide et que j'observais ce qu'elle faisait, elles se sont mises naturellement à m'expliquer chacune de leurs actions. La mère en particulier, m'expliquait comment vider le coq, quelle partie faire avec

[37] Note de terrain, dimanche 26 octobre 2025, matinée.

précaution pour ne gâter la viande (il s'agit d'une poche de bile verte qu'il ne faut pas percer[38].

Les gestes de la mère comme de la sœur semblaient presque machinaux, comme s'ils relevaient d'une habitude ancienne. À un moment, la tante a lancé en riant que Fabrice n'avait même plus besoin de parler pour qu'elles sachent ce qu'il fallait faire, qu'elle avait pris les commandes. Fabrice n'a pas relevé la remarque. Il s'est contenté d'esquisser un sourire à la fois râleur mais amusé, avant que celui-ci ne laisse place à un éclat de rire partagé, puis que chacun reprenne naturellement son activité[39]. Mon rôle consistait à enlever le plumage avec la sœur. À un moment, en voulant retirer les plumes trop rapidement, j'ai tiré avec trop de force et arraché un morceau de peau avec un peu de chair. La sœur de Fabrice m'a immédiatement lancé, en riant, de ne pas "massacrer le poulet", sous peine qu'il ne soit plus vendable. Elle a repris la volaille entre ses mains, l'a replongée une quinzaine de secondes dans la marmite d'eau chaude parfumée au thym, m'expliquant que cette étape permettait de dilater les pores et de faciliter le plumage. Elle m'a ensuite montré que j'avais commis mon erreur au niveau du croupion, une partie particulièrement souple et fragile. Elle m'a appris à saisir les plumes au plus près de leur base, à maintenir fermement le croupion de l'autre main et à exercer un mouvement sec[40].

Ces deux dames m'ont naturellement accepté et ont voulu me transmettre leur manière de faire. Elles me disaient en rigolant que lorsque je rentrerai au pays je serai capable moi aussi de le faire. Tout cela allait de soi. Une fois les animaux préparés, chacun s'est installé autour du repas, et les deux femmes sont reparties avec leur part de viande, comme une évidence qui prolongeait naturellement le travail accompli ensemble.

Les relations avec les parents de Fabrice participent également de cette continuité familiale. Nous leur rendions visite de temps à autre, toutes les 2-3 semaines. Sa mère restait plutôt discrète, tandis que son père cherchait systématiquement à engager la conversation avec moi, bien que je comprenne mal le créole. Malgré son âge avancé et ses difficultés à se déplacer, il tenait à maintenir cet échange. Fabrice m'expliquait

[38] *Ibid.*

[39] *Ibid.*

[40] *Ibid.*

que je pouvais lui répondre en français, son père comprenant bien la langue, même s'il continuait à s'exprimer exclusivement en créole. À mesure que je fréquentais les acteurs du monde agricole martiniquais, ma compréhension du Créole de l'île s'améliorait, cependant j'étais incapable d'entretenir une conversation. Fabrice venait souvent à ma rescousse pour me traduire ce que son père disait. Quand il était trop occupé ou trop loin, ces échanges se résumaient souvent à ce que je lui demande de répéter inlassablement ses propos, jusqu'à ce que nous finissions tous les deux par nous lasser et que le silence s'installe de lui-même.

Son choix de ne parler que créole révèle un attachement profond à sa langue et à ce qu'elle représente. Dans un contexte où le français est la langue héritée de la colonisation, et qu'elle a été longtemps associée au prestige social, continuer à parler créole est une manière d'affirmer une identité culturelle propre plutôt que d'adopter la langue dominante. Cette situation me plaçait dans une position particulière. Bien que je puisse répondre en français, je ne pouvais pas accéder entièrement à l'univers culturel que porte le créole martiniquais. Fanon rappelle "*un homme qui possède le langage possède par contrecoup le monde exprimé et impliqué par ce langage*[41]". Les difficultés que je rencontre à comprendre les propos du père de Fabrice ne relèvent pas uniquement d'un manque de compétence linguistique. Elles révèlent aussi les limites de mon accès à un ensemble de références, de façons de dire et de concevoir le monde qui s'expriment dans cette langue. La présence de Fabrice comme traducteur devient alors indispensable, faisant de lui un médiateur entre deux univers linguistiques et culturels. Il s'est lui-même construit entre ces deux univers. Il est Martiniquais, noir et il est marié à une Française, blanche. Il a vécu en métropole et en Martinique.

Fanon montre également que la hiérarchie entre le français et le créole est le produit de l'histoire coloniale. Et il souligne que dans certains milieux antillais, le créole a longtemps été dévalorisé au profit du français. Elle est la langue de l'administration, de l'école et de l'ascension sociale. Dans cette perspective, le maintien du créole dans les interactions quotidiennes peut aussi être compris comme une forme de résistance à cette hiérarchisation des langues. Sans que le père de Fabrice n'en fasse nécessairement une revendication explicite, il a vécu une autre époque. Il est possible

[41] Fanon, F. (1952). *Peau noire, masques blancs* (p. 14). Éditions du Seuil.

que son refus de passer au français participait de cette continuité, en donnant toute sa légitimité à la langue créole dans la “relation” que nous construisions.

Lorsque nous sommes rentrés à l'exploitation après que cette situation se soit produite pour la première fois, je suis resté perplexe et quelque peu mal à l'aise. J'ai demandé à Fabrice si j'avais fait quelque chose de mal ou si ces interactions avec son père étaient normales. Il s'est simplement contenté de me répondre que son père était âgé et qu’il appartient à une autre génération. Face à cette réponse brève, je n'ai pas insisté davantage, comprenant que Fabrice ne souhaitait pas forcément approfondir le sujet.

Enfin, les livraisons étaient souvent l'occasion de rendre visite à des amis et de la famille installés dans les alentours du Robert, à quelques kilomètres de l'exploitation. Les livraisons pouvaient donner lieu occasionnellement à des moments où les discussions s'allongeaient autour d'un verre de rhum ou d'un repas improvisé. Le travail agricole se transforme alors en support de rencontres familiales régulières. Il permet d’entretenir un réseau de solidarité qui déborde largement du cadre de l'exploitation elle-même.

À travers ces différentes situations, la famille m’est apparue comme une ressource essentielle dans leur projet agricole. Elle assure ici la transmission des savoir-faire, apporte une aide occasionnelle lors des travaux exigeants ou techniques. Elle facilite certaines activités et offre un soutien affectif dans un contexte fortement marqué par les incertitudes économiques. L'exploitation de Fabrice et Emma ne peut pas être comprise comme une entreprise strictement individuelle. Elle se situe dans un ensemble plus large de relations de parenté et de travail. En son sein, les compétences et les ressources circulent continuellement.

L’immersion auprès de Fabrice et Emma montre que les petites exploitations martiniquaises ne peuvent être réduites à leur seule dimension productive. Elles sont aussi des lieux où se fabriquent des formes d'habiter et de faire famille. Dans ces espaces les solidarités quotidiennes compensent en partie la précarité foncière, le manque de moyens matériels et l'incertitude économique. L'agriculture est aussi une manière d'organiser des relations sociales, où les savoirs, les ressources et le travail circulent au sein d'un réseau de proches. Toutefois, cette configuration ne peut résumer la diversité des formes que prennent les petites propriétés en Martinique. Si Fabrice et Emma incarnent une exploitation ancrée dans les solidarités familiales et la recherche

d'autonomie, d'autres parcours mettent en lumière des logiques différentes d'organisation du travail de rapport à la terre. C'est ce que permet d'observer le Potager des Mornes, où les enjeux de transmission, de collectif et de professionnalisation du maraîchage prennent une place centrale.

2. Le Potager des Mornes

Le Potager des Mornes est le lieu où j'ai passé le plus de temps au cours de mon terrain. C'est également là que j'ai noué une relation de confiance avec Jessy, qui a continué à m'accompagner bien au-delà de la période d'enquête. Comme je l'ai expliqué au début de ce mémoire, les premières semaines ont été éprouvantes tant sur plan social que physique. Il a d'abord fallu trouver ma place, mais aussi apprendre à composer avec les contraintes du travail agricole telles que la chaleur, l'effort physique, les insectes ou encore la transpiration.

Au fil des semaines ces difficultés n'ont pas disparu, mais mon rapport à elles s'est transformé. Le Potager des Mornes est devenu un espace d'apprentissage où j'ai progressivement acquis des manières de faire qui rendaient ce milieu moins contraignant. Ce changement ne relevait pas uniquement d'une meilleure condition physique. Il tenait aussi à une forme de familiarisation avec le lieu et les personnes qui l'organisent.

Le plaisir que j'ai fini par éprouver dans ce travail ne peut toutefois pas être compris comme une expérience strictement individuelle. Il est selon moi indissociable de la dimension collective qui l'a rendu possible. Les tâches étaient rarement réalisées seul. Elles se construisaient dans les conseils, les plaisanteries et la coordination des gestes. C'est dans cet effort partagé où plusieurs corps travaillent ensemble à une même tâche, que s'est progressivement construit un sentiment d'aisance avec le milieu. Cette expérience relevait d'un apprentissage collectif de la manière d'y habiter et d'y travailler.

2.a Apprendre le terrain par le corps

Mon premier contact avec le Potager des Mornes n'a pas été un choc intellectuel, mais un choc corporel. Dès le premier jour, Jessy et Delphine me confient une tâche en apparence simple qui est de préparer plusieurs planches de culture à la grelinette. Elles m'expliquent le geste. Il faut enfoncer l'outil dans la terre tous les quinze centimètres, tirer les deux manches vers soi pour soulever le sol, puis reculer d'un pas et recommencer. Chaque planche est travaillée en deux temps, d'abord un côté, puis l'autre, afin de ne pas piétiner la terre déjà ameublie. Les extrémités accueilleront de l'anis étoilé, tandis que le centre sera semé d'épinard gombo et de giraumon[42].

Nous sommes début octobre et la saison des pluies est théoriquement sur la fin. Il est 10h, et le soleil est déjà haut lorsque je commence. Une pluie est tombée dans la matinée et la terre argileuse retient encore l'humidité. Dès que j'appuie avec mon pied gauche sur la grelinette, mon pied d'appui s'enfonce dans le sol. À chaque mouvement, une nouvelle couche de terre colle à mes chaussures, puis remonte le long de mes mollets. La boue sèche rapidement sous la chaleur et mêlée à la transpiration, elle finit par irriter ma peau. Très vite, je cesse de prêter attention au magnifique lieu qui m'entoure, car toute mon attention est absorbée par le geste. Enfoncer l'outil, tirer sur les manches, retourner la terre, soulever la grelinette, reculer et recommencer. Le mouvement devient répétitif, presque hypnotique, mais demande une concentration constante. La planche semble ne jamais finir. Elle s'étire sur une vingtaine de mètres, et huit autres attendent encore sur cette parcelle. Pendant que je progresse lentement, Jessy avance quelques mètres derrière moi. Munie de ses gants, elle retire les mauvaises herbes et racines que la grelinette vient de faire remonter à la surface. Nous travaillons au même rythme, chacun dépendant du travail de l'autre[43].

Pour rompre le silence, Jessy me raconte que lorsqu'elle travaille seule, elle écoute des podcasts consacrés aux tueurs en série. Je lui réponds que je serais incapable d'en faire autant. L'effort, la chaleur et l'attention que me demande encore chaque mouvement occupent entièrement mon esprit. Elle rigole avant de me répondre que c'est normal

[42] Note de terrain, vendredi 03 octobre 2025, matinée.

[43] *Ibid.*

puisque je viens d'arriver. Elle en revanche, est là tous les jours[44]. À force de répétition, ses gestes sont devenus presque automatiques. Là où je dois encore penser chacun de mes mouvements, elle peut déjà laisser son esprit vagabonder ailleurs. Pourtant cette apparente automatisation ne signifie pas que son attention a disparu. Elle montre plutôt un déplacement de celle-ci. Là où je dois encore penser chaque étape du mouvement comme trouver le bon appui, enfoncer la grelinette à la bonne profondeur ou maintenir mon équilibre, Jessy n'a plus besoin de mobiliser consciemment chacune de ces étapes. Son attention peut alors se déplacer vers autre chose comme le podcast qu'elle écoute, la conversation que nous entretenons ou encore mes propres gestes, tout en restant attentive aux exigences de sa propre tâche.

La différence entre Jessy et moi ne tient donc pas uniquement à une question d'expérience ou d'endurance physique. Elle révèle deux manières différentes d'habiter une même activité. Pour moi la grelinette reste encore un objet extérieur que je dois apprendre à maîtriser. Pour Jessy, elle s'inscrit déjà dans une continuité corporelle faite de gestes répétés, d'ajustements et d'anticipations. Son corps sait d'une certaine manière ce que la situation exige avant même qu'elle ait besoin de le conscientiser.

Cette scène peut être éclairée selon moi par la notion de "technique du corps" développée par Marcel Mauss. Pour lui, les manières de se servir de son corps ne relèvent pas simplement d'une disposition naturelle ou d'une aptitude individuelle. Elles sont acquises, façonnées et transmises dans des contextes sociaux précis. Le corps n'est donc pas seulement l'instrument qui permet d'agir car il est aussi ce qui est progressivement transformé par l'action (Mauss, 1934). À la grelinette, mon corps apprend une nouvelle manière de prendre appui, de répartir son effort, de maintenir son équilibre et de progresser dans l'espace.

Cependant ce que j'apprends ne se limite pas à une série de gestes techniques. Comme le montre Nicolas Adell, les savoirs pratiques ne prennent pas seulement la forme de connaissances explicites que l'on pourrait transmettre par des explications. Ils se développent par la répétition et l'observation, jusqu'à devenir des savoirs incorporés (Adell, 2011). Même si Jessy m'explique comment utiliser la grelinette, et me le montre. Elle ne peut pas poser des mots sur tout ce qui guide son geste. C'est difficile

[44] *Ibid.*

de décrire entièrement la manière de ressentir la résistance du sol ou d'ajuster son effort.

L'apprentissage ne se produit pas dans le discours, mais dans la participation. Lorsque Jessy me montre comment préparer une planche, elle m'apporte des indications concrètes. Mais c'est en travaillant à ses côtés, en expérimentant de moi-même, en observant son rythme et en essayant de coordonner mon mouvement avec le sien que j'entre progressivement dans cette pratique. Cet apprentissage dépasse la question de la technique agricole, j'apprends une manière de travailler avec les autres. La préparation de la planche n'est pas une succession de tâches individuelles réalisées côte à côte. Nos gestes forment une continuité : je retourne la terre, Jessy intervient derrière moi, retire les herbes et prépare la suite du travail. Mon action crée les conditions de la sienne, et inversement. Le travail agricole se dévoile être ainsi comme une activité collective dans laquelle les compétences se construisent aussi dans la relation entre les personnes.

Tim Ingold permet de prolonger cette réflexion en montrant que l'habileté ne réside jamais uniquement dans le corps ou dans l'outil pris séparément. Elle se construit dans la relation entre un praticien, des matériaux et un environnement (Ingold, 2000, p. 291). La compétence agricole n'est pas contenue dans la grelinette elle-même, ni seulement dans les capacités physiques de celui qui la manipule. Elle se dévoile dans l'ajustement permanent entre le corps, l'outil et la terre. La résistance du sol, l'humidité laissée par la pluie, la présence des racines ou encore la fatigue du corps participent toutes à la manière dont le geste se construit. Ce qui m'apparaissait d'abord comme une répétition mécanique semble alors être un processus d'apprentissage continu. Dès lors, le geste expérimenté n'est pas un geste sans attention, c'est un geste où l'attention s'est transformée. Elle n'est plus concentrée sur chaque étape du mouvement, mais intégrée dans une capacité à répondre rapidement aux variations de la situation.

Tout ce processus à la fois mental et corporel crée en quelque sorte les conditions de mon intégration au Potager des Mornes. J'y prends en partie place parce que Jessy me parle de son quotidien ou parce qu'elle partage avec moi son expérience. Mais surtout, je commence à appartenir à cet espace lorsque mon travail devient une partie d'une activité collective, lorsque mon geste entre dans un rythme commun et lorsque je

comprends que ma tâche n'existe qu'en relation avec celle des autres. Que ce soit dans la préparation des planches, la récolte, le nettoyage. Chaque activité s'est faite en groupe.

Le terrain n'est donc pas seulement un lieu que j'observe, il devient un environnement dans lequel j'apprends à agir. Avant de comprendre pleinement les logiques du potager, il m'a fallu apprendre à y travailler. Et cette connaissance ne passe pas uniquement par les mots, mais par les sensations, les efforts, les gestes répétés et la coordination avec les autres. Le Potager des Mornes s'est ainsi rendu accessible à travers une expérience du corps. Mes mains, mes pieds et ma fatigue sont devenus des instruments de compréhension du monde social dont je m'imprègne.

2.b Travailler sans machine, la débrouille comme condition ordinaire du travail.

Après plusieurs semaines passées à préparer les planches, retourner la terre et désherber à la main, une question finit par s'imposer à moi. À force de sentir la résistance du sol dans mes bras et le poids de la grelinette dans mes épaules, je demande à Jessy presque spontanément : *Pourquoi vous n'utilisez pas des machines ?*

Elle s'arrête un instant et me regarde en souriant comme si la réponse allait de soi. Ça coûte cher, me répond-elle. Nous étions chacun en train de retourner la terre à l'aide d'une houe de chaque côté d'une planche sur laquelle nous travaillons. Et il suffisait d'observer autour de soi, pour comprendre la deuxième raison. Le terrain est en pente, les planches sont étroites, les arbres fruitiers, les haies et les cultures s'entremêlent. Les machines ne passent pas partout. Elle ajoute à cela d'un ton plus agacé qu'elles avaient pourtant déjà essayé de s'équiper. Une débroussailleuse avait été achetée quelques mois auparavant. Mais la machine tombait régulièrement en panne. À chaque fois il fallait la rapporter au magasin "Jardi Pro". Jessy désigne celui-ci comme un magasin de Béké, expliquant qu'ils (les Békés) détiennent pratiquement le monopole du matériel agricole sur l'île. Selon elle, malgré la garantie le vendeur refusait de remplacer l'appareil ou de le rembourser. Les réparations étaient réalisées, mais la machine revenait toujours avec un nouveau problème. Au bout de plusieurs allers-

retours, elles avaient fini par abandonner l'idée de compter sur cet équipement qui leur avait pourtant coûté cher[45].

Jessy souligne également un autre aspect qu'elle juge important, la qualité et surtout l'adaptation du matériel disponible. Selon elle, la plupart des équipements vendus en Martinique sont importés de France métropolitaine, et ont été conçus pour des conditions de travail européennes. Or, ces appareils résistent mal aux réalités du milieu martiniquais. L'humidité permanente, les embruns marins, le sable, la chaleur ou encore les terrains pentus et accidentés qui accélèrent leur usure et multiplient les pannes. D'après Jessy le problème ne vient pas seulement de la qualité des machines, mais dans leur inadaptation avec les conditions locales de production. Elle ajoute que les principaux fournisseurs de matériel agricole de l'île sont des magasins qui appartiennent aux Békés, qui eux entretiennent des partenariats commerciaux avec des fabricants de métropole[46]. Les agriculteurs ont donc une offre orientée vers ces équipements importés, sans véritable possibilité de choisir du matériel conçu pour les conditions tropicales. De plus, comme je l'ai expliqué dans la deuxième partie, les terres historiquement détenues par les Békés correspondent principalement aux plaines côtières, où s'est développée une agriculture de plantation. Le matériel nécessaire pour faire fonctionner ces grandes exploitations diffère complètement de celui des maraîchers installés dans les mornes. Les infrastructures nécessaires à la monoculture d'exportation ne sont pas celles d'une exploitation maraîchère de petite taille. Ce sont deux formes d'agriculture qui répondent à des logiques de production distinctes, et qui font face à des contraintes tout aussi différentes. De plus, elles ne disposent pas des mêmes ressources économiques ni des mêmes capacités d'investissement.

Ce problème rejoint la réflexion développée par Alain Gras dans "*Le choix du feu"*. Selon lui, l'idéal de la modernité technique repose sur un modèle thermo-industriel qui promet de libérer le travail humain grâce à la puissance des machines. Mais cette promesse a pour contrepartie une dépendance croissante à des réseaux techniques, industriels et commerciaux extérieurs. Les machines ne sont jamais réellement des

[45] Note de terrain, mercredi 29 octobre 2025, 9h30.

[46] *Ibid.*

objets autonomes. Elles supposent un accès à des pièces détachées, à des fournisseurs, à des infrastructures énergétiques et à des espaces adaptés à leur fonctionnement. L'autonomie promise par la mécanisation s'accompagne ainsi d'une nouvelle forme de dépendance (Gras, 2007).

Je demande alors à Jessy comment font-elles lorsqu'il n'y a pas de machine ou lorsque celle-ci ne fonctionne plus. Jessy hausse les épaules avant de reprendre son travail. Sans s'interrompre, elle me répond "*on se débrouille*". Sur le moment, la formule me paraît normale, on se débrouille tous. Pourtant, au fil du terrain je réalise qu'elle revient régulièrement dans les conversations et qu'elle désigne plus qu'une simple capacité d'improvisation. Elle résume un quotidien marqué par la nécessité de s'adapter constamment aux pannes, aux contraintes matérielles, au manque de moyens et à l'absence d'équipements adéquats. Cette résilience observée devient une réponse à cette vulnérabilité. Réparer plutôt que remplacer, récupérer des matériaux, détourner certains objets de leur fonction initiale. Ces pratiques permettent aussi de maintenir l'activité lorsque les réseaux techniques et commerciaux dont dépend la mécanisation deviennent momentanément inaccessibles.

Le potager donne à voir très concrètement cette tension entre cette technique standardisée et le milieu local. Ce n'est pas seulement le coût des équipements qui limite leur usage, mais leur inadéquation avec les caractéristiques écologiques du lieu. Là où le modèle technique décrit par Gras tend à uniformiser les espaces afin de les rendre compatibles avec les machines (Gras, 2007, p. 62), le Potager des Mornes fonctionne dans un environnement qui résiste à cette standardisation. Certains facteurs comme le relief, la diversité des cultures, ou encore les contraintes climatiques rendent les équipements industriels inefficaces, voire contre-productifs. La débroussailleuse qui était censée réduire la pénibilité du travail, est finalement devenue une source supplémentaire de problèmes. Et plutôt que d'abandonner ou de plonger dans le matériel inefficace, les membres du Potager des Mornes développent d'autres solutions. C'est au travers de ces pratiques ordinaires de réparation, de récupération et de réutilisation que la débrouille prend tout son sens.

Cette logique de "débrouille" ne se limite pas à quelques épisodes exceptionnels. Elle se rapporte à l'ensemble du fonctionnement du Potager des Mornes. En observant le lieu, je réalise que presque aucun équipement n'est utilisé tel qu'il a été acheté. L'eau

d'irrigation provient soit de la récupération des eaux de pluie, soit de la rivière qui borde naturellement le terrain. Depuis la remise en état de la pompe à eau par Claude, cette rivière qui délimite naturellement le terrain constitue une ressource quotidienne qui permet d'éviter une partie des dépenses liées au réseau d'eau potable. La pompe elle-même est régulièrement entretenue, démontée et réparée lorsque de nouvelles pannes apparaissent[47].

Les semis sont réalisés sur des plaques de plastique bleu récupérées, découpées puis réutilisées comme supports. Le cadre en bois servant à confectionner les planches de semis est un assemblage fabriqué à la main, renforcé à plusieurs reprises et dont les fixations semblent toujours provisoires[48]. En parcourant le potager, je constate que peu d'objets sont véritablement “finis”. Chacun porte les traces de réparations successives, d'ajustements ou de réemplois. Que ce soit dans les clôtures ou encore les outils, le potager apparaît comme un espace continuellement fabriqué et entretenu par celles et ceux qui y travaillent.

Dans cette perspective, la question que je posais au début de ma présence sur ces lieux – *pourquoi ne pas utiliser davantage de machines ?* – perd progressivement de sa pertinence. Ma première interprétation était d’associer spontanément l'absence de mécanisation à un manque ou à un retard financier ou technique. C’est également la raison invoquée en premier par Jessy. Pourtant l'observation quotidienne m’a conduit à déplacer le problème. Les contraintes du terrain, le coût du matériel, les difficultés de réparation et la dépendance vis-à-vis de fournisseurs peu accessibles limitent fortement l'intérêt de certains équipements. La débroussailleuse achetée quelques mois auparavant en est l'illustration. Elle était censée alléger le travail, elle est rapidement devenue une source supplémentaire de problèmes.

Peu à peu je comprends donc que l'autonomie recherchée au Potager des Mornes ne se construit pas prioritairement par l'accumulation d'équipements. Elle repose davantage sur la capacité à faire durer les objets et à détourner leurs usages. Et donc naturellement, à réparer ce qui peut l'être et à mobiliser les ressources disponibles

[47] Note de terrain, 24 novembre 2025, midi.

[48] Note de terrain, 15 octobre 2025, 8h.

autour de soi. Les solutions émergent rarement d'un achat. Elles passent plus souvent par Claude qui remet une pompe en état, par un voisin qui prête un outil, par un ami qui connaît une pièce compatible ou par la récupération d'un matériau destiné à un autre usage.

L'autonomie prend alors un sens différent de celui que j'avais initialement en tête. Elle ne consiste pas à produire seul, ni à posséder l'ensemble des moyens techniques nécessaires au travail agricole. Elle se construit dans un ensemble de relations de proximité, de compétences de réparation et de circulations d'objets qui permettent au potager de continuer à fonctionner malgré les contraintes matérielles. Ce que Jessy résumait d'un simple “on se débrouille” désigne selon moi finalement une manière d'habiter l'incertitude, où la continuité de la production ne dépend pas de la mécanisation mais de la capacité collective à composer avec les ressources disponibles. “On se débrouille” dans ce contexte, c’est finalement être autonome.

La débrouillardise n’apparaît pas uniquement dans les objets, les outils ou les infrastructures du potager. Elle apparaît aussi comme une condition même de l'entrée dans le métier. Une fin de matinée de novembre, alors que nous récoltons les fleurs de pois bleu sous une chaleur déjà pesante, Jessy revient sur les débuts du Potager des Mornes. En cueillant les fleurs une à une, elle m'explique que pour deux femmes souhaitant devenir agricultrices en Martinique ce n’est pas facile. Comme la majorité des agriculteurs et agricultrices il est difficile de trouver des terres, de financer le projet ou d'apprendre les techniques agricoles. Mais en tant que femmes, il a également fallu composer avec les réactions que leur présence suscitait. Elle m’explique avoir entendu toutes les remarques machistes possibles et imaginables, que ce soit de la part de parfaits inconnus, ou de membres de leur propre famille. Dans un univers qu'elle décrit comme largement masculin, observer deux femmes porter seules un projet agricole étonne et suscite parfois des commentaires ouvertement dévalorisants de la part d’hommes mais également d’autres femmes[49].

En remplissant lentement son panier de fleurs de pois bleu, Jessy se met à rire. Elle me lance que cette scène est exactement l'image que les gens se font d'une femme dans

[49] Note de terrain, 21 novembre 2025, midi.

l'agriculture[50]. La récolte délicate des fleurs contraste avec les travaux plus physiques auxquels nous avons participé durant la journée. Son rire n'efface pas la remarque. Il souligne au contraire les représentations genrées qui continuent d'associer les femmes aux tâches les plus minutieuses ou les plus douces, tandis que les travaux jugés plus pénibles restent spontanément perçus comme masculins.

Pourtant lorsqu'elle raconte cette période, Jessy ne s'attarde pas sur ces difficultés. Elle conclut simplement qu'elles se sont débrouillées. Cette formule revient une nouvelle fois, mais elle prend ici un sens différent. Elle ne désigne plus seulement la capacité à réparer une pompe ou à fabriquer un outil avec des matériaux de récupération. Elle renvoie à la manière dont elles ont construit leurs compétences en l'absence de parcours tout tracé. Elles ont appris en cherchant des informations sur Internet, en expérimentant directement sur leurs parcelles et en observant les résultats de leurs essais. Mais aussi grâce aux conseils de Claude, de certains membres de leur famille, de voisins ou d'autres producteurs rencontrés au fil du temps.

L'apprentissage est comme un processus collectif et dispersé, nourri par une multitude de relations plutôt que par une formation unique ou une transmission institutionnelle. Là encore, "se débrouiller" ne signifie pas agir seul. Au contraire, cette autonomie s'est construite en mobilisant des ressources variées, humaines autant que matérielles. Ce que Jessy présente comme de la débrouille correspond finalement aussi à une capacité à tisser des liens, à solliciter des savoirs différents et à apprendre progressivement en faisant avec les ressources disponibles.

Pour conclure cette partie, je dirai que ces observations montrent que la débrouille occupe une place particulièrement palpable dans le fonctionnement des petites exploitations comme le Potager des Mornes ou celle de Fabrice et Emma. La taille des parcelles, la diversité des cultures, les contraintes topographiques, mais aussi des formes d'organisation du travail qui reposent principalement sur le travail des exploitants eux-mêmes, rendent plus manifestes ces pratiques quotidiennes d'adaptation. Cependant, dans les grandes exploitations de monoculture, la débrouille ne disparaît pas pour autant. Elle prend simplement des formes moins immédiatement perceptibles. Les échelles de production, la spécialisation des tâches ou encore la place

[50] *Ibid.*

plus centrale de la mécanisation déplacent l'attention vers d'autres dimensions de l'organisation du travail. La débrouille continue d'exister en s'inscrivant dans des configurations techniques et économiques différentes. Ce n'est donc pas son absence qui distingue ces deux types d'exploitation, mais la manière dont les conditions de production rendent cette logique plus ou moins visible et structurante dans les pratiques quotidiennes.

3. Pourquoi les jeunes agriculteurs et agricultrices peinent à s'installer ?

Au cours de mon terrain, la question du renouvellement générationnel n'a jamais été abordée frontalement comme un problème de jeunesse. Très peu de mes interlocuteurs ont affirmé que les jeunes ne veulent plus travailler. Bien souvent les discussions revenaient sur les difficultés d'installation, d'accès au foncier ou encore sur les obstacles administratifs. La crise du renouvellement est en réalité une crise des conditions permettant de devenir agriculteur.

En Martinique, la DAAF identifie le renouvellement des générations comme l'un des principaux défis de l'agriculture de l'île. Les concertations qui ont été menées dans le cadre du Pacte et de la Loi d'orientation et d'avenir agricoles, expliquent que près d'un tiers des chefs d'exploitation partiront à la retraite dans les années qui suivent, alors que moins d'un tiers des exploitations concernées disposent déjà d'un repreneur identifié. Le document montre que les principales difficultés concernent l'accès au foncier, l'attractivité du métier et les difficultés d'organisation des exploitations. Il rappelle que si 70 % des exploitations martiniquaises font moins de cinq hectares, ce sont précisément ces petites structures qui disparaissent le plus rapidement (DAAF Martinique, 2023, p. 5). Alors même que la quasi-totalité des nouvelles installations concernent également des exploitations de cette taille.

Ces constats, lorsqu'ils sont mis en regard des trajectoires individuelles que j'ai rencontrées durant mon terrain deviennent très concret. Le président des Jeunes Agriculteurs de Martinique, Jerrick Venitus, résume son propre parcours d'installation en quelques chiffres. Il me dit avoir attendu près de dix ans avant de trouver une parcelle susceptible d'accueillir son projet d'élevage, puis encore quatre années supplémentaires afin que son dossier administratif aboutisse et que les financements

européens soient enfin débloqués. Et pendant tout ce temps, aucune production n'est possible. Avant même de pouvoir élever son premier animal, il faut trouver un terrain, identifier les propriétaires, obtenir les autorisations, déposer les dossiers, patienter pendant leur instruction puis commander un matériel qui n'est parfois toujours pas livré plusieurs mois après son financement[51].

À ces premières difficultés s'ajoute celle de la remise en état des terrains disponibles. Les rares parcelles accessibles sont souvent enclavées sur le terrain d'autres personnes, ou bien envahies par la végétation. Jerrick explique avoir dû louer lui-même une mini-pelle afin de créer un accès. Il fallait encore déplacer par la suite les gravats et rendre le terrain simplement praticable. Avant même de produire, l'installation impose des investissements importants, auxquels viennent s'ajouter les contraintes liées à un matériel souvent mal adapté aux conditions tropicales. L'humidité accélère les pannes et augmente les coûts d'entretien. Les premières années d'installation poussent beaucoup de jeunes agriculteurs à abandonner.

Son récit rejoint les observations réalisées auprès de Fabrice. Là aussi une part considérable du travail ne consiste pas à produire des légumes, mais à rendre la terre cultivable. Il faut ouvrir des chemins, aménager des accès, construire un lieu d'habitation, réparer les infrastructures et y installer progressivement les équipements nécessaires. Le travail agricole commence bien avant les premières récoltes.

Le foncier constitue cependant l'obstacle le plus récurrent. Lorsque j'interroge le président des Jeunes Agriculteurs sur les raisons expliquant ces dix années d'attente, il m'explique que de nombreux terrains sont inutilisés parce que leurs propriétaires sont décédés depuis plusieurs générations ou parce que les successions n'ont jamais été réglées. D'autres propriétaires préfèrent conserver leurs parcelles dans l'attente d'un éventuel déclassement en terrain constructible, beaucoup plus rentable qu'une location agricole. Pour les candidats à l'installation, cette situation signifie qu'il existe parfois des terres disponibles physiquement, mais inaccessibles juridiquement ou économiquement. De nombreux jeunes finissent alors par abandonner leur projet et s'orientent vers une autre profession.

[51] Note de terrain, 28 novembre 2025.

Claude dresse un constat très proche. Fort de plusieurs décennies d'expérience, il explique[52] (GFA) afin d'éviter que les terres ne soient fragmentées lors des successions familiales.

"C : Et donc nous avons mis en place, j'ai mis en place un GFA. Groupement foncier agricole. Qui fait que j'ai pu faire, j'ai pu bénéficier de l'apport financier de sociétaires. Qui m'a permis d'acheter le foncier. Qui nous a permis, groupés, d'acheter le foncier. Et bien entendu, quelques dizaines d'années, enfin une dizaine d'années après, mon épouse et moi, on pouvait racheter toutes les parts. Donc voilà. Donc aujourd'hui, on a gardé le type de société GFA. Puisque ça facilite les choses. Parce qu'il faut penser bien loin. Héritage, enfants, machin, bon voilà. Nous sommes un couple reconstitué. Donc le système de GFA convient tout à fait dans le cas d'indivision des terres.

K : Ok, pourquoi ça ?

C : Parce que personne ne peut venir et dire, je veux ma part de terre. Tu peux avoir ta part, mais financièrement. Donc tu es sociétaire du GFA, tu veux partir, tu veux sortir. Tu ne vas pas dire, ça c'est ma parcelle, je prends. Non. On va te payer par rapport à la quantité de parts que tu possèdes dans la suite des actions.

K : Ok, d'accord. Et du coup ça, en cas de conflit ou ce genre de choses, dans les générations futures vous êtes tranquille ?

C : On est tranquille. Et la terre restera agricole, la terre restera indivisée

K : Et du coup tout à l'heure, on parlait justement de ces problèmes d'indivision, qui font que plein de terres en Martinique sont laissées à l'abandon, etc. Et là ici, ça ne peut pas se réaliser, c'est la GFA qui protège de ce genre de choses c'est bien ça ?

C : Non, ça ne peut pas se réaliser. Parce que tu n'as droit à quoi que ce soit de physique en termes d'offensive. Oui, oui. Seulement droit aux finances."[53]

Selon lui l'indivision est l'un des principaux freins au maintien d'une agriculture active en Martinique. Les parcelles restent parfois des années sans être cultivées, faute d'accord entre les héritiers. À cela s'ajoute le fait que d'autres disparaissent progressivement sous la pression de l'urbanisation. Durant son engagement à la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER), il m'explique avoir constamment défendu une conception de la terre comme outil de travail plutôt que

[52] Un GFA est une société civile spéciale qui permet de posséder et de gérer des terres ou des bâtiments agricoles à plusieurs. Il sert à séparer la propriété des terres de l'action de les cultiver.

[53] Entretien avec Claude, 1er décembre. (Voir annexe 3, p. 125)

comme objet de spéculation. Il estime que la vocation première du sol, devait rester agricole.

Ce qui apparaît au fil de ces différents entretiens c'est que le renouvellement générationnel ne dépend pas uniquement de la volonté des jeunes de devenir agriculteurs. Il dépend tout autant de la possibilité concrètes d'accéder à une terre, de financer une installation et de construire progressivement une activité économiquement viable. Cette idée rejoint les observations formulées par Ben White (2015), qui invite à déplacer le regard. Plutôt que de s'interroger uniquement sur les raisons pour lesquelles les jeunes quittent l'agriculture, il propose d'étudier les trajectoires de ceux qui tentent d'y entrer et les obstacles qu'ils rencontrent. Le problème ne réside pas seulement dans un déficit de vocation, mais dans les conditions sociales, économiques et foncières qui rendent cette entrée particulièrement difficile.

Pour autant, les acteurs rencontrés ne se contentent pas de constater cette situation. Ils cherchent également à élaborer des réponses collectives. Le président des Jeunes Agriculteurs évoque ainsi la création d'une coopérative d'utilisation de matériel agricole (CUMA)[54] afin de mutualiser le matériel agricole, mais également la mise en place de ”coups de main“ entre jeunes exploitants. L'idée consiste à réunir plusieurs agriculteurs pendant une journée afin d'aider l'un d'entre eux à s’occuper d’un terrain, l’aider dans des domaines où il serait incapable d'assumer seul. Au-delà du gain de temps, cette initiative répond aussi à l'isolement du métier. Elle permet de partager des savoir-faire, d'échanger des conseils et de réduire une partie des coûts liés à l'installation.

J'y retrouve des logiques déjà observées ailleurs sur mon terrain. Au Potager des Mornes, Jessy et Delphine accueillent régulièrement des stagiaires ou des bénévoles qui participent au travail quotidien tout en découvrant le métier. Ils ne sont pas payés, mais ils apprennent le métier. Chez Fabrice, les proches viennent régulièrement prêter main-forte lors des travaux les plus lourds. Quant au marché de Manrina, il cherche précisément à créer des débouchés économiques permettant aux producteurs de mieux valoriser leurs récoltes. Comme Enzo l’explique, son projet est né de la conviction que

[54] Une *CUMA* est une société coopérative où des agriculteurs se regroupent pour acheter et partager des machines, des bâtiments ou de la main-d’œuvre. Ce système permet de réduire les coûts d'achat et d'entretien du matériel tout en accédant à des équipements performants.

la production agricole constitue l'une des principales richesses de la Martinique et qu'il fallait construire un modèle économique susceptible de mieux rémunérer les producteurs afin de rendre leur activité durable[55].

Ces différentes initiatives ne vont évidemment pas résoudre les difficultés structurelles liées au foncier. Elles montrent cependant qu'il y a une volonté de créer localement les conditions permettant au métier de perdurer. La question du renouvellement générationnel ne se joue pas uniquement dans les politiques publiques ou les dispositifs d'aide à l'installation. Elle se construit aussi dans ces formes ordinaires de solidarité et de coopération qui cherchent, à leur échelle, à rendre possible l'entrée de nouveaux agriculteurs dans un secteur où les obstacles sont nombreux.

4. Le marché de Ducos et Manrina

Le marché de Ducos occupe une place particulière dans mon enquête. Il est à la fois le lieu où tout a commencé et celui où le terrain s'est terminé. Mes derniers échanges avec les personnes rencontrées au cours de cette recherche ont eu lieu le samedi 20 décembre, à l'occasion d'une édition spéciale organisée pour les fêtes de Noël. J'avais pourtant déjà fait mes adieux quelques jours auparavant à Fabrice, Emma ainsi qu'à l'ensemble de l'équipe du Potager des Mornes. Ce marché nous a néanmoins offert une dernière occasion de nous retrouver avant mon départ.

C'est également dans ce lieu que j'ai rencontré, pour la première fois, Fabrice, Jessy, Amilcar et de nombreux autres acteurs qui ont progressivement constitué mon terrain. Clore cette partie consacrée aux différentes exploitations par le marché de Ducos me paraît donc essentiel. Il est plus qu'un simple espace de vente, il constitue selon moi le point de rencontre de trajectoires, d'expériences et d'engagements qui, sans lui, ne se seraient peut-être jamais croisés.

On y retrouve aussi bien cette femme qui confectionne ses sirops à partir de fleurs comestibles cultivées dans le jardin laissé vacant par ses parents, que Richard maraîcher à la tête de quatre hectares de cultures, dont l'étal est l'un des plus fournis du marché. Enzo, jeune citoyen engagé dans la valorisation des produits martiniquais

[55] Entretien avec Enzo, 11 novembre 2025.

et de la terre de l'île, y côtoie Amilcar de Vassoigne et Rodrigue Petitot, qui investissent ce même espace comme une tribune politique où diffuser leurs idées et échanger avec les visiteurs. Ces profils aux parcours et aux pratiques parfois très différents, se retrouvent chaque semaine dans un même lieu. Ils font de ce marché bien plus qu'un espace marchand. C'est un espace de mise en relation où s'articulent activités économiques, engagements militants, sociabilités locales et visions parfois concurrentes de l'avenir de la Martinique.

4.a Manrina

Avant d'expliquer plus en détail ce qu'est le marché de Ducos, je dois expliquer ce qu'est Manrina car c'est autour de ce projet que tout ça se structure. Manrina est un projet né en 2019 à l'initiative d'Enzo Renard. Il m'a accueilli dans les bureaux de sa société au Lamentin, qui sont en réalité le sous-sol de sa maison. C'est un homme très calme, il est martiniquais, au début de la trentaine. Il porte de longues dreadlocks coiffées en chignon, il est habillé simplement mais il semble toujours très soigné et bien apprêté.

Enzo m'explique qu'après trois années passées à pratiquer l'agriculture et à côtoyer les difficultés quotidiennes des petits producteurs. Il a alors pris conscience que la principale richesse de l'île réside dans sa production locale, mais que celle-ci souffre d'un manque de débouchés et d'une forte dépendance aux circuits de distribution traditionnels. Il s'est alors imaginé un outil numérique capable de mettre directement en relation producteurs et consommateurs. L'objectif est de réduire les intermédiaires tout en garantissant une rémunération favorable aux agriculteurs. Leur modèle économique repose sur un système de commission, 70 % du prix de vente revient au producteur, et les 30 % restants financent la logistique et les employés. Selon Enzo, cette répartition permet de proposer un modèle plus équitable que celui de la grande distribution.

Avant le développement de la plateforme, le dispositif est testé au sein d'un simple groupe WhatsApp réunissant d'abord cinq participants, puis une dizaine, avant d'en rassembler une vingtaine en quelques semaines. Lui-même, pourtant d'apparence très calme et posée, semble encore très surpris de succès lorsqu'il m'en parle, il semble

laisser l'excitation surgir de lui. Ne l'ayant jamais vu sortir de cette coquille, sa joie et son excitation se transmettent à moi. Quoi qu'il en soit, cette première expérimentation confirme l'existence d'une demande pour ce type de circuit court.

Le développement de la plateforme numérique est ensuite rendu possible grâce à près de 200 000 euros de financements européens (FEDER et FEADER). Initialement prévu pour 2023, son lancement est retardé par la crise sanitaire liée à la Covid-19 ainsi que par plusieurs difficultés techniques rencontrées lors du développement des outils de commande. Parallèlement au développement en ligne, Enzo avait comme objectif que Manrina soit sur le terrain. À la fin de l'année 2023, l'équipe reprend le circuit court labellisé bio "Rebel Bio" dans lequel le Potager des Mornes était déjà actif, avant de lancer en avril 2024 le marché physique du Triple 8 à Ducos.

Enzo m'explique qu'au-delà de sa dimension commerciale, Manrina poursuit un objectif plus large. Il veut faciliter l'accès à la production locale martiniquaise dans toute sa diversité, qu'il s'agisse des produits agricoles, de l'artisanat, des services ou des produits transformés. Le projet a pour but de recréer un espace de rencontre entre producteurs et consommateurs. Les échanges doivent dépasser la seule transaction économique. Enzo décrit d'ailleurs le marché comme une forme de réseau social physique, dans lequel les relations humaines occupent une place aussi importante que les produits échangés. Ce projet et ses ambitions sont clairement inscrits dans une réflexion plus globale sur la souveraineté alimentaire de l'île. En favorisant les circuits courts et en valorisant les ressources du territoire, Manrina cherche à renforcer la capacité de l'île à répondre à ses propres besoins alimentaires tout en soutenant les acteurs locaux.

4.b Disposition des lieux et organisation

Lorsque j'arrive, la nuit commence à céder sa place au jour. Quelques stands sont déjà installés sous des tonnelles blanches disposées en lignes irrégulières. Elles laissent entre elles des espaces où les visiteurs circulent sans itinéraire véritablement imposé. J'aperçois Jessy au loin échangeant quelques mots avec Richard, installé sur le stand voisin. C'est un Martiniquais d'une cinquantaine d'années, grand et au crâne rasé. Sa carrure solide laisse deviner les années passées à travailler la terre. Il porte presque toujours une chemise et se présente avec élégance, ce qui le distingue des autres

producteurs masculins dont les tenues sont généralement plus pratiques que soignées. Je n'ai que peu eu l'occasion de discuter avec lui, son étal étant constamment pris d'assaut par les clients. Richard semble être la figure incontournable du marché, c'est le vendeur que l'on remarque, celui dont l'activité ne ralentit jamais. D'après les dires de Jessy, il est celui qui possède le plus grand terrain. Il va alors de soi que son étal soit plus fourni, plus diversifié. L'affluence dont bénéficie Richard nourrit quelques rivalités entre producteurs. Les reproches portent principalement sur des prix considérés comme trop attractifs, voire sur une concurrence jugée déloyale. Je n'ai toutefois pas eu le privilège d'entendre ces critiques directement. Mon enquête ne m'a offert que des échos, quelques confidences de Jessy et de Fabrice. Ainsi que ces conversations qui sans jamais nous être véritablement destinées, trouvent parfois le chemin des oreilles de l'anthropologue. Pourtant l'organisation du marché repose sur une volonté d'équilibre entre les différents stands. C'est en tout cas le sentiment partagé par Jessy et Fabrice et d'autres collaborateurs avec qui j'ai pu discuter[56]. À la fin de la journée, chacun reverse 30 % de ses recettes, une participation qui permet à Manrina de couvrir les frais liés au lieu et de continuer à développer son projet et sa plateforme en ligne. Les producteurs disposent également d'un groupe WhatsApp dans lequel les prix de vente sont discutés et harmonisés. Ce dispositif cherche à limiter la concurrence excessive entre les exposants et à garantir une certaine stabilité des prix. Un producteur qui s'écarterait volontairement des tarifs convenus s'exposerait à des sanctions pouvant aller d'une amende à une exclusion temporaire voire définitive, du marché[57].

L'extérieur du site est principalement occupé par les agriculteurs et les stands de restauration. Les producteurs disposent leurs différents légumes soigneusement ordonnés, alignent les régimes de bananes, les ignames, les dachines et les bottes

[56] Les producteurs présents variaient au fil des semaines, en fonction des récoltes et des disponibilités de chacun. Chaque samedi, je passais entre deux et quatre heures à marcher dans les allées du marché. Je m'arrêtais à chaque stand pour échanger avec les exposants. Je retrouvais régulièrement les mêmes visages, avec lesquels des liens se tissaient progressivement. Mais il pouvait y avoir aussi de nouveaux producteurs et donc l'occasion de découvrir d'autres parcours et d'élargir peu à peu mon terrain d'enquête.

[57] Note de terrain, 08 novembre 2025. Jessy m'a expliqué une situation dans laquelle un producteur avait volontairement descendu ses prix. Cela lui a valu un blâme de la part de Manrina, mais pas d'expulsion contrairement à ce qui devait être fait. Elle a ajouté qu'au vu du nombre d'agriculteurs présent, il ne valait mieux pas l'expulser.

d'herbes aromatiques encore couvertes de rosée. Les odeurs s'entremêlent, celles de la terre humide des récoltes fraîchement cueillies, les épices, puis surtout le parfum fumé du poulet boucané qui traverse le marché comme un véritable repère olfactif. Il oriente presque malgré eux les visiteurs vers le stand. La nourriture proposée est entièrement locale. On y retrouve bokits, jus de canne, sirops de goyave ou de maracuja, pâtisseries et bien d'autres choses. En ce jour de Toussaint, l'offre s'élargit encore. Les familles sont nombreuses à profiter de cette journée fériée avant ou après leur passage au cimetière, elles prolongent ainsi leur déplacement au marché. Les achats destinés au foyer se mêlent aux retrouvailles entre proches. Certains repartent avec des légumes, d'autres avec quelques bouteilles de sirop ou de punch artisanal, parfois simplement après avoir longuement discuté.

À l'intérieur la logique marchande cohabite avec d'autres formes d'échange. Les artisans succèdent aux producteurs, on retrouve travail du bois, couture, cosmétiques élaborés à partir de plantes locales, bijoux, confitures ou remèdes traditionnels. Les stands ne sont pas seulement des espaces de vente car ils deviennent des lieux où l'on raconte la provenance des matériaux, les recettes familiales, les usages des plantes ou les difficultés rencontrées pour produire localement. Les visiteurs s'attardent volontiers sans nécessairement acheter. L'attention portée aux objets m'est apparue indissociable des récits qui les accompagnent. Cette dimension narrative rejoint les observations de C. Chivallon (1998) sur les marchés traditionnels en Martinique, où la transaction commerciale dépasse sa seule fonction économique. Les récits qui accompagnent les produits participent à une véritable médiation sociale, faisant de l'acte de vente un moment de transmission de savoirs et de pratiques culturelles.

Au cœur du marché, un espace légèrement encaissé dans la pierre rompt avec l'agencement des allées. Une table fait face à quelques rangées de chaises, et c'est ici que se tiennent conférences et débats. Derrière se trouve une petite scène qui accueille les musiciens invités. Les premières notes de zouk accompagnent les conversations avant que la biguine n'accélère le rythme de la visite. Les applaudissements, les éclats de rire et les interventions des conférenciers se superposent sans jamais donner le sentiment de se concurrencer, créant cependant un brouhaha permanent. Chacun continue ses achats tout en tendant l'oreille vers les différentes prises de parole diffusées dans les enceintes.

À travers sa disposition et son fonctionnement le marché m'apparaît alors comme bien davantage qu'un espace d'approvisionnement. Le panier de courses semble n'être qu'un prétexte. Les allées deviennent un carrefour où se croisent producteurs, militants, musiciens, artisans et habitants. La Toussaint a accentué selon moi encore plus cette impression. Après avoir consacré la nuit à leurs morts, les vivants se retrouvent pour réaffirmer les liens qui les unissent. L'atmosphère conserve quelque chose de léger, presque festif. Les gens plaisantent, mangent et dansent parfois entre deux stands. Pourtant derrière cette apparente légèreté se jouent des enjeux plus profonds. C'est ici que chaque samedi se discutent les difficultés du monde agricole, l'avenir de la production locale ou encore les formes d'autonomie auxquelles aspirent les participants. Le marché fonctionne comme un espace où les pratiques ordinaires comme acheter, manger, saluer une connaissance, deviennent aussi des manières de fabriquer du collectif.

4.c Samedi 1er novembre, la Toussaint

Le samedi 1er novembre, jour de la Toussaint, occupe une place particulière en Martinique. Cette journée est traditionnellement consacrée à la mémoire des défunts, avec l'illumination des cimetières par les familles venues rendre hommage à leurs proches disparus. Malgré cette dimension culturelle et religieuse importante, le marché est maintenu ce jour-là. Pour de nombreux participants, il constitue l'unique occasion de vente physique dans la semaine et manquer l'une des quatre dates prévues représente une perte d'argent significative.

Le marché du Triple 8 occupe une vaste esplanade à l'entrée de Ducos. Dès 4h30-5h du matin, les allées se remplissent progressivement. Jessy m'y a convié pour l'aider dans l'installation, et sur le chemin je pus voir les lumières jaillir des cimetières. Depuis la voiture, les cimetières illuminés m'apparaissent dans la nuit comme des îlots de lumière au milieu de l'obscurité. En passant devant j'ai ressenti quelque chose d'à la fois mystérieux et apaisant. Une impression que ces lieux habituellement silencieux, reprennent vie le temps d'une soirée. Derrière chaque lumière semble se cacher une histoire, un souvenir, une famille venue honorer les siens. La scène défile rapidement

à travers la vitre, mais laisse l'image d'un cimetière transformé où la mémoire des disparus brille encore aux yeux des vivants.

Ce maintien du marché un jour de fête solennelle pose d'emblée une question essentielle : comment des objets du quotidien, des légumes, des sirops, des bijoux artisanaux, peuvent-ils cohabiter avec un rituel funéraire sans que l'une des deux pratiques ne vide l'autre de son sens ? Dans son introduction à *The Social Life of Things*, Appadurai choisit d'aborder "la marchandise" à partir des contextes sociaux dans lesquels elle circule, plutôt que de la définir uniquement par sa valeur économique. L'enjeu n'est donc pas de déterminer ce qu'est une marchandise en soi, mais de comprendre comment certains objets accèdent, selon les contextes sociaux, à un statut marchand. La marchandise correspond ainsi à une phase de la vie sociale des choses plutôt qu'à une catégorie d'objets distincte[58]. Cette approche implique qu'un même objet est capable de changer de statut selon le contexte. Un légume vendu sur un étal relève de l'échange marchand, mais une fois qu'il est intégré et consommé dans un repas familial après la veillée de la Toussaint, il devient aussi un support de partage, de sociabilité et de transmission. Par exemple, alors que je suis avec Jessy derrière son stand, une dame dans la cinquantaine s'arrête pour acheter quelques goyaves. La transaction aurait pu s'arrêter au simple échange marchand, mais la conversation s'installe rapidement. Elle explique à Jessy qu'elle doit préparer des pâtés à la goyave[59] à l'occasion d'un repas familial prévu le soir même. Ce à quoi Jessy réagit comme si c'était une évidence. Ses sœurs doivent venir avec leurs enfants, et elle souhaite préparer quelque chose qui puisse être partagé entre eux. Jessy est une oreille attentive et l'écoute tout en patientant qu'elle sélectionne soigneusement les goyaves qu'elle désire. Elle choisit les plus mûres, celles dont la peau est devenue plus jaune et légèrement marquée par des taches. L'échange se fait avec le sourire, et la discussion se poursuit après transaction. La dame demande à Jessy si elle aura le

[58] Appadurai, A. (Ed.). (1986). *The social life of things: Commodities in cultural perspective*. Cambridge University Press.

[59] C'est une pâtisserie antillaise qui se distingue par le contraste entre sa pâte douce et légèrement friable et son cœur fruité au goût intense. Il se présente souvent sous la forme d'un petit chausson ou d'un carré de pâte sablée ou brisée. Il peut être sucré ou salé et il se mange à toutes les occasions. Par exemple les brunchs, moments sur la plage, pots de départ, repas de famille, etc.

temps d'aller au cimetière en ce jour de marché, ce à quoi Jessy répond que demain est prévu pour ça[60].

Sur le stand de Jessy, la goyave est d'abord apparue comme un produit parmi d'autres. Elle est disposée aux côtés des bouteilles de kéfir, étiquetée et associée à un prix. À ce moment-là elle est dans la logique ordinaire du marché. Elle possède une valeur mesurable, elle peut être achetée ou comparée. Comme le rappelle Kopytoff (1986), l'univers marchand tend à placer les objets dans un espace d'équivalence où ils deviennent comparables les uns aux autres à travers leur valeur économique. La goyave sur l'étal de Jessy, ne se distingue donc pas encore des autres produits proposés car c'est une marchandise parmi celles qui circulent ce matin-là. Pourtant l'échange que j'observe avec cette cliente montre que cette valeur marchande ne résume pas entièrement ce que représente le produit. Lorsqu'elle explique à Jessy qu'elle souhaite préparer des pâtés pour accueillir ses sœurs et leurs enfants, le produit change de signification. Une fois ramené à la sphère familiale, il n'est plus seulement un aliment acheté au marché. Sa préparation et tout ce qui entoure l'aliment dans la suite s'insère dans un ensemble de relations sociales. Selon Appadurai (1986), les aliments participent souvent à la construction des liens sociaux car leur circulation au sein des familles et des groupes crée des formes de proximité et d'obligation qui dépassent leur simple valeur d'usage (Appadurai, 1986, p. 148). Le pâté devient alors un support de convivialité, c'est un élément autour duquel la famille va réunir.

Dans le contexte de la Toussaint, cette transformation prend une dernière dimension supplémentaire. Le repas qui suit la visite aux cimetières inscrit le pâté à la goyave dans un moment marqué par la mémoire. Ce qui était quelques heures auparavant un produit vendu sur un stand devient un élément d'un moment familial, associé à une recette, à des souvenirs et à une manière de maintenir les liens entre générations. L'objet change de statut au fil de sa circulation. Il est d'abord une marchandise sur le marché, il devient ensuite le support de relations familiales puis un vecteur de mémoire. Certains objets sortent temporairement de la sphère marchande lorsqu'ils sont intégrés à des contextes sociaux qui leur attribuent une valeur différente. Le cheminement de la goyave peut se transposer à chaque aliment ou objet de ce marché. Il en découle alors que les produits du marché ne circulent jamais uniquement comme

[60] Note de terrain, 1er novembre fin de matinée, Marché de Manrina, Triple 8, Ducos.

des simples biens économiques, ils transportent avec eux des histoires, des usages et des relations qui dépassent largement le moment de l'achat.

4.d Un marché politique

Le marché de Ducos est un marché politisé et assumé. Les questions d'autonomie alimentaire sont en premier plan, viennent juste derrière de manière un peu plus discutée les idées de souveraineté d'État, l'idée d'une Martinique indépendante. *Le Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéens* (RPPRAC) de Rodrigue Petitot et Glawdys Roger, ainsi que le *Mouvement des démocrates et écologistes pour une Martinique souveraine* (MoDEMAS) de Amilcar Djouba et la famille Malsa sont les deux faces d'une même pièce. L'un lutte pour une autonomisation de l'île, qu'elle soit politique ou alimentaire. L'autre désire acquérir l'indépendance. Les deux ont pris comme point central de leur lutte la question de la vie chère et ce que cela implique, c'est-à-dire les estomacs des gens. Les questions d'autonomie alimentaire sont au cœur des deux partis, l'objectif étant de lutter frontalement contre le monopole de la grande distribution des Békés en revenant dans des formes plus traditionnelles, en revalorisant les produits de l'île et les savoir-faire.

En parallèle à ces deux groupes politiques gravite un ensemble d'acteurs qui, sans en être membres, entretiennent des liens étroits avec leurs réseaux et leurs revendications. Parmi eux on peut retrouver notamment Enzo, fondateur du marché militant de Manrina, ainsi que Jerrick Venitus, président des Jeunes Agriculteurs de Martinique. Le samedi 29 novembre, ces acteurs ont participé à un débat public organisé au cœur du marché de Manrina. Si Rodrigue Petitot et Gladys Roger n'ont pas pris part aux échanges en tant qu'intervenants, ils étaient néanmoins présents sur le site. Ils se baladaient entre les stands, échangeaient avec les visiteurs, prenaient des photographies et réalisaient des vidéos destinées à être diffusées sur TikTok. Cette application est devenue l'une de leurs principales plateformes de communication et de diffusion pour leurs idées politiques.

Le samedi précédent alors que je discutais avec Jessy, Amilcar est venu me voir. Il m'a dit d'absolument venir le samedi prochain car le débat portera sur des sujets qui m'intéresseront. Il n'en dit pas plus et il disparut aussitôt dans la masse de gens. Ayant

entendu notre échange, Jessy me confie qu'ils allaient probablement encore parler d'autonomie et de souveraineté alimentaire. Ce sont des thèmes dont elle dit être lassée. Sa réaction me surprend et donc je lui demande la raison de ce sentiment. Elle m'explique qu'elle est surtout agacée de voir des acteurs politiques s'exprimer au nom du monde agricole. Elle trouve que les principaux concernés sont rarement placés au centre de ces discussions. Et je dois bien l'admettre que jusqu'à présent, je n'ai pas encore assisté à une situation où des agriculteurs occupaient directement l'espace public pour débattre de ces questions politiques. Les prises de parole auxquelles j'ai assisté étaient principalement portées par des militants et des responsables politiques. Certaines personnes comme Rodrigue Petitot, incarnent d'ailleurs une position qu'on pourrait qualifier d'hybride. Il est à la frontière entre engagement politique, mobilisation populaire et production de contenu numérique via TikTok.

La remarque de Jessy révèle une tension qui existe dans le mouvement autour de la souveraineté alimentaire. Alors que celle-ci prétend restituer un pouvoir de décision aux producteurs, sa mise en débat publique est médiée par des acteurs militants, politiques ou médiatiques qui occupent la position de porte-parole et qui ne connaissent pas les réalités du métier. Cependant, elle m'a également amené à interroger ma propre manière d'observer le politique. Jusqu'ici j'avais surtout identifié l'engagement politique à travers les prises de parole publiques, les débats organisés, les militants présents sur le marché ou les figures visibles dans les médias et sur les réseaux sociaux. Or si le focus ne s'élargit pas, cette manière d'observer laisse dans l'ombre d'autres formes d'implication moins visibles.

Sara Chinaglia et Jessica Duncan (2025) montrent que ces marchés ne sont pas uniquement des réseaux de circuits de commercialisation alternatifs. Ce sont également des lieux de gouvernance, dans lesquels producteurs, consommateurs et militants expérimentent collectivement d'autres manières de s'organiser. Ce sont des lieux pour discuter des échanges alimentaires, pour prendre de nouvelles décisions et de discuter des orientations communes. Dans cette perspective, le politique ne se réduit pas aux discours ou aux revendications publiques, car il se construit également dans les formes de coopération, les négociations et les pratiques quotidiennes qui permettent au réseau de subsister.

Le marché de Manrina m'apparaît comme plus qu'un simple lieu de vente. C'est un espace où se rencontrent des producteurs, des consommateurs, des associations, des organisations politiques et des citoyens autour d'une problématique commune : l'autonomie alimentaire et la dépendance à l'import-export. Les débats organisés chaque samedi ne sont qu'une expression visible d'un processus politique plus large qui traverse l'ensemble du marché, et d'un processus mental qui traverse l'île[61].

Cette lecture permet également de nuancer l'idée selon laquelle ces initiatives constitueraient une véritable alternative au système alimentaire dominant. Comme l'expliquent Renata Blumberg, Helga Leitner et Kirsten Cadieux, les réseaux alimentaires alternatifs ne se développent jamais en dehors des structures économiques existantes. Ils sont traversés par les mêmes rapports de pouvoir, les mêmes contraintes matérielles et les mêmes logiques de marché. Mais ils ouvrent des espaces où d'autres valeurs et d'autres formes de relations peuvent être testées. Leur intérêt ne se situe pas dans le fait d'être dans une rupture complète avec le système agroalimentaire dominant, mais dans leur capacité à créer des marges d'autonomie et à recomposer, localement, les rapports entre production, consommation et territoire.

Enfin, le fait de ne pas avoir rencontré d'agriculteurs prenant directement la parole lors des débats publics ne signifie pas qu'ils sont absents du politique. Leur engagement se fait autrement. L'initiative même du marché, l'occupation des terres par Fabrice et Emma, le choix de Jessy et Delphine de privilégier les circuits locaux ou encore les relations de confiance qu'elles construisent avec les restaurateurs martiniquais sont tous des pratiques qui participent à une reconfiguration du système alimentaire. Le politique ne se limite pas aux tribunes ou aux organisations militantes. Il s'incarne aussi dans les gestes ordinaires par lesquels ces personnes tentent chaque jour de

[61] Je me permets ici d'élargir le regard à l'échelle de l'île, tant ces questions ont traversé l'ensemble de mon terrain. Depuis les mobilisations contre la vie chère engagées à partir de 2019, les enjeux d'autonomie alimentaire, d'importation et de souveraineté occupent une place importante dans les débats publics martiniquais. Mon immersion m'a naturellement davantage exposé aux discours du RPPRAC et du MoDEMAS, ce qui constitue un biais dont il faut tenir compte. Cependant, ces thèmes ne se limitaient pas aux espaces militants que j'ai fréquentés. Au fil des mois, j'ai été frappé de voir avec quelle facilité ces thèmes s'invitaient dans des conversations ordinaires que l'on peut avoir sur un marché, dans un commerce ou sur une plage. Sans nécessairement devenir le sujet principal de l'échange, les idées venaient régulièrement en arrière-plan, comme une grille de lecture largement partagée des difficultés que traverse aujourd'hui la Martinique.

reprendre du contrôle sur les conditions de production et de circulation de leur alimentation.

5. Réflexion par les travaux d'Anna Tsing

Comme nous avons pu le voir tout au long de ce travail, les contraintes rencontrées par les agriculteurs apparaissent d'abord comme des obstacles. Par exemple, les délais administratifs qui retardent les installations, les difficultés d'accès au foncier, ou encore la pollution de certaines parcelles au chlordécone. On remarque alors que les investissements nécessaires dépassent souvent les capacités financières des exploitations. Et que, à cela s'ajoutent des difficultés externes, telles que la commercialisation, la concurrence des produits importés et le vieillissement de la profession.

Chacun de ces éléments pris séparément, pourrait être analysé comme une difficulté propre à l'agriculture martiniquaise. Pourtant cette lecture ne rend pas compte de ce que montrent les situations observées. Ces contraintes ne mènent pas seulement à l'abandon des projets agricoles. Elles obligent les agriculteurs à changer leurs pratiques, à rechercher de nouveaux appuis. Ils doivent négocier avec les institutions et à construire des formes de coopération avec elles, et entre eux. Les obstacles deviennent ainsi des espaces de recomposition sociale.

Cette perspective rejoint les travaux d'Anna Tsing, à condition de ne pas considérer ces recompositions comme nécessairement émancipatrices. La friction ne désigne pas simplement le passage d'une situation de domination à une situation d'autonomie. Elle renvoie à des interconnexions *étranges, inégales, instables et créatives* (Tsing, 2005/2020, p. 39), où des acteurs aux intérêts divergents apprennent à agir ensemble sans que leurs positions ne deviennent identiques. Selon elle, ces rencontres ouvrent certaines possibilités tout en maintenant des asymétries. Elles produisent de nouvelles dépendances, et peuvent parfois renforcer des rapports de pouvoir. Les frictions ne constituent pas des ressources "positives" en elles-mêmes, elles doivent être abordées à partir de leurs effets concrets et souvent contradictoires.

Cette réflexion trouve un prolongement dans *The Mushroom at the End of the World*. Tsing déplace son regard vers les ruines du capitalisme. Les ruines ne désignent pas uniquement des espaces qui sont détruits ou abandonnés. Elles sont aussi les traces

laissées par un mode de production qui simplifie les milieux afin d'en extraire une ressource particulière. Par exemple : une forêt est réduite à son bois, une plantation à son rendement. Lorsqu'une ressource s'épuise ou cesse d'être rentable, le capital se déplace ailleurs. Il laisse derrière lui des territoires profondément transformés. Pourtant, ces espaces ne deviennent pas pour autant des lieux vides ou inertes. Ils sont habités par des humains, des plantes, des animaux et des savoirs qui recomposent progressivement d'autres formes de vie. Les ruines ne sont donc pas seulement les vestiges d'une destruction, elles sont également les conditions à partir desquelles de nouvelles relations deviennent possibles.

L'agriculture martiniquaise contemporaine peut être pensée à partir de cette idée selon moi. Les exploitations que j'ai fréquentées, se développent dans un territoire façonné par plusieurs siècles de plantation. La concentration foncière et la pollution au chlordécone ne forment pas des contraintes extérieures au travail agricole. Elles définissent en partie le milieu même dans lequel celui-ci prend forme. Les petites exploitations observées ne se déploient pas sur une terre vierge, mais dans un paysage déjà transformé par l'histoire coloniale.

Cette lecture éclaire les relations entre les différents acteurs que j'ai pu rencontrer sur le terrain. Ces acteurs ne se situent pas à l'extérieur les uns des autres. Ils dépendent mutuellement pour faire exister certaines initiatives, sans pour autant partager une même conception de l'agriculture ou de l'engagement. Le marché de Manrina en offre une illustration parfaite. Lorsque j'y suis arrivé pour la première fois, j'y voyais principalement un espace de vente destiné à favoriser les circuits courts. Progressivement le marché est aussi devenu à mes yeux, un espace où se rencontrent des acteurs aux attentes parfois divergentes. Les producteurs cherchent à vendre leur production, les consommateurs cherchent des produits locaux, les militants défendent la souveraineté alimentaire, tandis que les associations et certains responsables politiques y trouvent un lieu de débat et de visibilité.

Le marché ne rassemble donc pas des acteurs déjà unis autour d'un projet commun, même si l'on peut voir des thématiques communes émerger des acteurs de ce lieu. Il crée plutôt un espace partagé à partir de désaccords qui ne disparaissent jamais complètement. Cette situation rejoint ce que Tsing décrit comme un objet collaboratif. C'est un projet qui réunit des groupes différents sans effacer leurs objectifs propres.

La coopération ne repose pas sur la production d'un consensus, mais sur la possibilité d'agir ensemble malgré des interprétations divergentes de la cause défendue.

La lassitude de Jessy face aux débats sur la souveraineté alimentaire qu'elle juge portés par les militants et responsables politiques plutôt que par les agriculteurs eux-mêmes, ne remet pas en cause la souveraineté alimentaire. Elle souligne une divergence sur les manières de la défendre. Pour certains, elle passe par la mobilisation politique. Pour d'autres, elle s'incarne avant tout dans le travail quotidien, le maintien d'une exploitation ou le choix de circuits de commercialisation locaux. La souveraineté alimentaire est selon moi une notion continuellement retravaillée. À Manrina, elle fait l'objet de plusieurs traductions, selon que l'on insiste sur l'autonomie économique, la relocalisation de la production, la santé ou la reconnaissance du travail agricole. Ces interprétations ne convergent pas toujours, mais c'est leur coexistence qui permet à cette notion de circuler et de rassembler des acteurs aux attentes différentes.

Les formes d'entraide développées par Jerrick Venitus, comme les pratiques observées chez Fabrice, prolongent cette réflexion. La mutualisation du matériel agricole et l'occupation illégale d'une parcelle ne suppriment ni les difficultés foncières ni les insuffisances des politiques publiques. Mais cela montre bien la manière dont les agriculteurs composent avec un environnement durablement contraignant. Ces initiatives peuvent être fragiles et provisoires, et ne remettent pas en cause les rapports de domination qui structurent l'agriculture martiniquaise. Cependant, elles ouvrent des marges d'action et rendent possible le maintien d'exploitations qui sans ces formes de coopération peineraient à perdurer.

Conclusion générale

Ce mémoire est parti d'une question qui semblait au départ relativement simple : comprendre comment des agriculteurs engagés dans de petites exploitations et des initiatives de circuits courts en Martinique se réapproprient la terre tout en composant avec les héritages et les contraintes de la société de plantation. Quatre mois de terrain m'ont petit à petit amené à déplacer cette question. La réappropriation ne prend pas forcément la forme d'une rupture avec les structures héritées du passé. Elle se construit plutôt à l'intérieur de celles-ci, dans les espaces qu'elles laissent disponibles. Mais également à travers les contraintes qu'elles continuent d'imposer.

On peut donc voir dans un premier temps que l'histoire de la plantation est bien plus qu'un arrière-plan historique. Elle reste inscrite dans l'organisation foncière et dans les rapports sociaux qui entourent la terre. La concentration du pouvoir économique autour des grandes filières d'exportation coexiste avec une multitude de petites propriétés et de formes plus précaires d'accès au foncier. Le chlordécone allonge encore cette histoire mais sous une autre forme. En contaminant durablement les sols et les corps, il rappelle que les choix concernant l'usage de la terre produisent des conséquences qui dépassent largement ceux qui les prennent. L'histoire agricole a façonné la Martinique d'aujourd'hui, et donc elle participe aux conditions dans lesquelles il est aujourd'hui possible, ou non, de cultiver.

Cependant, insister sur le poids de ce passé ne signifie pas réduire les agriculteurs rencontrés à celui-ci. C'est précisément ce que l'ethnographie m'a permis de comprendre. Chez Fabrice et Emma comme pour le Potager des Mornes, l'agriculture se construit quotidiennement à travers une multitude d'arrangements. Occuper une terre sans en être pleinement propriétaire, réparer une machine, récupérer des matériaux, solliciter la famille, apprendre auprès d'un voisin ou d'un autre agriculteur, modifier une culture ou trouver de nouveaux espaces de vente sont autant de manières de faire tenir une exploitation dans un environnement marqué par l'incertitude.

Ensuite, la "débrouille". Ce terme revenu régulièrement sur mon terrain résume peut-être le mieux cette réalité. Elle ne signifie pas l'indépendance ou l'autosuffisance. Au contraire, se débrouiller suppose souvent de savoir sur qui compter, ou savoir où trouver une pièce par exemple. L'autonomie recherchée par certains de mes

interlocuteurs est donc profondément relationnelle. Elle se construit à partir de réseaux familiaux, amicaux et professionnels, mais également dans la capacité à mobiliser les ressources disponibles. Dans l'exploitation de Fabrice et Emma, la famille transmet ainsi des savoir-faire. Elle fournit également de manière ponctuelle de la main-d'œuvre, et elle contribue à rendre possible une activité qui ne pourrait être comprise comme une entreprise strictement individuelle.

Cette observation permet également de regarder autrement la difficulté du renouvellement générationnel. Les discours recueillis ne décrivent pas simplement une jeunesse qui se détournerait de l'agriculture. Ils montrent surtout combien il est difficile de réunir les conditions permettant de devenir agriculteur. Il faut accéder à une terre, financer du matériel, accomplir les démarches administratives, trouver des débouchés et supporter la pénibilité quotidienne du travail. Les solidarités observées sur le terrain ne font pas disparaître ces obstacles. Ce sont plutôt des moyens de composer avec eux et parfois, de rendre possible la poursuite de l'activité.

Le point de convergence de mes acteurs de terrain est le marché de Manrina. Il rassemble finalement une grande partie de ces dynamiques. Il constitue un débouché économique, mais également un espace de rencontre entre des personnes qui ne donnent pas nécessairement le même sens à leur présence. Agriculteurs, consommateurs, militants et responsables politiques s'y croisent autour de préoccupations communes sans pour autant former un ensemble homogène. La souveraineté alimentaire peut être défendue dans un discours politique, mais elle peut aussi se construire beaucoup plus discrètement dans le fait de produire, d'acheter localement, de partager des connaissances ou simplement de maintenir une petite exploitation en activité. Mais le politique ne se situe donc pas uniquement dans les discours et les mobilisations visibles. Il se retrouve également dans les pratiques ordinaires, les négociations et les formes de coopération qui permettent à ces réseaux de subsister.

Enfin, les travaux d'Anna Tsing permettent alors de revenir sur ce qui traverse l'ensemble de ce mémoire. Les petites exploitations rencontrées ne poussent pas sur une terre vierge, extérieure à l'histoire de la plantation. Elles se forment dans un paysage qui est déjà transformé. Ce n'est donc ni un retour à une agriculture qui aurait précédé la plantation, ni une alternative extérieure à celle-ci. Ces exploitations

prennent vie dans ses interstices, en contournant certaines contraintes et en créant de nouvelles relations.

Cependant, il faut reconnaître les limites de ce travail. Quatre mois de terrain ne permettent évidemment pas d'explorer l'ensemble des mondes agricoles martiniquais. J'ai dû faire des choix. Certains ont été volontaires, à mesure que mes questionnements se précisaient et que certaines relations ethnographiques devenaient particulièrement riches. D'autres m'ont été imposés par le terrain lui-même. Mon projet initial était notamment de travailler au sein des grandes exploitations bananières. Les refus successifs et la difficulté à accéder à ces espaces m'ont progressivement conduit vers les petites exploitations maraîchères et les circuits courts. Ce déplacement a façonné les données produites dans ce mémoire. Il ne doit pas être considéré comme une faiblesse selon moi car, la fermeture de certains espaces et l'ouverture progressive d'autres ont elles-mêmes constitué des données ethnographiques. Mais elles imposent de reconnaître que ce mémoire donne à voir une partie seulement de l'agriculture martiniquaise.

Cette limite ouvre également une piste qui me semble essentielle pour poursuivre cette recherche. Il serait particulièrement intéressant de mener une immersion ethnographique comparable au sein des grandes monocultures de banane et de canne à sucre. Ce travail permettrait de ne plus seulement appréhender ces filières à travers leur histoire ou le regard porté sur elles par les acteurs des petites exploitations. Mais d'observer concrètement comment on y travaille, comment les relations professionnelles s'y organisent, comment les contraintes matérielles y sont gérées et quelles formes de débrouille, de solidarité ou de dépendance s'y développent. Mon terrain suggère d'ailleurs que la débrouille n'est probablement pas absente des grandes exploitations, elle y est simplement moins visible et s'inscrit dans d'autres configurations techniques et économiques. Une comparaison ethnographique entre petites exploitations diversifiées et grandes monocultures permettrait ainsi de comprendre non seulement ce qui les oppose, mais aussi ce qui peut les rapprocher dans les manières quotidiennes de faire face aux contraintes du travail agricole.

Finalement, se réapproprier la terre ne signifie peut-être pas ici reprendre entièrement possession de ce qui aurait été perdu. Pour les personnes rencontrées, cela passe aussi par le fait de parvenir à y construire quelque chose malgré les héritages qui la

traversent. C’est y habiter, y travailler, transmettre des savoirs, produire de la nourriture et créer des relations autour de celle-ci. Ces pratiques restent fragiles et ne renversent pas à elles seules, les structures foncières et économiques héritées de la plantation. Il serait donc excessif d’y voir une sortie de la société de plantation. Elles montrent néanmoins que celle-ci ne détermine jamais complètement ce qui peut advenir sur les terres qu’elle a façonnées.

Mon terrain devait commencer dans les bananeraies. Il s’est finalement construit dans les mornes, les petites parcelles, les marchés, les voitures de livraison et autour des repas partagés après le travail. Ce déplacement, d’abord vécu comme un échec, aura constitué l’un des principaux apports de cette recherche. Il m’a conduit à regarder l’agriculture martiniquaise depuis des espaces que je n’avais pas prévu d’étudier et surtout depuis ceux qui tentent quotidiennement d’y faire leur place. Ce mémoire ne prétend donc pas apporter une réponse définitive à la question de l’agriculture martiniquaise. Il constitue plutôt l’exploration ethnographique de l’un de ses versants et invite à poursuivre l’enquête ailleurs. Entre héritage et transformation, dépendance et recherche d’autonomie, les petites exploitations étudiées montrent finalement que la terre martiniquaise n’est pas seulement un espace sur lequel l’histoire a laissé ses traces. C'est un espace qui est disputé et habité. Un espace qui même dans les contraintes du présent, continue de trouver d’autres manières de faire avec la terre.

Bibliographie

Appadurai, A. (Ed.). (1986). *The social life of things: Commodities in cultural perspective*. Cambridge University Press.

Baietto-Beysson, S., Colin, J., Bonnal, P., & Angel, N. (2013). *Rapport relatif aux problématiques foncières et au rôle des différents opérateurs aux Antilles* (n° 9046-01 / 13-073/13-055/03). Conseil général de l'environnement et du développement durable & Inspection générale de l'administration.

Blumberg, R., Leitner, H., & Cadieux, K. V. (2020). For food space: Theorizing alternative food networks beyond alterity. *Journal of Political Ecology, 27*(1), 1–22. https://doi.org/10.2458/v27i1.23026

Bonniol, J.-L., & Gordien, A. (2021). (Re)Reading *Contacts of civilizations in Martinique and Guadeloupe*, by Michel Leiris: Text excerpts presented by Jean-Luc Bonniol and Ary Gordien. *Appartenances & Altérités, 1*. https://doi.org/10.4000/alterites.388

Charbit, Y. "Les colonies françaises au XVII^{e} siècle : mercantilisme et enjeux impérialistes européens", *Revue européenne des migrations internationales* [Online], vol. 22 - n°1 | 2006, Online since 01 April 2009, connection on 11 May 2026. URL: http://journals.openedition.org/remi/2724; DOI: https://doi.org/10.4000/remi.2724

Chinaglia, S., & Duncan, J. (2025). Localised experimentalist governance: A framework for understanding the political dimensions of alternative food networks. *The International Journal of Sociology of Agriculture and Food, 31*(1), 183–198. https://doi.org/10.48416/ijsaf.v31i1.652

Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) & Inspection générale de l'administration (IGA). (2013, novembre). *Rapport relatif aux problématiques foncières et au rôle des différents opérateurs aux Antilles* (CGEDD, n° 9046-01 ; IGA, n° 13-073/13-055/03).

Csordas, T. J., Dole, C., Tran, A., Strickland, M., & Storck, M. G. (2010). Ways of asking, ways of telling: A methodological comparison of ethnographic and research

diagnostic interviews. *Culture, Medicine, and Psychiatry, 34*(1), 29–55. https://doi.org/10.1007/s11013-009-9160-4

Développement rural. (s. d.). *Agriculture et développement rural*. Agriculture et développement rural

Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Martinique. (2023a). *Concertation territoriale Martinique : Des propositions pour construire un Pacte et une loi d'avenir agricoles (PLOAA)*. Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt.

Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Martinique. (2023b). *Pacte et loi d'orientation et d'avenir agricoles (PLOAA) : Synthèse des concertations en Martinique*. Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire.

Fanon, F. (1970). *Peau noire, masques blancs*. Éditions du Seuil.

Fédération nationale des coopératives d'utilisation de matériel agricole. (s. d.). *La Cuma, des bénéfices à tous les niveaux*. La Cuma, des bénéfices à tous les niveaux

Ferdinand, M. (2015). De l'usage du chlordécone en Martinique et en Guadeloupe : L'égalité en question. *Revue française des affaires sociales, 2015*(1), 163–183. https://doi.org/10.3917/rfas.151.0163

France. Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire. (2015). *Arrêté du 26 août 2015 relatif au dispositif d'accompagnement des projets et initiatives des coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole (CUMA). Journal officiel de la République française*. Arrêté du 26 août 2015

Gouvernement français. (2021, 23 décembre). *Chlordécone : Les cancers de la prostate reconnus comme maladie professionnelle*. Info.gouv.fr. Chlordécone : les cancers de la prostate reconnus comme maladie professionnelle

Guadeloupe, D. (2024, 18 décembre). *Diagnostic du mal-être en agriculture en Guadeloupe – Synthèse des résultats de l'étude menée en 2024*. DAAF Guadeloupe |

Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt. Diagnostic du mal-être en agriculture en Guadeloupe

Humer, E., Schaffler, Y., Mracnay, B., Luttenberger, K., Pieh, C., & Neubauer, V. (2026). Understanding stress factors in farming: A nationwide survey on occupational strain and mental health among Austrian farmers. *Journal of Rural Studies, 124*, 104163. https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2026.104163

Ingold, T. (2000). *The perception of the environment: Essays on livelihood, dwelling and skill*. Routledge.

Institut d'émission des départements d'outre-mer. (2017). *Martinique 2016*.

Kapoor, A., Ambreen, S., & Zhu, Y. (2023). Agency, power and emotions: Ethnographic note-taking in research with children. *International Journal of Research & Method in Education, 46*(4), 421–433. https://doi.org/10.1080/1743727X.2023.2196065

Mauss, M. (2002). *Les techniques du corps*. J.-M. Tremblay. https://doi.org/10.1522/cla.mam.tec

Olivier de Sardan, J.-P. (2000). Le « je » méthodologique : Implication et explicitation dans l'enquête de terrain. *Revue française de sociologie, 41*(3), 417–445.

Tsing, A. L. (2015). *The mushroom at the end of the world: On the possibility of life in capitalist ruins*. Princeton University Press.

Tsing, A. L. (2020). *Friction : Délires et faux-semblants de la globalité* (P. Pignarre & I. Stengers, trad.). Les Éditions La Découverte. (Ouvrage original publié en 2005)

White, B. (2015). Generational dynamics in agriculture: Reflections on rural youth and farming futures. *Cahiers Agricultures, 24*(6), 330–334. https://doi.org/10.1684/agr.2015.0787

Annexe

a. Liste des sigles et acronymes

BTSA — Brevet de technicien supérieur agricole
CGEDD — Conseil général de l'environnement et du développement durable
CPAS — Centre public d'action sociale
CUMA — Coopérative d'utilisation de matériel agricole
DAAF — Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt
FEADER — Fonds européen agricole pour le développement rural
FEDER — Fonds européen de développement régional
IGA — Inspection générale de l'administration
JA — Jeunes Agriculteurs
MoDEMAS — Mouvement des démocrates et écologistes pour une Martinique souveraine
PLOAA — Pacte et loi d'orientation et d'avenir agricoles
RPPRAC — Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéens
SAFER — Société d'aménagement foncier et d'établissement rural
UCL — Université catholique de Louvain
UE — Union européenne

Annexe 2

Retranscription de l'entretien avec Amilcar :

K: Kyllian (moi) / A : Amilcar

K: Jeudi 13 novembre, il est 20h28 précisément et je suis en présence d'Amilcar que j'ai rencontré au marché de Ducos. Donc voilà, Amilcar, je te laisse te présenter.

A : Ok, bonjour, Kyllian. Donc je suis Amilcar de Vassoigne, de mon nom civil et décolonisé. Amilcar Djouba, de mon nom choisi, de réappropriation africaine. Et donc je suis dans le cadre dans lequel on s'est connu. Je pourrais me qualifier d'opérateur populaire. C'est-à-dire que de métier et de formation, je suis ingénieur informatique, ingénie logiciel, je suis aussi historien de formation, plus spécialisé dans l'histoire de l'Afrique. Et j'ai été entrepreneur aussi. J'ai eu la chance d'exercer différents types de professions et de métiers. Donc de naviguer un petit peu aussi à travers l'estrade sociale de mon pays. Et j'ai une activité militante, qui est quasiment pour moi ma mission essentielle, que j'assure auprès du MoDémas, qui est le parti politique fondé en 1992 par Orga en Saint-Malsa. Ancien maire de je dirais un petit peu père moderne du drapeau rouge-vert-noir. C'est-à-dire qu'il ne l'a pas créé. Mais ça a été le premier élu qui a eu le courage de mettre ce drapeau sur le fronton d'une mairie, de se prendre des amendes après amendes par le tribunal administratif. Mais il a résisté. Et à l'époque, ce drapeau était très ostracisé. Donc nous étions des adeptes de la première heure. Et j'ai plusieurs anecdotes où on me pointait du doigt parce que je montrais ce drapeau. Et aujourd'hui, quelques deux décennies plus tard, c'est devenu le drapeau sur lequel tous les Martiniquais s'identifient.

K: Si j'ai bien compris, le rouge, c'est pour la lutte par rapport à l'esclavagisme ? C'est pour la lutte par rapport à l'esclavage.

A : Et c'est pour le sang aussi, que nos ancêtres ont versé sur cette terre. Le noir, c'est par rapport à la couleur de peau ? C'est par rapport à la couleur de peau, mais c'est aussi par rapport à notre humanité. Et donc notre attachement à cette origine de l'humanité. Et le vert ? La Martinique est verte. Elle est belle. C'est la nature. Et puis qui symbolise aussi l'espoir de la perpétuation de la vie. Le cycle naturel. Le cycle naturel de la vie.

K : Comment c'est venu Djouba ? Qu'est-ce qu'il signifie ?

A : lors Djouba, c'est un nom qui m'a été donné lorsque j'étais un jeune militant. Par un ancien qui m'a raconté que c'était le nom des guerriers. Le nom qu'on donnait aux

guerriers. Et il s'avère que chez nous, nous avons des afro-ascendances de différentes régions d'Afrique. Parce qu'on a été la colonisation, un mélange des nations africaines. Et donc on a des Hadja, des Ewe, des Fon notamment. Et les Hadja, on retrouve aujourd'hui encore chez les Hadja la façon que nous avons de jouer notre tambour. A savoir assis sur le tambour-bellet, avec quelqu'un qui tape un rythme à l'arrière du tambour. Et donc nous avons un arbre anciennement indiqué qui s'appelle le Hadja, le damier. Pour quelqu'un qui ne connait pas, rappeler un petit peu la capoeira. Puisqu'il y a un petit peu cette même dynamique que la Jinga. Une codification de combat, une chorégraphie, ça se fait sur le tambour aussi. Et donc les combattants, ce qu'on appelle la honte d'un damier. Les hontes s'appellent des Djoubate, des Djouba. Donc aussi on retrouve ici cette permanence-là.

K : C'est cet esprit combatif qui t'a mené ? À la fois pour ton parcours politique et professionnel, à devenir militant du Modemas ?

A : Pour te donner une explication sincère et authentique, il va falloir que je te parle un petit peu de mon enfance. Je pense que je suis une espèce pas très fréquente de Marantiniquais, élevé par des parents militants. Au milieu des années 70, par un père qui habitait fort de France et qui est parti dans les campagnes de Sainte-Marie pour mener une révolution prolétarienne, donc paysanne, sur la base des révolutions qui étaient menées à l'époque par Che Guevara et par Amilcar Cabral, puisque mon prénom vient de là. C'est le leader de la libération de la Guinée-Bissau, Amilcar Cabral. Mon père avait toutes ces inspirations de révolutionnaire, et donc la situation de notre pays se prêtait encore à l'époque à la possibilité d'une révolte paysanne. Une révolution basée sur la paysannerie marantiniquaise, puisqu'il y en avait encore une, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. Il est parenti avec ma mère aussi, qui était une foyalaise. Ils sont montés dans les campagnes pour faire de l'alphabétisation, etc.

K : Une foyalaise, c'est ?

A : Fort de France. Ok, pardon. C'est l'ancienne foyale. Les habitants de Fort de France s'appellent des foyalaises. Et donc ils sont montés, et ils m'ont conçu là-bas. Les premières années de ma vie, j'ai vécu là-bas, vraiment dans la campagne. Je parlais notre langue, le marantiniquais, que d'autres appellent à temps, selon moi, le créole. Je préfère appeler le marantiniquais, par rapport à la signification et l'origine du mot créole. J'ai été élevé dans ça, dans la culture paysanne, sur mes toutes premières années. Après, les obligations professionnelles les ont obligés à bouger. Mon père est enseignant, ma mère est éducatrice spécialisée. J'ai grandi avec ma mère, qui travaillait dans le social et qui menait des actions dans le social, des veilles de concentrisation, notamment des femmes, des quartiers défavorisés, pour essayer de lutter contre la paupérisation culturelle qui était en train de se mettre en place chez nous. Et mon père, lui, militait au sein de l'ASSAUPAMAR, à la création même de l'assaut pas marrant. Et donc, c'est dans ce cadre que j'ai connu, depuis ma tendre enfance, quand c'est même ça. Et donc, mon enfance a été... Mes parents se sont séparés, mon père s'est remarié, ma mère aussi. Et ma mère s'est remariée avec un homme qui allait aussi devenir un

militant de l'assaut pas marrant. Et donc, que je sois avec mon père et mon beau-père, on était dans une harmonie familiale très consciente et très intéressante, très riche. Et donc, mon père et mon beau-père militaient ensemble. Donc, que je sois le week-end chez mon père ou le week-end chez ma mère, je me retrouvais dans les manifestations de l'assaut pas marrant quasiment tous les week-ends. J'ai des souvenirs d'enfance qui sont faits de cette lutte-là, de confrontation avec les gendarmes. Parce qu'à l'époque, il fallait pouvoir ouvrir l'accès aux plages parce que les békés avaient décidé que les plages étaient privées. Alors que la loi du littoral dit que tout citoyen doit avoir un accès à la plage. La plage ne peut pas être privative et on ne peut pas empêcher l'accès à la plage. Il y avait des opérations de défense des mangroves. Donc aussi des cours d'explications sur ce que sont nos écosystèmes, etc. Ça a été une très bonne école pour connaître mon pays, vraiment. On a fait des opérations coup de poing aussi. Lorsque des békés voulaient construire un aéroport sur les salines, on a planté en un week-end près de 400 cocotiers pour empêcher que ça se fasse. Enfin, mon enfance a vraiment été bercée de ça. Et au fond de moi, j'avais un appel très fort vers l'Afrique. Donc je pense que j'ai plus tard compris que cet appel répondrait certainement à ce que l'épigénétique met à l'intérieur de nous et dont elle nous charge aussi. Et donc, quand je suis parti faire mes études en France, j'ai voulu commencer par apprendre une langue africaine. Ce qui avait plus de place aux Langues orientales à Paris, donc j'ai suivi d'autres cursus. Mais toujours avec cette conscience de chercher. Parce que mon père m'avait déjà enseigné que nous étions dans un pays colonial, colonisé. Que la société dans laquelle on était est une société de plantation. Il m'avait expliqué les mécanismes. Et que derrière ça, nous ne pouvons pas nous revendiquer comme étant des descendants d'esclaves. Parce que l'esclavage, ce n'est qu'une condition. En aucun cas, ce n'est une origine. Et en aucun cas, elle ne peut nous définir cette condition. Donc, même si lui n'avait pas forcément fait le travail de traverser l'océan dans l'autre sens, moi, comme il m'avait déjà, j'ai eu la chance dans mon éducation d'avoir été déposé déjà là, sur cette rive de la conscience de ce que nous sommes ici. Et de la nécessité de rechercher la justice sociale. Mais à l'inverse, il a fallu que je remonte plus haut pour me réconcilier avec ma matrice civilisationnelle, qui est l'Afrique, même si nous avons des apports civilisationnels de différentes origines. J'avais besoin de connaître et de comprendre quelle était cette civilisation africaine, et comment elle avait pu perdurer à l'intérieur de nous, ou être changée par le fait et les pressions qu'exerce le colonialisme sur la psyché collective des colonisés. Il y a une question identitaire, mais qui n'est pas que. C'est-à-dire que la question identitaire est effectivement pour moi la première question à résoudre. Parce que c'est la première chose qui a été déconstruite. Lorsque nous sommes arrivés, alors ceux qui ont survécu à la traversée, parmi nos ancêtres qui sont arrivés sur les terres d'Amérique, très tôt, ont subi une déconstruction intentionnelle de leur identité. Une destruction même. Une destruction, oui. J'emploie le terme de déstructuration parce que ça a été pensé comme ça. Ça a été pensé comme ça. Le fait de mélanger des nations qui ne parlent pas la même langue, pour les empêcher de se rassembler, etc. Le fait d'exercer une pression physique constante sur les individus. Le fait de violer les femmes devant leurs maris. D'obliger les maris à s'accoupler avec d'autres femmes devant leurs femmes. Et tout ça devant les enfants. Ce peuple s'est quand même construit dans une extrapolation vraiment aboutie de ce que peut être la cruauté humaine. Une humanité. Et d'ailleurs, ça a été ça le processus. Ça a été une déstructuration vers la déshumanisation. Et donc, de ce fait, ça a engendré chez nous beaucoup, beaucoup, beaucoup de tares. J'appelle ça des tares parce qu'ils se transmettent quasiment génétiquement. Qui créent des réflexes de soumission. Qui créent un réflexe de rejet vis-à-vis de l'Afrique. Parce que le narratif était, vous n'êtes

pas des Africains, ils vous ont vendus. Donc il y avait un narratif très culpabilisant sur l'Afrique. Et derrière ça, forcément, une volonté chez la masse populaire non consciente des mécanismes historiques, une volonté de se blanchir. Donc de se rapprocher le plus possible du modèle de force que représente le modèle colonial européen. Et donc à l'inverse de rejet total de leur africanité, de la noirceur de peau. Il sera fréquent d'entendre les gens dire ici, on n'est pas africains. Nous ne sommes pas nombreux, si nombreux que ça, à revendiquer notre africanité consciemment. Mais tout ce peuple revendique son africanité, la manifeste inconsciemment. Et j'ai rencontré, j'étais récemment au Burkina Faso, j'ai rencontré énormément de sosies. De personnes que je connais en Martinique.

K : Mais tu parlais de réflexe de soumission tout à l'heure. Est-ce que tu peux me donner des exemples, pour toi, comment ça se manifeste ?

A : Tu le ressens comme ça. Ou même politiquement. Je vais te donner ma perception, qui est celle d'une agression permanente. Pour qui il y a les yeux ouverts dans ce pays ? C'est un système. C'est un système, mais ce système entraîne une soumission de fait. Personnellement, là où je pense qu'il y a un vecteur d'ancestralité chez moi, c'est que je n'ai pas été équipé de cette soumission. Par mon éducation, par quelque chose que j'ai en intérieur de moi, je suis très sensible à tous les mécanismes et tout le signifiant de ce que j'observe autour de moi dans ce pays. Je prends ma voiture, je me déplace, je tombe sur des champs de bananes à perte de vue. Là, je me rappelle que ce fouille, la culture de ce fouille, est à l'origine de l'empoisonnement de mon peuple et qui fait qu'un homme sur trois en Martinique a un cancer de la prostate, ce qui est le plus gros taux dans le monde. Donc, tout le temps, je suis visuellement confronté à ça. À côté de ça, il y a un mécanisme qui se produit où je me demande, mais qui est responsable de ça ? Alors, comme j'aime bien l'autoresponsabilisation, je commence par me dire, nous sommes responsables de tout ce qui nous arrive, d'abord et avant tout. C'est un mécanisme humain. Tu m'as posé une question sur la soumission, j'y viens. C'est justement exactement là où je suis en train d'arriver. Devant ces mécanismes-là, devant ces manifestations-là, la plupart d'entre nous ne choisissent pas la responsabilité, parce que la première des responsabilités, lorsque tu vis dans une île de 80 km sur 40, qui a un tout d'empoisonnement comme celle-là, c'est que, déjà, il faut trouver un responsable et il faut trouver des solutions. On n'est pas nombreux à en chercher. Ensuite, lorsqu'on te désigne le responsable, qui sont les descendants des anciens esclavagistes en Martinique, qui sont les responsables réels de cet empoisonnement, puisqu'ils l'ont engendré, qui sont les responsables de cette monoculture, avec bien sûr la complicité de l'État français, puisque c'est un couple qui fonctionne depuis près de 400 ans en bonne harmonie, et qu'on te désigne les responsables, là encore, nous n'assumons pas notre responsabilité de se dire qu'il faut que justice soit rendue. Et donc, là où, parce que le peuple sait, on choisit de ne pas penser que cet ennemi est inattaquable et qu'on risque nos vies si on l'attaque, donc on choisit de penser ça. Ça s'appelle la soumission. Et c'est cette même soumission qui a fait qu'il y avait des noirs sur les plantations qui acceptaient ces conditions, et d'autres qui parentaient se réfugier dans les montagnes pour devenir ce qu'on appelait des nègres marrons. Et ce mécanisme, c'est celui de la société de plantation. Alors la Martinique a beau vouloir s'identifier à sa mére patrie, sa structure sociale, n'est pas du tout la même que la

France. Donc ici, nous avons une caste minoritaire et ultra-dominante qui a totalement, et qui a toujours totalement, vérolé l'économie du pays, qui garantit à la France, à l'État français que le pacte colonial est respecté, à savoir qu'une colonie doit rapporter toujours plus à sa métropole que l'inverse. Donc les békés sont ici pour garantir.

Et je sais que dans l'interdisciplinarité, le sens de l'histoire a été vraiment celui-là. C'est-à-dire qu'après l'industrie sucrière, il a fallu donner un pôle économique important aux békés. Donc ça a été la distribution et l'import-export. Et qui a entraîné derrière ça. Donc c'est la banane en termes de culture. Donc hyper subventionné, c'est extraordinaire. Il y a 300 millions d'euros par an sur le poésie qui pente pour financer ces plantations. Alors qu'au final, ça s'écroule un peu dans la banane. C'est pas que ça ne s'écroule pas, c'est que c'est un système complètement fictif. C'est un système fictif qui permet à la France de maintenir l'intérêt principal qu'il a pour nos pays, qui est un intérêt géopolitique et géostratégique. Les aies. Les zones économiques exclusives. Ce qui fait que la France est le troisième pays, ou le quatrième en termes de zones maritimes dans le monde. Sans nous, il passerait facilement à la 28ème position.

K : Mais pour revenir un peu à ce que tu disais avant, quand tu disais qu'avant il y avait une part paysanne en Martinique, une population paysanne qui a complètement disparu, moi je travaille avec des agriculteurs, donc ce n'est pas une paysannerie comme on l'entend dans le sens historique, mais le dialogue que j'ai avec les agriculteurs, j'ai l'impression qu'il y a un regain d'envie de reprendre possession, de revaloriser, de s'approprier à nouveau la terre.

A : Je parle d'agriculteurs. Les agriculteurs de cette génération n'ont pas eu d'éducation paysanne pour la plupart. C'est quoi une éducation paysanne ? L'éducation paysanne, c'est une éducation où on est dans la terre de génération en génération. Avec cette paysannerie, se porte et se maintient l'identité de la terre. C'est ça. C'est l'identité de la terre, et à travers cette relation avec la terre, on connaît les mécanismes d'exploitation. Quand on est paysan, on a cette conscience du travail. Et donc la paysannerie crée une base populaire qui a la conscience du travail et qui peut rechercher le progrès. Parce que là, dans son rapport avec la terre et le travail, cette culture du faire et du produire, et donc d'observer, de mettre en place des ingénieries, etc., qui, même si ça pouvait rester vraiment strictement dans l'intérêt de la culture et de la rentabilité de la production, c'est une dynamique mentale. Et puis il y a une paysannerie. On n'apprend pas la paysannerie. On est paysan. Tu l'apprends depuis ton enfance. Tu es dans une interconnection constante avec la terre et ce donné, ce rendu. Les agriculteurs sont pour la plupart des personnes qui ont été formées en école agricole. Ce sont des personnes qui, peut-être, ont eu un jardin familial qui les a intéressées, et puis qui décident aujourd'hui d'aller vers l'agriculture parce qu'ils comprennent bien qu'il y a un problème. Ils comprennent bien qu'on a une alimentation quasi-exclusivement exogène et que ça crée des problèmes de santé. Et qu'il y a une terre qui est là. Ils voient la banane. On apprend à beaucoup de petits planteurs qu'il vaut mieux faire de la banane parce que les békés te prennent sous leur cou. Ça augmente le tonnage et

donc ça augmente les subventions et ils t'achètent. Donc il y a une partie des agriculteurs qui ont comme métier d'être achetés par les békés et de travailler pour cette entité qui s'appelle Banamart, dirigée par les békés. À côté de ça, il y a des agriculteurs comme ceux que tu as dû rencontrer qui sont de jeunes ou moins jeunes agriculteurs et donc qui ont une action volontaire et quasi militante de planter et de planter sain en réaction à l'empoisonnement de nos terres. Donc ça a été aussi une façon de réagir à une réalité. C'est pour ça que je dis que beaucoup des agriculteurs que j'ai rencontrés sont des agriculteurs par réaction, ce qui n'enlève en rien l'importance de leur travail aujourd'hui qui est capital et primordial, mais je parle plus en termes de structure sociale. Tu as donc des gens aujourd'hui qui sont plus formés à être des agriculteurs. Pour beaucoup, ils attendent d'être relancés, donc d'avoir les subventions pour être relancés, comme n'importe quel agriculteur européen attend ses subventions. C'est un mécanisme, ça s'apprend en école agricole. On fait des agriculteurs qui demain achèteront les grains de Monsanto et qui demain les planteront, on les forme pour ça. C'est à ça que je fais la différence entre un agriculteur. C'est moi qui fais cette différence. Je la fais un petit peu pour moi, pour m'expliquer la différence sociologique parce que quand j'avais 10 ans, donc il y a 40 ans, il y avait 4 supermarchés en tout et pour tout. 4 supermarchés. Il y avait plus de 10 000 agriculteurs. 40 ans plus tard, il y a 2 200 agriculteurs. Une quarantaine de supermarchés. Cette mutation que notre pays a connu, je pourrais l'expliquer historiquement, en tout cas ma compréhension historique de comment ça s'est passé, et sociologiquement aussi, mais ça a entraîné vraiment de vrais changements. Et aujourd'hui, ces jeunes agriculteurs ou moins jeunes qui ont la conscience qu'il faut recommencer à planter, on est plus ou moins en train de se fédérer. Je dis ça parce que je m'inclue non pas en tant que travailleur agricole mais en tant qu'opérateur populaire. A savoir que parfois, il faut des personnes pour aider ou soutenir des synergies pour tendre un fil conducteur. Et celui qu'on tend, c'est celui de la souveraineté alimentaire qui nous semble bien loin mais il faut bien qu'on commence quelque part. Et comme nous ne pouvons pas attendre du tout des institutions qu'elles le fassent, il faut qu'on puisse lancer une dynamique populaire. Et donc, revaloriser ces valeurs paysannes qui sont celles du travail, de l'effort, de la stratégie et du donné et du rendu. Et de cette joie de se dire que le légume qu'on a planté va nourrir et donc va perpétuer la vie. C'est tout un sens. Il y a des agriculteurs avec qui je discute qui ont cette continuité quasiment spirituelle dans leur rapport avec la terre, d'autres qui sont beaucoup plus pragmatiques mais dans tous les cas, quelle que soit la logique, c'est le sens de l'action et du travail qui doit être mis en place. Il y a cette résistance mais nous sommes un pays de résistance. J'ai parlé de soumission tout à l'heure. La soumission, elle est globale. Et elle nous suit depuis 300 ans, 400 ans parce qu'elle nous a été imposée pour survivre. Et elle a toujours, toujours, toujours été accompagnée de luttes après d'une partie minoritaire de la population.

K : Et pour revenir à la souveraineté alimentaire ou l'autonomie alimentaire, du coup, une partie de l'idée, c'est de la conscientisation mais dans les faits, dans le déroulement qu'il peut y avoir. Pour toi, comment ça se passe ? Comment on peut atteindre ou espérer atteindre une autonomie alimentaire ?

A : Est-ce qu'on a assez de terre ? Est-ce que le rapport au béquet peut... Est-ce qu'il peut... Il y aura de la coopération peut-être ? Je ne crois pas mais... Voilà. Il existe toujours plusieurs potentiels pour arriver à un résultat. Il y a différentes personnes qui choisissent des stratégies. Certains vont choisir des stratégies qui seront plus, je dirais, autonomistes donc qui seront plus douces, qui vont consister à essayer de négocier avec les institutions, à essayer de changer, par exemple, de changer la nature du corps électoral, pas du corps électoral, la nature des équipes d'élus et leurs objectifs. Donc c'est une option. Moi, tu n'y crois pas. Ce n'est pas la mienne. Mais disons que je n'y crois pas, ce serait peut-être, je pense, un peu présomptueux dans le sens où aujourd'hui, je pense que la seule et réelle mécanique qui peut nous permettre d'avancer et d'évoluer et d'opérer une mutation dans le sens inverse de celle qui a été opérée les 40 dernières années, c'est l'unité. Et donc, je te dirai ce en quoi je crois, moi, ce que je défends. Maintenant, je comprends ceux qui choisissent cette voie. Elle répond à un positionnement et elle répond à une façon de faire.

pense qu'elle comporte des risques, mais l'extrême opposé aussi en comprenant. Et donc, il y aura toujours des risques. Les risques que je vois dans l'option de l'autonomie, c'est que j'avoue avoir une absence totale de confiance dans les institutions françaises. Il y a une militante qui s'appelle Assata Chaco, d'ailleurs, c'est le prénom de ma première fille en son honneur, qui était une ancienne black painter et qui a été réfugiée politique à Cuba pendant près de 30 ans. C'est la femme qui était la plus recherchée par le FBI. Et Assata Chaco disait que personne dans le monde n'a jamais obtenu sa liberté en comptant sur le sens moral de son oppresseur. Donc, l'option des autonomistes et de la négociation, je ne vais pas la consécuter. Je vais être attentif parce qu'elle est vectrice de beaucoup de risques de corruption. Et elle est aussi plus longue. Et tout ce qui traîne a tendance à se salir. Il y a cette idée aussi, est-ce que les institutions, en tout cas en Martinique, c'est le poids dominant, ici avec les békés qui sont bien en compagnie avec les français, est-ce qu'ils n'ont que ça à faire que d'écouter les gens qui veulent coopérer ? Eux, ils ont leur gain, ils ont ce qu'ils veulent. Ce qui se passe, ils s'en foutent un peu. C'est mon avis, bien sûr. Tant qu'on n'enraye pas leur machine économique, tout ce qui fait que l'argent coule et qu'ils sont bien, il ne va pas y avoir de dialogue. Le dialogue arrivera quand eux ne gagneront plus leurs sous. Ou quand ils se sentiront menacés. Tout ce que le RPPRAC avait fait. Je m'inscrivais beaucoup plus. D'ailleurs, je les avais rejoints, non pas leur mouvement, non pas leur association, mais leur dynamique, leurs actions. Je les avais rejoints à ce moment-là. Oui, pour moi, il y a une nécessité de casser par tous les moyens nécessaires la dynamique de gain. Tu as mis le doigt sur ça. Je pense qu'il faut qu'on revienne à des mécanismes très simples. Quand je parlais de sens moral de l'oppresseur, au-delà de ça, on met une question morale, mais au-delà de ça, pour rester totalement pragmatique, il y a des personnes qui tiennent profit d'une situation qui est une situation d'exploitation. Il y a des personnes qui se sont accoutumées à l'exploitation au point de la trouver suffisamment pour la protéger en quelque part. Et donc, il y a une justice sociale qui est permanente. Parce que je pense qu'il n'y a qu'en perturbant de façon significative l'ordre des choses, qu'on parviendra à créer, à bouleverser ce rapport de gains et de pertes. Permanent. Donc, tant qu'à perdre, tant qu'à être perdant d'un système, autant se positionner pour arrêter de perdre. Et donc, pour arrêter de perdre, la conscientisation est nécessaire. On l'a vu, parce que le R, il y est allé. Il y est allé et il est présent. Il a créé une espèce de pratique, qui est la transparence vers les réseaux sociaux. Et cette communication permanente avec le peuple, ça peut être trop. Parce qu'il faut trouver des choses à dire. Je m'entends très

bien avec vous. On doit se voir d'ailleurs. J'espère que dans la démarche d'unité que j'ai vis-à-vis de lui, mais aussi vis-à-vis de quasiment tous les mouvements aujourd'hui qui vont dans ce sens-là, j'aimerais lui faire comprendre, en tout cas, lui expliquer en termes d'histoire politique sur les 40 dernières années, les pièges selon moi dans lesquels il faudrait qu'il évite de tomber. Le premier temps de reprendre ce concept d'autonomie, il faut savoir qu'il y a 40 ans, lorsque François Mitterrand est arrivé au pouvoir, je ne sais pas si tu as parlé du Moratoire. Le Moratoire, ça a été une demande faite par Aimé Césaire, lorsque François Mitterrand est arrivé au pouvoir. Il faut savoir que dans nos luttes pour plus d'égalité et de justice sociale dans les années 70, on était face à des gouvernements français de droite. Et à l'époque, le monde était très influencé par la guerre froide, par les polarités entre l'ouest et l'est, et donc politiquement en France, la politique française était très marquée par cette polarité gauche-droite. Et donc, les gouvernements de droite ayant toujours eu une politique très dure et très répressive sur nos mouvements sociaux, février 74, décembre 59, Bois de l'Aupe en mai 67, etc. Il y a beaucoup, beaucoup de répression. Lorsque François Mitterrand est arrivé au pouvoir en 81, Aimé Césaire, qui est donc progressiste, ancien communiste, se dirige vers le socialisme et s'associe au parti socialiste français. Et donc, il parle avec François Mitterrand qui lui assure de sa pleine et totale collaboration pour l'existence d'une politique culturelle et la mise en place d'un... d'une autonomie progressive. La pilule, quoi. Et donc Aimé Césaire, je ne suis pas fan de l'homme politique. J'aime beaucoup le poète, mais je ne suis pas du tout fan de l'homme politique. Si on a l'occasion d'en parler, je t'expliquerai pourquoi. Mais... il demande à l'ensemble des élus un moratoire, Martiniquais, un moratoire pour suspendre la question de l'indépendance. Ah ben oui. Donc, le mouvement indépendantiste majoritaire à l'époque, électoraliste qui s'appelle le MIM, qui est quasiment mourant en même temps que son leader de l'époque. Qui est?

K: Alfred-Marie Jeanne je crois.

A: Voilà. Bien mon petit tu es renseigné. Il a plus ou moins joué le jeu en parlant d'indépendance, mais en ne mettant rien en place pour pouvoir y accéder. C'est-à-dire que il y a eu une alternance dans nos conseils généraux régionaux, puis à l'ACTM, lorsqu'on est devenu une collectivité unique. Il y a eu une alternance qui s'est mise en place avec des élus majoritaires du mouvement indépendantiste marantiniquais, le MIM, et qui se sont cantonnés à prouver qu'ils pouvaient avoir une saine gestion budgétaire de la collectivité. Ils n'ont rien mis en place. Vraiment rien qui allait dans le sens de l'indépendance. Et ce moratoire demandé par Césaire a été observé sur les 40 dernières années. Et pendant que ce moratoire était en cours, eh bien, l'État français déroulait sa stratégie avec les béquilles.

Donc, doucement, au fur et à mesure, des supermarchés naissaient, alors d'abord, Carrefour, après, le cousin d'Ayotte, Fabre, est arrivé, il a commencé à créer les leaders en price, les caraïbes price, donc il s'est mis sur le discount, il était pointé à aller sur d'autres enseignes, de grandes distributions, de moyennes distributions. Toute la famille a développé son concept, sachant que les conteneurs de bananes, ils n'arrivent pas vides. Sauf que c'est ce qu'on nous dit. L'Europe paye l'aller-retour. Mais les béquilles nous disent qu'ils payent le transport pour leurs marchandises. Mais ils

mettent beaucoup de marchandises dans les conteneurs qui viennent chercher de la banane. Ce sont des petits mécanismes, comme ça, beaucoup de défiscalisations qui ont été mis en place pour eux. Pendant des années, les béquilles ont importé des véhicules utilitaires en les faisant passer pour des véhicules agricoles. Donc totalement exénérés.

Je pourrais te donner des dizaines et des dizaines d'exemples de ce qui a été mis pendant qu'on était endormi par le moratoire au chef à M. Césaire. Et il y a eu 2009 qui a secoué, ça n'a pas été suffisant, donc 2024 est venu remuer encore, mais avec un accès différent à l'information. Parce qu'évolution sociétale, réseaux sociaux, qui n'y avait pas en 2009 comme maintenant, etc. Et donc, transparence. Difficile de cacher la réalité. D'ailleurs, ça a transpiré un peu partout dans le monde, et on s'est demandé qui sont ces escravagistes qui possèdent le pays, c'est quoi ce système économique entièrement monopolistique ? Illégal. C'est illégal. C'est totalement illégal. Et ça a focalisé sur cette petite île qui est le joyau colonial de la France. Beaucoup plus que la Guadeloupe, beaucoup plus que la Guyane. La Martinique a toujours été le joyau colonial de la France. C'est là où les békés, il n'y en a pas, il n'y a pas vraiment de békés à la réunion.

K: Si mais ils ont d'autres noms.

A : Oui, mais ils n'ont pas cette emprise économique sur l'ensemble du territoire. Après, il y a l'histoire aussi de chaque île. En Guadeloupe, on les a mis dehors en 1802. Ils se sont tous réfugiés ici. Quand je te dis que la Martinique a ce côté unique, ça a été le refuge des békés. Les békés étaient tellement puissants ici que lorsqu'il y a eu la révolution française et le risque qu'il y ait une probable abolition de l'esclavage, ils sont passés sur le pavillon anglais. Ils n'en ont rien à foutre, ces gars-là. Ce qui les intéresse, c'est de vivre leur vie. Ils estiment que c'est leur pays. Qu'ils l'ont fait et que c'est leur pays. Il faut bien comprendre ça. On a quand même 1% de cette population qui considère qu'elle est maître de ce pays. Et on a plein de strates sociales différentes qui morcellent l'intégrité sociale du pays et qui rend très très compliqué qu'il puisse y avoir une résistance collective et globale à ces mécanismes-là.

K: Moi, j'ai le sentiment qu'il y a plein de petits points en Martinique qui font que le peuple a beaucoup de mal à être solidaire.

A : Alors, il y a des questions de différenciation ethnique aussi. Il y a la communauté chinoise, il y a la communauté indienne, il y a même une communauté polonaise, et même entre afro-descendants martiniquais, il y a le colorisme, il y a tout ce genre de mécanismes qui font que les martiniquais, pourtant soumis à un même groupe, les békés, n'arrivent pas à se rejoindre pour, expulser c'est un grand mot, mais renverser

la tendance, renverser la domination d'une minorité minuscule, c'est rien. Tu as un petit peu lu Fanon?

K : J'ai commencé peau noire masque blanc mais je l'ai pas encore fini.

A : Il a très très bien décrit les mécanismes et les effets de la colonisation sur le colonisé, et sur ces mécanismes mentaux. Alors, de ce que je vois, moi, effectivement, ce que tu as dit c'est exactement ça, il y a plusieurs facteurs qui s'imbriquent et qui font que les personnes n'ont pas cette démarche de s'unir contre cet ennemi commun au final, qui est l'exploiteur. Et celui qui profite de la situation. Parce que, déjà, alors, si on doit prendre le facteur humain, et comme je te disais, épigénétique. On sait aujourd'hui, grâce au décodage du génome, que 85% de notre patrimoine génétique est constitué de facteurs épigénétiques. Donc on a que 15% de nos gènes qui sont directement de transmission linéaire. Tout le reste de nos gènes sont de transmission épigénétique. On sait que l'épigénétique collecte l'ensemble des informations environnementales d'un sujet. Et donc, un peuple qui a vécu et qui s'est construit sur une information environnementale basée sur un tel niveau de violence et d'injustice raciale, puisque c'est une société racialisée, eh bien, ça laisse des traces. Forcément, ça laisse des traces dans la psyché collective et aussi dans la psyché individuelle. Ça a développé, on en a fait des proverbes chez nous, ça s'appelle le neg kont neg. Ou bien complot neg c'est complot chien. Donc, organisation de noirs entre eux, c'est comme si c'était des chiens qui s'organisent, donc ça n'a aucune valeur. Neg kont neg, ça c'est le noir contre le noir. Et ça, ça nous vient de la trahison. Parce que les violences du système de plantation imposaient que des noirs se trahissent entre eux pour vivre, en fait, pour survivre, pour ne pas être tués. Et donc, d'où cette idée que tu ne peux pas faire confiance à ton voisin, à ton frère, parce que il va d'une façon ou d'une autre par jalousie. Alors, à l'époque, c'est pas obligation, mais avec le temps, on va te dire que c'est la jalousie qui fait ça, etc. Donc, ça a créé cette espèce de défiance qu'il est très compliqué de... On entend ça même tous les jours, on va entendre au moins une personne dire ça dans notre environnement. Donc, c'est encore quelque chose de très présent. Donc ça, c'est ce facteur que je qualifierais d'épigénétique, de la construction mentale de la société de plantation. À côté de ça, ça entraîne le colorisme. Effectivement, le colorisme, les personnes les plus claires, les plus proches du blanc, génétiquement, biologiquement du blanc, sont censées être plus valorisées dans cette société. Socialement, par leur niveau de vie, et être un objectif marital. Donc, de procréation. Chez nous, il y a des expressions. Il faut sauver ta peau. Donc, sauver sa peau, c'est l'éclaircire. Et c'était très vivace dans les années 70. Aujourd'hui, avec les réseaux, etc., il y a tout un mouvement de reconnaissance de notre identité, de fierté, de valorisation de notre identité noire. Mais ça existe encore. C'est encore très présent. Cette méfiance envers le maritimité qui sera plus foncée. Après, il y a eu tout le mouvement avec Édouard Glissant, Aimé Césaire, Chamoiseau, tous ces écrivains qui ont aussi remis en avant la fierté d'être noire, la fierté de tout ce que ça apporte en termes d'histoire, en termes de culture, en termes de présence, de revendication. En fait, oui et non. C'est-à-dire que dans le maelstrom d'identité dans lequel on est ici, ils ont effectivement remis les informations en place. Alors Césaire a parlé de négritude. C'était une approche symbolique. Édouard Glissant a parlé du tout monde. Donc là encore, ce ne sont pas, selon moi, au niveau de la psyché collective, ce sont des

avancées vertes. Mais ce sont beaucoup d'interrogations qui sont ouvertes vers le fait que nous serions au final une nouvelle société. Et que cette nouvelle société se construit de mélanges, d'exploitation, de non-exploitation et de tout ce qui la compose. Sauf que, finalement, cette nouvelle société est émue par des courants de pouvoir qui viennent toujours du même endroit et qui se déversent toujours à l'encontre des mêmes personnes. Donc, si bien intellectuellement, comme théorie, concrètement, nous sommes dans le simple mécanisme de prédation, d'exploitation, et qui se perpétue. Et à un moment, ça a permis aux intellectuels d'y réfléchir, mais j'ai eu l'impression que tout le monde s'y est noyé. Derrière tout le monde, il y a eu Chatmoiseau et Confiant avec la Créolité. Ça a ramené d'autres choses en commun. Tu disais que t'aimes pas, toi, le terme créole ? Non, symboliquement, ce qu'il représente.

Le mot créole désigne tout ce qui appartient au blanc créole. Le créole étant le blanc arrivé ici et né sur les colonies. Du coup, ça renvoie directement... Chez nous, le terme créole a été utilisé d'abord pour désigner une espèce de vache qu'on a appelée la créola et qui était un mélange entre une vache africaine qu'ils avaient prise là-bas et une vache normande.

K : Le zébu, non ?

A : C'était pas un zébu, c'était une autre espèce. C'était pas le zébu. Donc, c'est devenu la créola. Après, l'adjectif s'est déployé aux maisons. Les maisons des blancs créoles. La femme créole qui était la femme, l'objet des blancs créoles qui les violaient allègrement et qui faisaient des petits métis qui constituaient la première couche de cette phase intermédiaire de Pearson. Voilà. In between. On va faire un petit retour en arrière dans la discussion. Du coup, tu disais que pour toi, l'autonomie, c'était pas forcément une solution qui... Je vais pas dire viable, mais que c'était compliqué, on va dire ça comme ça. Du coup, l'autre pendant de la question militante, c'est l'indépendance.

K: Pour toi, est-ce que c'est possible de mettre en place, d'avoir une avancée pour mener à une indépendance ?

Et est-ce que l'autonomie n'est pas indispensable en passant à l'indépendance, quelque part ? C'est-à-dire que d'abord, avoir son autonomie avant de pouvoir penser qu'on peut être indépendant ? Je ne sais pas. Tout dépend toujours des termes. Je pense que même la nature fonctionne avec des contrats. Gagnant-gagnant ou gagnant-perdant. Et c'est toujours une question de contrat. Ma question, c'est de quoi sera faite cette autonomie. C'est ça la question. Et c'est pour ça que je dis que je ne vais pas m'attaquer à ceux qui cherchent cette voie. Je vais essayer de m'astreindre, un petit peu aller challenger pour faire en sorte que ceux qui essaieront de négocier ne se retournent pas contre nous. Comme ça s'est passé en Nouvelle-Calédonie. Oui. J'ai du mal avec le fait

de négocier sans pouvoir mettre en place un rapport en défense. Parce que la prédation est une question de rapport en défense. Aujourd'hui, les pays de l'AES peuvent se permettre de mettre les entreprises françaises dehors et donc d'arrêter l'exploitation de leurs ressources naturelles parce qu'elles ont mis la force. Ce sont trois régimes militaires qui ne rigolent pas. Dans l'AES ? Le Mali, le Niger et le Burkina Faso. Ils ont formé une alliance qui est l'Alliance des Etats du Sahel. Ils ont mis toutes les entreprises françaises étrangères qui exploitaient les ressources de leur pays dehors. Clairement et nettement dehors. Et ils le font parce qu'ils ont un régime fort. Ils ont passé une alliance militaire avec la Russie. Ce qui fait qu'aujourd'hui, dans le jeu des alliances militaires, si on attaque le Burkina Faso, on attaque la Russie. Ça ne donne pas envie. Ça ne donne pas envie. Ça ne donne vraiment pas envie. Donc, moi je suis convaincu qu'il faut une force pour s'opposer à la France. Chez nous, je ne crois pas que Poutine viendra risquer ses relations diplomatiques avec la France pour un petit caillou de 80 km sur 40. Quoique, il n'aime tellement pas Macron que peut-être tenter juste pour s'amuser.

K : Mais du coup, ça veut dire qu'il faudrait opposer à l'État français une dynamique populaire, donc avec une conscience populaire qui se crée et des élus qui guident le peuple vers cette solution. Sachant que pour l'instant, demander l'indépendance reviendrait à être sécessionniste non ? La Constitution française dit que la République est une et indivisible.

A : Exactement monn petit nous sommes un département de la République. Nous ne sommes pas considérés comme une colonie. Tu as vu la petite entourloupe quenelle, comme dit Dieudonné ? Nous ne sommes pas... Voilà. Donc aujourd'hui, personnellement, je suis considéré par les renseignements généraux et l'État français comme un sécessionniste. Un sécessionniste. Je suis quelqu'un... Un séparatiste. Ah oui, oui, oui. Je ferai plus précisément, pour reprendre leurs termes techniques, un séparatiste. Ce qui est illégal.

K : Ah oui, je me doute bien.

A: Et donc, et donc, pour que nous puissions avoir le droit au niveau du droit international de mener une lutte d'indépendance, il faut que plusieurs pays décident de nous inscrire sur la liste des pays à décoloniser. Et on y travaille, sérieusement. On y travaille beaucoup. On a déjà les 121 pays non alignés avec nous. On a les pays de l'AES qui viennent de nous rejoindre aussi. Parce que je suis parti au Burkina et que on a discuté et que ça va être quelque chose qui va être mis en place. Il faut voir à quel moment ça passera. Et il faut combien de pays pour... C'est une notion que je n'ai pas. Réellement, c'est une notion que je n'ai pas. Je crois qu'il y a un nombre de pays du Conseil de Sécurité qui doivent valider là-dedans. Et les dernières... Donc c'est pas gagné.

La suite engage un débat qui n'apporte rien au mémoire.

Annexe 3

Entretient Claude, 1er décembre.

Contexte : c'est un entretien après une journée de travail dans l'exploitation du Potager des mornes. Il voulait me donner des kumquats car il a un arbre juste à côté de sa maison, et je me dis que c'était le moment de faire un entretien et d'en apprendre un peu plus sur lui dans un cadre informel. C'est donc un entretien non préparé amis qui m'a apporté beaucoup d'éléments de compréhension.

K : Nous sommes le lundi 1er décembre et je suis en compagnie de Claude. Claude, je te laisse te présenter.

C : Claude Ducalcon, agriculteur depuis une quarantaine d'années, à la retraite maintenant, puisque 76 ans oblige, est donc installé ici en 1986, premièrement en agriculture chimique, comme tous les jeunes agriculteurs, et bien entendu par la suite, cette conversion en agriculture biologique dans les années 94-96.

K : Culture chimique, c'est-à-dire engrais chimiques, tout ça ?

C : Engrais, toutes les fumures de synthèse.

K : C'est l'époque du chlordécone aussi ?

C : Exactement, c'était la même période, à peu près, c'était ça. On était en plein dedans, c'est pour ça que je dis chimique en général.

K : Et qu'est-ce qui a fait que tu as fait une transition vers l'organique ?

C : À un moment donné, j'ai senti que les produits chimiques justement me perturbaient. Je devenais de plus en plus allergique à ça. Je me suis dit, il serait temps

d'arrêter. Et au même moment, la bio fait son apparition en Martinique. Bien sûr, ça existait, ça se faisait déjà depuis de nombreuses années en Europe. Mais bien entendu, comme dans tous les secteurs, la Martinique est en retard d'une cinquantaine de trains (rire).

Donc j'ai pris le train en marche, j'ai sauté dedans, parce que c'était vraiment bienvenu pour moi.

K : Et à la base, on l'avait déjà discuté, tu faisais des fleurs ?

C : Alors, à la base, en même temps que le maraîcher vivrier, vivrier c'est les racines, dachyne, igname, patate douce, tout ça. En même temps que la production alimentaire, il y avait deux hectares de fleurs plantées ici. Donc il existait une coopérative qui s'est cassée la figure, bien entendu, les producteurs avec. Mais c'était une ouverture sur l'Europe, parce que les fleurs tropicales sont jusqu'à présent très appréciées en Europe.

K : Et pourquoi ça s'est cassé la gueule, qu'est-ce qu'il s'est passé ?

C : Mauvaise gestion.

K : Interne ?

C : Interne, oui. Comme beaucoup de coopératives pour les petits producteurs ici.

Donc la division qui nous a été, qui nous a été, comment on pourrait dire ça ? Ça nous a été mis dans le biberon depuis tout petit. C'était pas du lait, c'était de la poudre de la division qu'ils mettaient, je dis ça souvent. Et donc la division entre les différents dirigeants, division entre producteurs, division partout, plus vient s'ajouter à sa mauvaise gestion, parce que la fleur payait bien, puis donc on dépensait sans compter, qui fait que ça a entraîné la catastrophe financière pour la coopérative. Et là c'est dommage.

K : Et c'était comment le nom de la coopérative ?

C : Sicafleurs.

K : Et ça s'est arrêté quand plus ou moins ?

C : C'est loin là déjà, dans les années, on est en 2025, dans les années 1980 à peu près. Ça remonte quoi.

K : Et tu étais déjà sur ce terrain-ci alors ?

C : Oui, j'étais déjà ici. Alors à l'époque, j'étais en location. Et après une quinzaine d'années d'installation, donc installé en 1986, le propriétaire a voulu me vendre à moi. Donc je n'avais pas un centime, mais j'ai dit oui, je prends (rire). Et donc nous avons mis en place, j'ai mis en place un GFA. Groupement foncier agricole. Qui fait que j'ai pu faire, j'ai pu bénéficier de l'apport financier de sociétaires. Qui m'a permis d'acheter le foncier. Qui nous a permis, groupés, d'acheter le foncier. Et bien entendu, quelques dizaines d'années, enfin une dizaine d'années après, mon épouse et moi, on pouvait racheter toutes les parts. Donc voilà. Donc aujourd'hui, on a gardé le type de société GFA. Puisque ça facilite les choses. Parce qu'il faut penser bien loin. Héritage, enfants, machin, bon voilà. Nous sommes un couple reconstitué. Donc le système de GFA convient tout à fait dans le cas d'indivision des terres.

K : Ok, pourquoi ça ?

C : Parce que personne ne peut venir et dire, je veux ma part de terre. Tu peux avoir ta part, mais financièrement. Donc tu es sociétaire du GFA, tu veux partir, tu veux sortir. Tu ne vas pas dire, ça c'est ma parcelle, je prends. Non. On va te payer par rapport à la quantité de parts que tu possèdes dans la suite des actions.

K : Ok, d'accord. Et du coup ça, en cas de conflit ou ce genre de choses, dans les générations futures vous êtes tranquille ?

C : On est tranquille. Et la terre restera agricole, la terre restera indivisée.

K : Et du coup tout à l'heure, on parlait justement de ces problèmes d'indivision, qui font que plein de terres en Martinique sont laissées à l'abandon, etc. Et là ici, ça ne peut pas se réaliser, c’est la GFA qui protège de ce genre de choses c’est bien ça ?

C : Non, ça ne peut pas se réaliser. Parce que tu n'as droit à quoi que ce soit de physique en termes d'offensive. Oui, oui. Seulement droit aux finances.

K : Et ta terre actuelle, par rapport au prix où tu l'avais achetée, elle a pris en valeur je suppose, non ? Elle a dû augmenter.

C : Pendant très longtemps, j'ai été administrateur à la SAFER, Société d'aménagement foncier d'économie rurale. C'est cette société qui gère le foncier et qui moralise les transactions foncières agricoles du pays. Moraliser dans le sens éthique. Par rapport à l'éthique et au prix. Et je me suis longtemps battu pour que la terre agricole reste un outil de travail et non pas un objet de spéculation. Donc aujourd'hui, je ne peux pas reprocher, je n'ai pas le droit de reprocher à la SAFER de bloquer la grimpée des terres agricoles. Ok, d'accord. Bon, ça existe en France, dans toutes les communes de France et de Navarre. Et c'est ça qui, heureusement, empêche que les propriétaires fassent flamber le prix du foncier. Mais bien entendu, il y a toujours la partie extérieure de l'iceberg, puisque tu as des petits malins qui vont combiner avec la commune, le maire de la commune, pour que ces terres soient déclassées et vendues au prix horrible de terres constructives.

K : Déclassées, c'est-à-dire terres boisées ou ce genre de choses ?

C : Voilà, c'est-à-dire terres agricoles, ça va passer par le truchement du poste, le plan d'occupation des sols, en terres constructives. Bien entendu, tu as des maires véreux qui vont demander une petite parcelle pour que le déclassement se fasse.

K : Ca réduit aussi la quantité de terres agricoles ?

C : Ça va réduire la quantité de terres agricoles parce que tu as une forte poussée démographique de la Martinique. Aujourd'hui, nous sommes pratiquement 400 000 habitants. Et quand tous les vacanciers... Parce que tu as une Martinique qui vit en France, en Europe, partout aux États-Unis, imagine que tout ce monde l'a dit, je reviens au pays. C'est 800 000 personnes. Ça a doublé.

K : Avec tous les jeunes qui partent en plus.

C : Oui, tu as tous les jeunes qui partent, tu as ceux qui vivent déjà là-bas. Si tout ce monde l'a dit, je veux revenir au pays, ça, c'est un grave problème.

K : Parce que c'est aussi une démographie vieillissante, la Martinique.

C : Alors aujourd'hui, on fait le constat du vieillissement de la population, ce qui n'arrange pas le côté économique et développement du pays.

K : Et pour revenir au niveau des terres, tu vois, tout à l'heure, on discutait du fait qu'il n'y a pas assez d'agriculteurs parce qu'on disait qu'au marché de Manrina, il n'y a que 10 stands d'agriculture. Mais au final, la raison, ce n'est pas qu'on n'invite pas les agriculteurs, c'est juste qu'il n'y en a pas assez.

C : Alors aujourd'hui, c'est un métier qui est délaissé. Parce que déjà, le problème du foncier, tout le monde se dit qu'il n'y a plus de terres, qu'est-ce que je vais foutre en agriculture ?

K : Alors que quelque part, il y en a.

C : Oui, mais bon, il y en a. Puisque si on prend toutes les terres en indivision, on ne va pas toucher à la forêt, dire les terres en friche, mais les terres qui étaient en agriculture et qui sont devenues en friche, par la non-occupation par les propriétaires. Donc, il y a de la terre, mais il aurait fallu qu'il y ait un processus de déblocage de toutes ces terres pour qu'elles soient mises à disposition de l'agriculture. Pas de l'industrie, pas du commerce, pas de l'habitat et tout ça. De production locale. Aujourd'hui, on assure seulement à 20, voire 10%.

K : Je pense que c'est 14% de production locale.

C : Je n'ai plus les derniers chiffres. Mais c'est minime par rapport... C'est-à-dire, imagine, les bateaux n'entrent plus. Bon, c'est la panique ici. Et les différents supermarchés de l'île, ils ont besoin de vendre à leurs consommateurs. Donc, sans aucune conscience, ils préfèrent importer. Parce qu'ils achètent moins cher et ça rapporte plus.

K : Mais c'est parce qu'il y a aussi des gens qui achètent s'ils le font.

C : Bien entendu. Tout le monde en a besoin, tout le monde achète. Sans même faire le constat que ce n'est pas du pays.

K : Mais il y a une dépendance qui s'est installée avec le temps ?

C : Oui, parce que n'oublie pas que le PIB de la Martinique, aujourd'hui, je pense que c'est à 90, 95% de subsides de l'État. Et comment ça se fait ça ? Distribution d'argent à ne rien faire.

K : Mais ces subsides, pourquoi ?

C : Parce que chômage, entre sécurité sociale, entre les différentes aides sociales. Il n'y a que ça. Bon, sans compter que pour le développement économique, la Martinique a touché et touche encore pas mal d'aides de l'Europe. Ce qui fait que c'est un pays, comme on disait précédemment, totalement dépendant financièrement, alimentairement, enfin tout ce que tu veux. À la France et à l'Europe.

K : Il y a toutes les aides du FEDER...

C : Toutes les aides du FEDER, toutes les aides sociales, toutes les aides à la politique, aux différentes collectivités.

K : Et du coup il n'y a pas de porte d'autonomie. Est-ce que tu penses que c'est possible d'arriver à une certaine autonomie ?

C : Tu peux pas dire à tes parents « Fous-moi la peine et donne-moi de l'argent pour vivre ». Non, mais c'est ça l'autonomie. Oui, la main tendue, mais avec beaucoup de prétention. Mais c'est du paternalisme, oui. Oui, construis déjà le pays avec l'argent qu'on te donne. Et c'est ce qui n'a pas été fait. Oui, puisque tu avais même de l'argent du FEDER, qui repartait faute d'utilisation sur la base de projets. Aujourd'hui justement, étant donné que la France commence à être en difficulté, c'est là maintenant que ça va être dur, parce qu'ils sont en train de fermer tous les robinets financiers, tous

les robinets d'aides, ce qui fait que tout le monde panique. Tout le monde panique parce que...

K : Et puis la France, la Martinique c'est toujours aussi un des derniers départements qui est aidé par la France. Il y a l'aide à la diversification qui est partout, qui est dans tous les départements, et qu'apparemment ici la plateforme ne serait pas encore finalisée ?

C : Non, comme toutes les aides, comme à chaque 5 ans, puisque le FEDER c'est 5 années, quand les nouveaux financements sont mis en place, les nouvelles mesures sont mises en place, il faut attendre minimum 2 années, voire 3, pour qu'au niveau du ministère de l'Agriculture, donc représenté ici par la DAF, les techniciens aient le temps de comprendre et de mettre en place le système qui permettra aux Martiniquais de consommer cet argent.

K : Il y a un problème sur le temps des dossiers ?

C : Ça aussi, il faudrait que la profession agricole revoie les choses, parce qu'au moins avant, tu avais un syndicalisme agricole qui rouspétait, qui réclamait, qui fonctionnait. Mais aujourd'hui, par le manque de producteurs, ce syndicalisme agricole est complètement inexistant. Ce qui fait qu'effectivement, on sait que la Chambre d'Agriculture est composée par les syndicalistes, on connaît la composition. Donc ces mêmes syndicalistes sont à la Chambre d'Agriculture et ne parlent pas des problèmes de longévité, de temps pour la mise en place des dossiers. Tout le monde se plaint de ça, notamment les jeunes agriculteurs. Par exemple, ces filles avec qui tu travailles, avec qui tu fais ton stage, elles ont attendu 2 voire 3 ans avant d'avoir leurs dossiers, alors qu'elles fonctionnaient déjà. Une fois les dossiers mis en place, elles ont touché une partie des GIA, mais les aides de FEADER ne sont pas encore tombées. Il y a des projets qui mettent 6 ans à se faire financer. Ça veut dire que si tu résistes, si tu subsistes jusqu'à ce que ça tombe, tu n'as plus qu'à prendre cet argent et partir en vacances. Si tu existes encore.

K : Après, c'est des prêts ? Il faut mettre de sa poche ?

C : Alors, ça aussi. Il faut mettre de sa poche, c'est-à-dire qu'on va te rembourser sur facture acquittée. Ce qui veut dire, là aussi c'est un sérieux piège que j'ai analysé un peu, parce que j'ai été administrateur au Crédit Agricole. Le Crédit Agricole, pour se garantir qu'il va entrer dans ses fonds, va te prêter de l'argent sur la base du montant garanti par l'État. C'est-à-dire qu'on te donne 75%, admettons. Le Crédit Agricole va te financer sur la base de ces 55%. Normalement, ils auraient pu financer l'ensemble.

Au moins, financer aussi cette partie d'apport personnel. Mais c'est des gros risques. Si tu n'arrives pas, ils sont pour leur poche. Donc, ils te financent sur la base de ce qui est garanti par l'État. Aujourd'hui, au lieu de 25%, si on considère que c'est 75%, tu as 45% à trouver. De ta poche.

K : C'est impossible.

C : Voilà. Si tu ne pars pas avec quelque chose... Tu t'es déjà cassé la figure. Tu es déjà mort, avant même d'avoir démarré. Alors, ce à quoi ils ont réfléchi, c'est... Bon, donnez-leur la DJA. La dotation jeune agriculteur. OK. Mais seulement, cette DJA devait te servir comme trésorerie, fond de roulement trésorerie. OK ? Mais aujourd'hui, cette DJA va servir pour l'apport personnel. OK. Du coup, tu n'as aucune réserve. Donc, s'il y a un truc qui ne va pas, du coup, le catastrophe. OK.

K : Et donc, tu penses que c'est ça qui... C'est une des raisons qui fait qu'il y a moins d'agriculteurs aussi, c'est que se lancer en agriculture, c'est...

C : C’est le parcours du combattant. C'est du suicide. Il y en a beaucoup qui ont abandonné. Un paquet qui ont abandonné de s'installer. Et tu parlais des aides à la diversification. Ça aussi, pareil. Si les possédants... Je ne parle pas de békés, parce que tu as des nègres aussi qui ont... Qui ont de quoi. J'utilise le terme possédant. Si les possédants n'étaient pas d'accord avec ce type de financement... Ça ne se serait pas fait. Parce qu'il était question de prendre sur l'aide à la banane. OK ? Pour aider la diversification.

K : Sauf qu'ils ont fait deux fonds séparés.

C : Posé. Et aide à la diversification. OK. Et il était question pour l'État de diminuer sur le poséi. Jusqu'à présent, ils en parlent. D'accord. Donc, s'il faut trouver notre stratagème pour continuer à financer, toujours au même niveau que depuis 99 ans, l'agriculture des possédants. D'accord ? Et qu'est-ce qui se passe ? Donc, comme ça a toujours été, c'est ces possédants qui ont encaissé 80% de toutes les aides. Le petit 20% qui restait, c'était pour les petits. OK ? Mais ils n'arrivent même pas à décoincer ce 20%. Parce qu'ils n'ont pas de structure en place pour les accompagner. Ni la chambre, ni le syndicalisme.

K : Et alors, ça va où ?

C : Ça retourne à l'Europe.

K : Donc, il y a le poséid qui prend 80%. Oui. Puis, il y a 20% pour l'aide à la diversification.

C : Alors, ce n'est pas seulement le poséi. C'est toutes les aides dont poséid attribué au groupe planteur. Globalement, c'est pour la banane et la canne. Donc, aujourd'hui, qu'est-ce que tu vois apparaître ? Cette diversification, c'est que ces messieurs vont planter quelques arbres dans la plantation de bananes. La diversification, c'est quoi encore ? Canne, banane, banane, canne. C'est ça leur diversification. OK ? Bon. Parce qu'ils ne peuvent même pas aller en diversification vivrière. Les terres sont contaminées à la chlordécone. Tu ne vas pas mettre de la laitue à la limite pendant qu'on prépare les terres à bananes. Ce qui s'est fait à l'époque, sur lequel on a manifesté, pendant la préparation des terres à bananes, le propriétaire laissait quelques personnes planter sur ces terres-là. Laitue, tomates, machin, et puis ça poussait bien parce que la terre est gorgée d'engrais, de fumures, machin. Donc, ça explosait. Et on a tiré la sonnette d'alarme pour dire « Mais attention, vous êtes en train de tuer la population avec vos saloperies que vous plantez sur les terres chlordéconées. OK ? C'est quoi votre problème là ? Vous arrêtez tout ça. Donc, la direction de l'agriculture est intervenue à ce moment-là pour, effectivement, avoir l'œil sur ce type de plantation.

K : Et toutes les terres à bananes, qui partent pour Banamart, sont chloredeconées, tu penses ?

C : Toutes. D'accord, c'est une catastrophe internationale martiniquaise. Une grande mascarade comme tu dis (rire). Alors, je dis ça rigolant, mais effectivement, c'est international. Parce qu'on pense que c'est les territoires d'outre-mer qui sont contaminés à la chlordécone. Mais la chlordécone a été utilisée en Europe, aux Etats-Unis. En France ? En Italie. L'Italie a beaucoup de problèmes de chlordécone aussi. Bon, est-ce qu'on s'est pensé vraiment, dans ces pays-là, sur la contamination à la chlordécone ?

K : En plus, il y a les PFAS et des trucs comme ça.

C : Exactement. Donc, ces produits qu'on nous envoie ici, ces légumes, fruits et légumes qu'on nous envoie ici, a-t-on fait les analyses qu'il faut pour savoir si ces fruits et légumes qu'on nous envoie ici ne sont pas totalement contaminés à la cochonnerie ? Mais ils le sont probablement. Probablement, ok. Donc, voilà ce qu'on... Le tableau.

Et c'est ça qu'on nous a mis en place pour nos enfants. Ok ? Et puis aujourd'hui, on parle de la santé, on parle de l'autosuffisance alimentaire, personne ne pense à la réparation. Mais non pas cette réparation demandée par rapport à l'esclavage et tout ça machin. Non. Réparation de la vie. Est-ce possible ? Est-ce possible de réparer aujourd'hui ? Parce que n'oublions pas que ça s'est mis en place sur des millénaires, des millions d'années. En une fraction de seconde, nous avons tout détruit. Est-ce que le processus marche arrière existe dans ça ? Je ne sais pas. C'est une grosse question fondamentale que chacun devrait se poser à tous les niveaux pour savoir s'il reste encore une petite chance de redresser, de le fermer vite, très vite, tellement vite. D'accord ?

K : Mais il y a... Comment ça s'appelle ? Tu sais, j'ai été à une réunion d'investisseurs Guyanais, Martiniquais et Guadeloupéens il n'y a pas longtemps. Et il y avait un professeur de développement à l'Université de Fort de France qui disait qu'en gros, il y a une fenêtre de 10 ans où il faut faire des choix. Et si on ne fait pas les bons choix, on va aller droit dans le mur par la suite parce que c'est une île qui a déjà subi beaucoup et qu'il y a un moment, il va falloir faire des choix.

C : Oui, mais tout le monde le dit. Tout le monde le dit. Ça fait des années quand on a vraiment annoncé la bio en Martinique. On nous a détestés. Tu avais un président de la Chambre d'Agriculture de l'époque qui disait dans le journal Martinique, la France Antille, avec photo à l'appui, à côté d'un producteur de bananes, un des directeurs de l'organisation, l'agriculture biologique c'est une utopie. C'est une agriculture de riches pour les riches. J'étais enragé. Président de la Chambre d'Agriculture. Ça veut dire que ton développement que tu fais là, ta décision est partialle. Oui, parce qu'il est producteur de bananes. Donc il est obligé de protéger les siens, ses semblables bananiers. Mais c'est le seul qui produisait de la banane Larose. Tu sais, ces bananes violettes là. Et c'est le seul qui expédiait ces bananes Larose en Europe.

K : Il y avait un monopole sur ce produit là.

C : D'accord. Donc c'est le chantage. C'est soit tu défends ça, ou c'est exactement comme les petits rois, les petits chefs, les petits présidents africains. C'est ça qui a été mis en place et qui est maintenu. Depuis, noni nono. Même un pape, je ne sais plus dans quelle année, j'ai lu ça, c'est loin, qui disait, ne leur donnez plus le fouet. Parce qu'ils vont devenir enragés et ils vont vous bouffer. Ça c'est mes termes. Mais seulement, évitez qu'ils ne mettent en place quoi que ce soit ensemble. Là, vous êtes expulsés. Un pape. Et quand on sait que l'église a beaucoup contribué au mouvement de l'esclavage, on envoyait les prédicateurs. Les évangélistes. Et une fois qu'ils étaient acceptés là, on envoyait l'armée. Qui faisait le sale boulot. Donc, aujourd'hui, pour moi, rien n'a changé. Tant que le Martiniquais ne comprendra pas que l'ex-colon, ou le colon si on veut, aujourd'hui, il représente 1% de la population. Nous, nous sommes donc 99%. Que faisons-nous ensemble? Et c'est là qu'intervient justement la division.

Cette continuité. La fameuse poudre de division. Effectivement, si les nègres du pays se mettent ensemble en agriculture, leur coopérative d'approvisionnement, leur coopérative de distribution, enfin bref, toutes les structures qui sont en place là, aujourd'hui, tout ce commerce inutile avec le matériel chinois, machin, tout ça, on peut faire ça entre nous-mêmes. Mais il faut être groupé. On peut décrocher de gros financements aussi. Mais il faut être groupé. C'est sûr. Et puis il faut savoir gérer. Exemple de la coopérative.

K : C'est Amilcar qui me disait, il y a un truc dans les gènes des Martiniquais qui s'est transmis à cause de l'esclavage, etc.

C : Mais bien sûr.

K : Où naturellement, entre Martiniquais, il y a une méfiance, la trahison, des trucs comme ça.

C : Absolument. Et c'est pour ça que je dis, ce n'est pas du lait en poudre qu'on nous faisait absorber, c'était de la poudre de la division. Neg cont neg Absolument. Donc c'est génétique ça. On t'a appris à être comme ça. Et de la même manière que le conditionnement a pris pas mal de temps pour se mettre en place. Mais pour le déstructurer. Le phénomène inverse pour le déstructurer, bonjour. Mais entre temps, il y aura eu déjà beaucoup de dégâts. Parce que quand je regarde la dégradation de notre jeunesse aujourd'hui en Martinique, attends, tu as 37 crimes. Oui. 37 crimes. Ça c'est la tolérance. 37 crimes. Avec le nombre de morts par balle. Le nombre de morts par balle.

K : C'est limite si tous les jours, enfin pas tous les jours, mais toutes les semaines tu vois un article, un nouveau jeûne s'effectuer.

C : Oui, chaque semaine.

K : C'est dingue.

Oui, parce que quand même, arrêtons. Et j'ai vu venir ce phénomène. Absolument. Parce qu'à l'époque je recevais ici, sous mon carbet là, les jeunes de la protection judiciaire de la jeunesse. Il y en avait déjà. Et déjà, c'est-à-dire ceux qui avaient fait

leur premier petit frip-flop, tu vois, sans importance. Mais il faut freiner. Donc, on essayait de… Oui, de leur réapprendre la vie quoi, au niveau des goûts. Parce que je leur faisais à manger aussi. Les goûts, le travail, les échanges. Quand on était à table à midi, on échangeait sur tous les sujets. Bon, même si c'était le plus… Non, non, tu ne ris pas de ton copain. Mais justement, il a dit quelque chose là. Essayons d'approfondir. Qu'est-ce que vous en pensez ? Donc, c'était vraiment ça.

K : Et comment ça se fait que tu as organisé ça ? C'était en partenariat avec…

C : Avec l'État, si on veut. La protection judiciaire de la jeunesse. Et puis, ensuite, quand j'ai arrêté avec la PJJ, j'étais parmi ce qu'on appelle les visiteurs de prison. Des gens qui interviennent, que ça soit l'école, l'agriculture, différents métiers, théâtre et tout ça. Les intervenants extérieurs. Donc, j'entretenais au département des femmes en prison, un petit jardin. Avec ses femmes. Un petit potager quoi. Mais, je te jure, ça avait mis un apaisement. Ça avait mis une tranquillité à tel point que les gardiennes n'étaient même plus là à surveiller pendant le jardin. Elles savaient, tant que j'étais là, qu'elles pouvaient me laisser le champ libre pour fonctionner avec ces filles-là. Et les filles étaient enchantées parce que, tous les jours, en passant pour aller en promenade, elles passaient devant le jardin. Il y en avait qui, en passant, arrachaient une herbe. Tu vois, ça, ça pousse un peu. Quand il y avait les premières laitues qui commençaient à apparaître, elles s'organisaient pour la redistribution. Ne prends pas toute la tête, mais tu la partages et puis voilà. Donc, il y avait un apaisement. Preuve que, justement, le jardinage, la terre, absorbe du stress, absorbe de l'agressivité et te remet du tonus.

K : Je vais te dire un truc. Il y a deux semaines, le même jour, je casse mon téléphone, donc pas celui-là, et je perds ma carte de banque. Je suis en Martinique. Plus de moyens de paiement, plus de téléphone, plus rien.

C : The caca.

K : Mais heureusement, ma copine est là, donc elle a pu m'aider. Et là, c'était le matin où je devais venir ici. Et du coup, je suis arrivé en retard.

J'arrive ici, j'explique l'histoire, je suis là, c'est pas ma journée. Voilà, c'est vraiment pas ma journée. Et à travailler, je ne sais plus ce qu'on faisait, on a désherbé, puis on a replanté. En fait, j'étais plus calme. Je suis reparti, j'étais fatigué, j'avais plus l'énergie de stresser. J'étais juste en dehors. Je réglerai ça plus tard, c'est bon.

C : Non, non, mais j'ai eu une carrière dans l'hôtellerie avant. J'ai commencé très jeune, à 17 ans, et puis j'ai terminé ça directeur d'hébergement. Et quand j'ai démissionné, en revenant ici, j'ai travaillé avec le PLM Bâtelier, qui est fermé aujourd'hui. Et là, c'est dommage, le PLM Bâtelier, c'est un hôtel PLM. PLM Bâtelier, ok. C'est un ancien hôtel. Ok, gros hôtel, quoi. Oui, 250 chambres et tout ça. Aujourd'hui, qui est fermé, mort, machin. Et puis, il y a quelqu'un qui a racheté, mais qui va démolir pour faire autre chose. Ça m'a fendu le cœur.

K : On m'a dit que les békés, ils aimaient bien racheter les hôtels en Martinique, ne pas s'en occuper, et aller faire un autre truc ailleurs.

C : A l'époque, ils ont fait ça, parce qu'ils bénéficiaient de la défiscalisation. Oui, oui, tout ça, ça passe en défisque. Ne vous inquiétez pas. Là, c'est un békés Guadeloupéen, je ne sais pas si c'est un nègre ou un békés, mais qui a racheté le Méridien aux Trois-Îlets. Aujourd'hui, il s'est écrasé. Et il voulait construire, remettre en place quelque chose, mais hélas, dommage, la vie se venge. Ils ont trouvé un site amérindien, en faisant les fouilles pour construire. Protégé. Donc, pour le moment, tout est bloqué. D'accord ? PLM Batelier, pareil, racheté par un Guadeloupéen, pour une bouchée de pain. Les thermes, l'hôtel, machin, tout, tout et tout. Il va démolir. Ok ? Il y a un ancien hôtel au Carbet, le Latitude. C'est un magnifique établissement. Ça fait au moins une vingtaine d'années, si ce n'est pas plus, qu'il est là, en train de se dégrader. Personne ne s'en occupe. Donc, j'ai assisté aussi à la démolition du tourisme en Martinique.

K : Tu penses que là, il est en mauvais état, le tourisme ? Tu as l'impression ?

C : Oui. Ça, c'est du semblant qu'ils font. En plus de ça, regarde comment la vie est chère en Martinique.

K : Ça ne donne pas envie.

C : Mais à côté, Saint-Lucie, Dominique, machin, ils ont la belle vie. Alors qu'en Martinique, on te vide les poches. D'accord. Donc, ils vont à côté. La Guadeloupe est même plus appréciée que la Martinique.

K : Après, j'ai l'impression que les gens, peut-être pas en termes de tourisme, il y a beaucoup de métros qui s'installent ici quand même.

C : Mais oui.

K : Et moi, par exemple, j'habite près de Tartane. C'est rempli, tu vois.

C : Ah oui, il ne faut pas s'installer dans les villes. C'est rempli, c'est rempli. Toutes les villes, c'est rempli.

K : Mais tu vois, je suis dans la cité Beau Séjour. Donc là, il n'y a pas de métro. C'est ça.

C : C'est classique. Mais tu sors, tu fais 5 kilomètres, tu vas à Tartane, c'est rempli. Tu vas à Trinité, c'est rempli. Mais à l'époque, on critiquait les Haïtiens qui venaient se réfugier en Martinique et qui plantaient partout les chèvres, machin, tout ça. Bon. Mais l'Haïtien, il arrive dans un pays qui ressemble à un paradis et puis il voit que personne ne fait rien du tout de ce paradis-là. Ben, il bosse, quoi. Il s'occupe. La nature horreur du vide. Le petit blanc, comme on les appelle ici, il arrive. Je dis, mais putain, ce pays-là, tu peux marcher à poil toute la journée. Tu n'as pas besoin d'une garde-robe pleine de manteaux, machin, fourrures pour te réchauffer. Quand il pleut, il fait chaud quand même. Il fait bon quand même. Mais qu'est-ce que je vais foutre, d'ailleurs ? Et puis, j'ai vu que tout Trois-Îlets, tout le sud, tout, machin, tous les restaurants et bars et machin qui fonctionnent, c'est des petits blancs. Ami, quand tu passais à Tartane, tout le long de la jetée, tu avais des restaurants. Mais ce n'était pas le super machin sophistiqué, machin. Un petit truc, quoi. Dès que tu prenais l'entrée de Tartane, ça sentait bon. Les épices, le manger. Tu avais du monde qui circulait, qui consommait et qui était extrêmement content. Aujourd'hui, moi, ancien hôtelier, je ne vais plus au restaurant. Tu n'as pas une alimentation fraîche. Même le poisson, je ne dis pas ok, je suis en commune de pêcheurs, je vais manger un poisson grillé, machin. Mais je connais les goûts. Je sais que ça, c'est un poison, un poisson congelé, un poison, tu vois lapsus révélateur. Je sais que c'est un poisson… Congelé. Donc, qu'est-ce que vous me fatiguez là ? Mais non, arrête-toi. Tu ne peux pas me dire au lieu que ces jeunes Martiniquais, là, s'ils avaient reçu une éducation, machin, de travailler, eh bien, ils auraient pu prendre le relais des parents qui avaient ces petits gargots le long de la plage, là.

K : Après, tu vois, il n'y a pas ce truc où les métros peuvent racheter à un certain prix.

C : Oui. Voilà. C'est même pas ça tout à fait. Ils vont louer premièrement. Ok. Et puis après, s'ils ont décidé de rester en place, ils vont voir comment ils peuvent négocier l'achat.

Bon. Le métro qui vient ici, à l'instar d'un Martiniquais qui veut sa maison, sa grosse voiture, sa cour, son machin, son truc. Le métro, il va trouver des collaborateurs, ils vont faire de la collocation.

K : Ouais. C'est vrai que toute les collocs, c'est que des métros.

C : Mais je te dis, je connais mon petit frère, je connais mon pays, j'ai vu l'évolution du pays, j'ai vu la dégradation aussi du pays. Tu comprends ? Ce n'est pas le métro qui dégrade. C'est parce qu'il y a du vide, la nature n'aime pas ça. Pourquoi ces gens-là n'ont pas pris le relais au niveau des petits restaurants de leurs parents, des petits hôtels, des petits machins ? Pourquoi au niveau du gouvernement ? Parce qu'à chaque fois qu'un hôtel fermait, le personnel proposait de faire une COP ou une SCOP, et de gérer l'hôtel. Personne ne l'a jamais voulu. On préfère le vendre à un individuel, et puis il va être allumé. Voilà. Pendant ce temps, le touriste, il va en Guadeloupe, il va machin, et puis qu'est-ce qu'il te laisse ? La merde des croisiéristes.

K : Ah mais c'est vrai qu'il y a les croisières aussi.

C : Mais oui, mon frère. Et ce croisiériste-là, qu'est-ce qu'il achète ? Rien. Rien du tout. En agriculture, tu n'es pas autonome. Dans le tourisme, tu n'es pas autonome. Les services, reste encore une chance parce que c'est une obligation. Qu'il y ait des services. Et encore, tu vois. Et attention. A qui ils appartiennent. Aujourd'hui, premièrement, à qui ils appartiennent, mais aujourd'hui, tout ce service-là, j'ai écouté encore ça ce matin, ça va être remplacé par l'IA. On n'a pas besoin de personnel. On n'aura plus besoin de personnel.

K : Sauf dans les champs.

C : Exact. Dans les champs, là-dessus. C'est la seule. Tu ne peux pas toucher à ça. Tu ne peux pas. Tracteur, autoguide, satellite, machin, pourquoi pas. Ça sert à quoi ?

K : Il y a autre chose dont je voulais parler, on me disait que les Martiniquais étaient poussés à aller dans les villes ?

C : Oui. Pour que tu deviennes consommateur. Voilà. Mais le type d'habitat qu'on nous fout ici en Martinique, ils ont déjà fait les stats. Ah ouais, ça fait 5500 000

consommateurs. Et puis voilà, il faut augmenter ça, il faut augmenter ça, il faut ça, il faut ça. C'est déjà prévu quand même. La stratégie du pays n'est pas développée par le Martiniquais. Et pourtant, ce n'est pas des békés qui sont en politique. Mais attention, ils financent la politique. Donc fais ce que je te dis, ne fais pas ce que tu as envie de faire. Parce que tous ces gens qui viennent me parler là, avec leur idéologie, indépendance, autonomie, machin. Mais tu es dans un pays de fonctionnaires. Même l'indépendantiste qui prône l'indépendance, son mandat sort d'un ministère qu'est le Compte français. Ils sont tous fonctionnaires. Si demain, en tant que syndicalistes, comme ça s'est fait à l'époque de l'OJAM dans les années 70 ou les années 60. L'OJAM, c'était une organisation qui était révolutionnaire.

K : O-J-A-M ?

C : Oui, l'Organisation des Jeunes, je ne sais plus. Tous ces gens-là étaient fonctionnaires. Qu'est-ce qui s'est passé ? On leur a dit, bon, on vous envoie en France. Il y en a qu'on préférait. Il y en a qui sont allés jusqu'au bout, même à tomber en taule. D'autres qui ont démissionné et d'autres, bon, ils sont partis.

K : Mais les questions d'indépendance, elles ne sont pas réalisables si tu t'appuies sur des organes officiels.

C : Oui, mais il est trop tard maintenant pour la Martinique d'être... Non, mais ça ferait une guerre sans nom. Guerre civile atroce. En plus, avec la division, personne ne saura sur qui tirer. Donc tout le monde en prend plein la gueule. Regarde, on a eu le RPPRAC qui a fait sa manif contre la vie chère. Tu n'as pas vu les dégâts ? Il y a même eu des viols et tout ça. Oui, les gars complètement démontés dans leur tête. Ils vont griller des petites boutiques, des petites saloperies, machin. Alors que c'est des gens du pays... Et les békés, eux, ils ont tous les CRS devant les boutiques. Les békés, en plus, son supermarché continue à fonctionner. Un escadron, c'est le CRS devant, machin. Et puis ça continue à fonctionner. Parce qu'ils savent bien que si les supermarchés sont coups d'assaut, sont malmenés, sont écrasés, c'est vraiment la panique ici. Tout est étudié. Il n'y a rien de laissé au hasard. Ok ?

K Du coup, tu disais, ce n'est pas les békés au pouvoir. C'est quoi ? C'est les Martiniquais ?

C : C'est des élus martiniquais, mais qui... Le président de la chambre d'agriculture dont je te parlais, c'était un mec bon temps. Ok. Ça veut dire quoi ? Un mec bon temps. Ok. Oui, oui. Et du coup, il est juste corrompu. Donc moi, je n'en veux pas aux békés.

K Ah non ? Tu n'as rien contre eux ?

C : Non l'ami. Il y a une... Enfin, parce que j'ai ce côté spirituel aussi, il n'y a rien de caché, je suis bouddhiste. Respect de la vie. Oui. Ok ? Il y a quelqu'un qui va te parler de la loi de causalité. Tu plantes des causes, tu as les répercussions causales dans ta vie. Ce qu'il a fait, ça c'est son problème. Parce que moi je dis, si le nègre avait eu la bonne spiritualité pour comprendre le fonctionnement, prôner la paix, prôner l'amour vraiment, machin, ils n'auraient pas subi... Ce qui s'est passé. Ce qui s'est passé. Ok. Mais après... On te dit, regarde les effets et tu connaîtras les causes que tu as plantées. D'accord. Mais après, il y a... Tu vois... Non, mais c'est très fort ce que je dis là. Mais je veux dire, il y a aussi... Les békés ont participé d'une certaine manière à... Leurs ancêtres ont participé. Mais tu ne penses pas que ça... Le gars qui est là aujourd'hui en tant que béké dans le pays, il n'avait pas demandé à ses parents de faire ça. Il a fait, il a hérité de ça. C'est comme l'esclave, il va hériter du passif.

K Mais tu ne penses pas qu'il perpétue un peu non?.

C : Le béké, c'est un homme d'affaires. Ok. Même s'il est sur un empire financier. Mais il doit faire continuer à progresser son affaire. C'est comme nous, dans notre jardin, là. Tu es obligé de faire prospérer tes affaires.

K Mais tu vois, des fois, il y a ce truc où on me dit souvent... Quand tu commences à un peu trop grandir, etc. Toi-même, en tant que Martiniquais, tu fais ton affaire, etc. Ils vont venir te mettre des bâtons dans les roues. Ce n'est pas vrai ?

C : Non. On ne monte pas une maison sur du sable mouvant. Ok. C'est que les problèmes sont ailleurs. Attention. Ce n'est pas l'autre qui doit te prendre la main. Ce n'est pas l'autre qui doit te faire monter. Mais attends-toi bien. Effectivement, c'est l'opposition naturelle de la vie. C'est-à-dire, un avion qui va décoller, il est obligé de mettre le maximum de pression pour pouvoir faire face au contre-vent. Ok ? Donc, la vie même est comme ça. Ok. Dans sa totalité. Donc, appelons ça concurrence. Appelons ça continuité d'une méchanceté. Mais justement, il faut penser à la continuité de la vie. Et c'est ça que m'a enseigné mon école bouddhiste. La continuité de la vie. Quelles graines tu sèmes pour avoir une bonne récolte ? Comment tu vas soigner la graine, la plante, ensuite la récolte, pour pouvoir manger bien ? Et en faire profiter au monde entier. Pas à ta petite famille, pas à ton petit égo. Et c'est ça auquel ils n'ont pas

pensé. Parce que même si tu es riche à millions et qu'autour de toi il y a la guerre, tu fais quoi de ton putain d'argent ? Ok ?

K Mais du coup, comment tu m'expliques la situation entre guillemets actuelle en Martinique en termes de droit, etc. Je sais bien que ce n'est pas la faute des béquets, mais moi dans ma tête je la vois de la sorte où il y a un système colonial qui a existé et qui transparaît encore dans beaucoup d'aspects de la société actuelle. Notamment l'état français, comment il gère aussi la Martinique. Le principe d'une colonie c'est tu envoies tout à la métropole. Tu extraits quelque part et tu renvoies à la métropole. Quand tu vois ce qu'ils font avec la banane, la canne...

C : Ils ont construit la Martinique. Je ne vais pas revendiquer mon africanité. D'accord ? Je ne revendique pas mon africanité. Je suis un citoyen du monde. D'accord ? Mais au départ, c'est lui qui a construit, même s'il a éliminé tous ceux qui étaient devant, comme il fait partout. Même s'il a éliminé tous ceux qui étaient là. Mais c'est lui qui a construit son pays. Il est obligé de se maintenir dans ce type de pensée non évolutif. C'est dommage pour lui. Tu comprends ? Parce que ça ne va pas rester toujours comme ça.

K Quand tu dis lui, tu parles de l'état français ?

C : Le béké. Tant pis pour lui, il n'a pas compris cette loi de causalité dont je te parle du fonctionnement global, universel. Il n'est pas dans ça. Il est dans un fonctionnement uniquement économique. D'accord ? Donc, qui veut plus, détruit plus. Et c'est ce que tu me disais tout à l'heure. Au final, il est plus chez lui que certains martiniquais. Parce que c'est lui qui a ramené. C'est lui qui a ramené. Je suis sorti de loin, moi. Je suis remonté dans l'art gynéalogique. Mon arrière-grand-mère, c'était marié à un béké, mais à un mulattre, qui était propriétaire foncier, mais c'était une descendante d'esclaves. Je suis remonté jusque-là, j'étais curieux. C'est comme en agriculture. J'ai participé à un paquet de conseils d'administration de différentes structures, que ce soit la banque, que ce soit l'assurance, que ce soit le foncier, la chambre d'agriculture. Je voulais connaître ce monde bizarre qu'on appelle le monde agricole. J'ai participé à la limite du détriment de ma ferme, mais curiosité et danger compensaient.

K Tu voulais voir comment ça se passait là-bas ?

C : Je voulais voir comment ça se passait, comment ça fonctionnait en Martinique, le monde agricole, comment ça fonctionne en France. Le monde agricole, je suis parti

trois mois. Il y avait une structure en France qui s'appelait l'IFOCAP, l'Institut de formation des cadres agricoles. J'ai fait une formation de trois mois pour pouvoir parler bien français dans les réunions. Argumenter, écouter, synthétiser, mes postures pour parler, les mouvements, les extravagants et tout ça, parce que tout ça s'apprend. En total, et c'est pour ça que je te dis, j'ai fait un petit peu, sans me vanter, le tout du monde économique, parce que je lis, parce que j'écoute à la radio, ce que j'ai vu à la télévision, en participant à différentes formations. Je suis allé jusqu'en Ariège faire une formation d'attelage animal. Heureusement, aujourd'hui, ça me sert, parce que si je n'avais pas cette connaissance, je n'aurais pas pu m'occuper de ce gros machin. C'est-à-dire, tout ce que tu vas faire dans la vie, ne te pose pas de questions, quelle utilité, non. C'est, est-ce que j'ai envie de faire ça ? Est-ce que ça m'intéresse dans ma recherche ? Tu vois ? Tu le fais, puis après tu... Après, on verra. Mais tu te charges du maximum de culture générale.

K De toute façon, ça finit toujours par être utile mais boin ce débat on l'a déjà eu mille fois. Je voulais te poser une question pour parler du bio, justement. La dernière fois, on discutait avec toi et Jessy et tu disais que c'était de la responsabilité de l'agriculteur de montrer le changement à la fois dans la production et dans la consommation, entre guillemets. C'est-à-dire que si l'agriculteur montre la voie, le reste peut suivre. Et tu penses qu'il y a un avenir, en tout cas en Martinique, pour le bio, pour les années qui suivent ?

C : Un avenir dans le monde entier pour le bio. Oui. Si tout le monde prend conscience, parce qu'on a beau crier sur les toits « Ouais, attention, les produits chimiques, l'épée, le fracelé, le chlordécone et tout ce qui s'en suive, OK ? » La population n'entend pas. Parce qu'elle se dit « Ouais, ils racontent des histoires ». C'est souvent ça. Même ceux que tu vas gêner, surtout eux, ah ouais, ils vont bombarder pour dire « N'écoutez pas, c'est des révolutionnaires, c'est des malheurs, c'est des... » D'ailleurs, comme je te disais, au début, notre président de chambre d'agriculture à l'époque, c'était une agriculture pour les riches. Une utopie. Donc, tout ce que tu vas faire dans la vie, quel que soit l'endroit où tu seras, tu auras l'opposition. Tu auras la force de l'opposition. Est-ce qu'on est prêt à même sacrifier sa vie pour que ça change, pour qu'on l'entende ? C'est là mon gros questionnement.

K: Du coup, tu penses que pour avoir un avenir dans le bio, il faut aussi que les agriculteurs soient prêts au sacrifice qu'entraîne la culture du bio, c'est-à-dire que c'est la nature qui décide, c'est pas toi.

C : Justement, je ne parle plus en termes d'exploitation agricole. Je refuse ce mot-là. Catégoriquement. Parce que je n'exploite rien du tout. C'est intéressant, quoi. On va parler de la ferme. C'était si mignon. Eh ben oui, la petite ferme. Bon, la ferme, c'est

quoi ? Justement, c'est au niveau de l'agriculteur déjà, au départ, de montrer que sa ferme peut nourrir toute la famille et même plus. Si on va plus loin, sa commune, si on va plus loin, son pays. C'est ça, la ferme. Donc, si l'agriculteur ne se nourrit pas lui-même, qu'il est obligé de pousser le chariot comme tout le monde dans le supermarché, c'est pas la peine qu'il existe. Tu vois ? Non, mais je suis catégorique. C'est pas la peine qu'il existe. Donc, tu produis, mais tu crèves de faim. Et c'est ça qu'on a fait avec cannes, bananes, ananas à l'époque. C'est ça qu'on a fait dans tous les pays africains qui produisent pour exporter, pour inonder les marchés européens et ailleurs, et puis qui crèvent la dalle, la population crève la dalle. Comment puis-je admettre ça ? Je suis désolé.

K 96% des bananes en Martinique sont exportées.

C : Absolument. Donc, c'est à l'agriculteur déjà de montrer voilà, ma richesse, c'est de pouvoir me nourrir, nourrir ma famille. Et puis, s'il y a du surplus, je peux nourrir les autres. Je vous vendrai. Pour aider les autres, il faut être riche.

K C'est clair, c'est clair. Et du coup, je me pose la question, tu vois, il y a Jesse et Delphine qui louent ton terrain. Tu cherchais cet esprit là aussi un peu chez des gens qui louent. Est-ce que tu cherchais le même état d'esprit ?

C : Eh bien oui. Dans le respect de la terre. Le respect de la terre. Oui, et c'est pour ça que quand je les ai rencontrées, ah tiens, elles sont déchaînées bio à 2000. J'ai dit, bon, on va voir. Ça m'intéresse, ça se passe bien. Ça se passe très bien. Au contraire, quand j'ai laissé la parcelle pour elles, c'était encore planté. Elles sont arrivées, elles ont commencé à récompter immédiatement. Bon, les premiers travaux du sol, comme j'ai loué le tracteur, je leur ai fait des labos. Là, maintenant, elles sont autonomes. Comme la terre est déjà allégée, elles peuvent faire un maximum à la main. OK. Des plans, machin, de tout ce que j'avais, une yam d'achille, machin, tout ce que j'avais comme plan. Allez-y, allez-y. Tu vois ? Donc, c'est ça pour moi, la transmission. Au lieu de jalousement regarder sa terre. Ah non, c'est ma terre. Je vais louer ça parce que je ne pourrais pas sortir. Mais il y a des règles dans un contrat de location. Si chacun le respecte, il n'y a pas de guéguerre, il n'y a pas de problème.

K Et qu'est-ce que ça signifie ? C'est quoi le sens que tu donnes à la terre ? Pas le sens métaphysique, mais tu vois, tu as un amour de la terre.

C : Oui, je suis amoureux de la terre.

K Comment tu te le représentes ?

C : Parce que je suis issu de la terre. Tu le ressens par... Mais toi-même, tu disais tout à l'heure dans ton machin, quand tu as commencé à travailler la terre et tout ça, tu t'es senti zen. La terre va absorber ton stress. La terre va te remettre ça en énergie. Parce que tu ne la malmènes pas. Bien au contraire, tu sais que tu dois faire osmose avec. Les mêmes éléments qu'il y a dans la terre, c'est les mêmes que nous avons. Les mêmes, il n'y a pas de différence. Donc si tu détruis ton origine, comment veux-tu continuer à vivre ?

K Et tu penses que cette pensée-là, cette considération pour la terre, elle est partagée en Martinique ?

C : Non. C'est celle-là qu'il faudrait repasser. C'est celle-là qu'il faudrait faire émerger.

K Et c'est quoi le frein ?

C : La terre, c'est un objet de spéculation. J'ai de la terre, plus je la vendrai chère, mieux je serai. On ne pense même pas qu'on va aller dépenser cet argent-là dans les mêmes boutiques de ceux qu'on déteste. Acheter la grosse bagnole, acheter... Acheter tous les.. Tout est à eux.

K Tout est à eux., a qui ?

Aux békés l'ami. Et je disais ça dans une réunion à l'époque, c'était la région. Messieurs, vous ignorez, peut-être, ou vous ne voulez pas le voir, mais nous vivons un système d'apartheid. Regardez bien. La terre, c'est eux. Les entrants, les sortants, l'économie, le supermarché, c'est eux. Et quand on vous donne les subventions, soi-disant, pour vous installer en agriculture, cette subvention-là, vous allez le rapporter parce que c'est chez eux que vous allez acheter le tracteur, le motoculteur, le coup de plat, la première petite fourche. C'est chez eux. Rendez-vous donc à l'évidence. C'est eux qui décident du matériel que tu vas utiliser. C'est eux. Exactement. A l'époque, j'ai fait cette erreur aussi. J'avais un gros tracteur, 100 chevaux. Je labourais pour tout le monde. Qu'est-ce qu'on m'a appris à l'école d'agriculture ? Il faut faire des sous-solages profonds pour, soi-disant, les filtrations d'eau. Il faut retourner la terre. Quand tu voyais un labo avant, tu ne voyais pas un brin d'herbe parce qu'il fallait régler la charrue pour que... Non. Tu as fait venir en surface les différents vivants du sol, les anaérobiques. Tu les fais venir à la surface. Tu détruis ton sol. Et ceux qui, normalement, sont dans la couche superficielle, tu les enterres aussi. Tu n'as plus ta transformation des déchets végétaux par les aérobiques et, plus bas, les anaérobiques.

Tu as utilisé du désherbant pour te fêter contre l'enherbement. Il fait chaud. Tu prends un parapluie ou un chapeau pour t'abriter du soleil. Il pleut. Tu vas mettre un imperméable ou bien, en France, tu vas mettre un manteau pour te réchauffer. Et là, tu épluches le sol. Il ne peut se protéger ni du soleil, ni du lessivage. Donc, il meurt. Il meurt. On t'a parlé de rotation de culture. Parce que chaque plante lâche un déchet. Elle a besoin d'un élément. J'ai vu des terres à bananes dans le Lorrain j'avais l'âge de 8 ans. J'allais en vacances au Lorrain parce que mes parents sont d'origine du Lorrain. J'y suis retourné l'année passée c'était encore des bananes. Des terres à bananes qui n'ont jamais été plantées d'autre chose que bananes. Et on vient me parler en formation de rotation de culture.Je suis désolé. On m'a renvoyé à ces petits jardins que je voyais avec tout un tas de choses dedans que je vivais à la campagne à l'âge de 8 ans. Et ces gens-là, ils ont envoyé leurs enfants faire des études avec ce petit jardin. Où tu entrais, tu avais de l'entrée jusqu'au dessert dans un petit morceau de terre comme ça. Il y en avait pour nourrir la famille. Donc je regardais à chaque fois que les tontons, les tatis sortaient du jardin. Mais il y avait toujours quelque chose à consommer dans le sac. Que ce soit la dachine, de la salade, il y avait toujours à manger. Donc c'est ça le truc. La terre, on a oublié sa fonction. Elle nous protège. On doit la protéger. Elle nous donne à manger. Elle nous nourrit. Donc la ferme, c'est ce système intégré où tu as un élevage qui te transforme les déchets en fertilisants. D'où les ânes. Poules. Tu as un mélange de fumiers complets. Bon là, je suis à la retraite, j'ai diminué poules. Il y avait tout type de bêtes ici. Quand je te faisais un compost là, parce que là c'est mon bac à fumier, je rajoutais, parce que je brûlais justement les déchets de bois, les tuteurs de bambou que j'ai utilisés. Cette sangle là, je balançais ça dans mon compost à fumier. On a parlé des sargasses. J'en prends plus parce qu'on ne sait plus quel pot n'est pas contaminé par la chloredécone.

K C'est des métaux lourds les sargasses aussi non ?

C : Oui absolument. Les métaux lourds, ce n'est pas méchant par rapport à la quantité que tu vas utiliser dans ton compost. À la limite, je préfère un petit coup de métaux lourds que la chloredécone. Au moins je sais ce que c'est. Mais c'est peut-être un mélange explosif. Quand je plantais des ignames, excuse-moi. Donc, plus tu vas enrichir ton sol, plus tu vas enrichir ton sol, plus le résultat sera bon. Ce n'est pas la plante qu'il faut nourrir. Aujourd'hui, la terre sert de support pour la banane. Mais ce n'est pas la terre qui nourrit le bananier. Donc, plus tu vas nourrir ta terre, plus ton rendement sera satisfaisant et moins tu auras d'intervenants. La terre va te le rendre.

K: Merci Claude.

C : Avec plaisir.

K Est-ce que tu as quelque chose à ajouter ?

C : Non, ça va. On a fait un petit tour. Si tu as d'autres questions, ne te gêne surtout pas.

Annexe 4

Enzo manrina, entretien du 11 novembre à son domicile.

K : Bonjour, on est le mardi 11 novembre et je suis en entretien avec Enzo, le créateur de Manrina, la grand-mère renard. Si tu sais un peu te présenter.

E : Écoute, moi c'est Enzo Renard, comme tu as dit, l'un des fondateurs de Morina, celui à l'initiative même du projet, et c'est un projet qu'on a créé depuis 2019. Je ne sais pas comment tu veux articuler la chose ?

K : Je vais te poser quelques questions et après on va laisser le choix se faire naturellement.

E: Ok, il n'y a pas de soucis.

K : Du coup, quel a été l'élément déclencheur de cette initiative pour créer le marché de Manrina ?

E : En fait, moi à la base, j'ai toujours voulu trouver quelque chose qui permettrait d'aider à développer la Martinique. J'aime beaucoup entreprendre, donc je me voyais vraiment pouvoir entreprendre, mais depuis assez tôt, on comprend qu'au niveau de notre économie, c'est assez compliqué. C'est-à-dire qu'il y a de la place dès lors qu'on

reste plus ou moins petit, mais si on veut grossir, on sent, en tout cas, on a eu beaucoup de rumeurs comme quoi on a des freins. Donc, pourquoi ? Par rapport au monopole en général. Et donc, je m'étais dit plutôt que j'aurais une autre stratégie, c'est plutôt de partir et essayer justement de créer à l'extérieur, du coup en métropole, et une fois assez fort financièrement, revenir pour pouvoir justement essayer plus facilement, être plus solide pour le faire. Mais dans la réalité, ça n'a pas été du tout le cas.

K : Non ?

E : Non, parce qu'en fait, quand je suis parti finalement, alors au départ quand même, je suis dans l'informatique, très attiré par l'informatique. Donc, j'ai commencé une école déjà dans l'informatique, plutôt attiré par le développement. Oui. Et après ça, j'ai été en France justement pour déjà pouvoir travailler. En fait, j'avais arrêté l'école, l'école en question. C'était en Martinique Et en fait, en cherchant du travail, je n'ai pas du tout réussi. J'ai trouvé, mais c'est souvent dans les métiers comme travailler à Quick ou autre. Donc après, j'avais un cousin qui était à l'armée, qui m'avait dit qu'à l'armée, il y avait de l'informatique. Je suis allé me renseigner et il m'avait conseillé plus de rentrer à l'armée de l'air. C'est une chose que j'ai faite. J'ai passé 5 ans. Donc en fait, je me suis spécialisé dans le développement et la conception de logiciels à l'armée de l'air. Après les 5 ans, j'ai arrêté et je me suis vraiment lancé dans l'entrepreneuriat. J'ai fait de l'audiovisuel au départ, des petits clips et des trucs comme ça, histoire de toucher. Ça m'avait toujours intéressé pendant 2-3 ans. Après, j'ai vu que c'est là qu'il y a eu l'émergence de UBER, tout ce qui va être chauffeur privé et tout ça. En tout cas, les modèles économiques style UBER. Parce que les chauffeurs privés existaient bien avant UBER. Donc je dirais que ça a un petit peu démocratisé ce travail-là. Et je l'avais fait. Je me suis dit que ça peut être intéressant parce qu'on proposait des salaires qui semblaient assez hauts. Je me suis dit que je me suis lancé dedans. Mais c'était dans l'objectif de pouvoir essayer de concevoir une activité pour pouvoir toujours rentrer. Le problème, c'est que quand je commençais à y rentrer, ce n'était pas aussi extraordinaire que les gens le vendaient. Et donc, j'ai commencé à développer, mais j'ai vu que ce n'était pas si rentable que ça. Faire quelque chose finalement qui n'était pas ce que je souhaitais plus que ça. Et en fait, je réfléchissais en parallèle à un projet. Et je dirais par rapport au contexte, c'est vrai que l'agriculture m'a beaucoup intéressé. Parce que je me suis dit qu'en fait, quand on regarde la Martinique, il n'y a pas énormément de valeurs ajouté. Au-delà de celle de la création, je parle plus de création mentale, plus on va dire de ça. Au niveau concret, il n'y avait pas ce qu'on va dire par exemple que tu peux retrouver dans d'autres pays, des matières précieuses ou des choses qui peuvent faire que ça puisse aider dans le développement. Mais en revanche, le constat, c'est qu'on a un super terroir. Donc, je me suis dit qu'en fait, ce qui aurait de mieux pour pouvoir développer la Martinique, c'est d'aider, si tant et qu'il y en a le besoin, à développer la production. La production locale reste pour moi ce qui est la plus grande valeur, l'une des plus grandes valeurs de la Martinique. Et donc, comme

je suis aussi inspiré par la génération des nouveaux modèles économiques comme Uber, Airbnb, puis je m'économe un petit peu comme en informatique, donc ça me parle. Et donc, je me dis pourquoi ne pas avoir ce genre de modèle-là, ce genre de modèle économique-là, mais du coup pour l'agriculture déjà dans le premier temps. Donc, je m'enseigne, je vois que ça n'existe pas vraiment, bien qu'un peu de temps après, je fais la connaissance de ? . Je ne sais pas si tu connais. Comment ? La Roche-qui-Dit-Oui, c'est un peu le même mécanisme. Enfin, eux fonctionnaires, ils avaient plutôt l'image de fonctionner sous forme d'un map.

K : Ça veut dire quoi ça ? Un map, c'est comment dire ?

E : Tu décides chez quel producteur ou chez une personne et en fait, les producteurs, je dirais à proximité, viennent et mettent à disposition leur production pour permettre aux consommateurs de pouvoir…

K : Ça collectivise ?

E: Un peu, oui. Ils appellent ça un map. Je ne sais plus combien c'est quoi le nom exactement, mais je crois que c'est des initiales. Donc, A-M-A-P-I. Il y aura plus d'éléments. Et par contre, on m'a ratonné que je n'aurais pas trop ça. Donc, l'idée, c'est d'avoir cette approche-là, le même style de modèle économique basé sur une commission, que je trouvais aussi beaucoup plus transparent et plus simple. Donc, on a commencé. Je suis rentré. Mon tonton commissaire connaît pas mal en gestion. Il m'a dit effectivement que le projet semble intéressant, mais il faut mettre tout ça sur le papier pour voir si ça vaut le coup, si le potentiel de rentabilité est important ou pas. Et donc, quand je suis rentré, on a commencé à échanger dessus, à rechercher les éléments. Et quand on a mis ça au papier déjà, le potentiel économique était énorme, vraiment énorme. Enfin, une fois que tu commences à entrer dans un certain volume. Et par contre, le point le plus délicat restait la logistique. Parce que la différence des modèles comme Airbnb ou WebEarth qui n'apprennent aucune responsabilité, mis à part le logiciel qui est mis en place. Et par exemple, Uber ne prend pas en compte l'achat du véhicule, l'assurance du véhicule, l'entretien, etc. Or, nous, dans notre approche, il était clair qu'il fallait qu'on prenne en charge un certain nombre de choses. Parce que là, c'est de l'alimentaire. Comment veiller à ce que les agriculteurs jouent bien leur jeu ? Est-ce que les agriculteurs les acceptent ? Ce qu'on appelle, c'est un certain niveau de conditionnement. Mais par exemple, quand tu as 10 personnes qui prennent 500 grammes de patates douces, est-ce que le producteur allait accepter de conditionner 500 grammes, toutes ces patates douces ? Donc, il y avait tous ces éléments-là. Et puis, on voulait s'assurer aussi du mieux que possible de la qualité, que le producteur ne te mise pas un produit un peu défectueux, si on peut dire ça comme

ça. Donc, on s'est dit qu'il fallait qu'on prenne la logistique. Dès lors qu'on s'est dit ça, ça voulait dire aussi que la commission devra être plus importante. C'est pour ça que sur l'approche, on s'est mis une base d'une commission allant jusqu'à 30%, se disant que justement, les 70% permettaient au producteur, selon nous, d'avoir une contribution plus juste. C'est vrai que ce n'est pas toujours évident, mais c'est vrai que ça permet aussi d'apporter cette qualité-là. Parce qu'il faut dire aussi qu'en face, c'est plutôt les grandes surfaces. Les grandes surfaces restent ceux qui proposent les prix les plus attractifs, les petites boutiques moins. Et quand on regarde, quand on se fait une idée à peu près de la marge qui est effectuée, on se rend compte que souvent, ça peut aller de 50% à 100% sur le prix. Et bien évidemment, dans leur marge, en tout cas la partie, il faut faire entrer aussi leur charge propre. Donc peut-être qu'il n'y a pas tant que ça finalement. Peut-être que la marge n'est pas aussi importante. Mais du coup, on constatait que par rapport au producteur, lui, je trouve que le prix était plus tiré vers le bas. C'est un constat. Donc on se disait que 30-70, c'était déjà plus raisonnable. Ça permet au producteur déjà d'avoir une certaine transparence. Et donc c'est de là qu'a émergé le projet Marina, sur lequel on a travaillé. On a pu lever des fonds pour concevoir une plateforme. Digitale, puisque l'approche était essentiellement digitale dans un premier temps.

K : Ça a commencé quand ça ? Le lancement de la plateforme digitale ?

E : Alors le lancement, pas avant 2023-2024, j'aurais dit. Puisqu'en fait, on a ouvert, on a créé la société en 2019. Le temps d'aller chercher les fonds. Alors ce que je te dis là, en parallèle, on fait ce qu'on appelle des POC, des Proofs of Concept. On va tester des POC. POC, c'est quoi ça ? Proofs of Concept. Donc tester, en gros, c'est tester ton concept. Tu n'as pas forcément les outils nécessaires, mais tu testes quand même. C'est de là qu'en fait, on avait fait un groupe WhatsApp. Avec 5 personnes, je leur avais proposé le service. Et la semaine d'après, on s'est retrouvé avec 10. La semaine d'après, on s'est retrouvé avec 20. Et on commençait à avoir une croissance exponentielle, mais beaucoup plus forte que ce qu'on aurait pensé. D'ailleurs, à ce moment-là, on avait freiné parce qu'en fait, logistiquement, c'était compliqué à gérer tout ça. Sur un groupe, tu as déjà 20 commandes. Tu dois tout mettre finalement sur le papier parce que ce n'est pas encore automatisé. Et donc, tu as des erreurs. C'est humain. Plus il y a des interventions humaines, plus tu as des risques d'erreurs. Et il y a une charge de travail aussi. Et il y a une charge de travail aussi qui augmente. Donc, c'est là qu'on s'est dit qu'au moins, il y a bien de la demande. Et que justement, l'outil nous permettrait d'automatiser et de réduire le temps de travail. Donc, on allait lever des fonds auprès des subventions de l'ordre de 200.000 euros quand même. L'Union Européenne. L'Union Fonds Européens. Les deux stades des Fonds Européens avec une participation aussi de l'ACTM. J'ai vu le FEDER. FEDER, oui. Alors, ça, c'est pour la partie numérique. Et on a eu aussi un peu de FEADER. Donc, c'était le programme leader qui, là, c'était pour la communication, le matériel. Et d'ailleurs, qui nous a

financé à 100%. C'est une chose assez rare. En général, ils sont à 65%. Comme ils ont beaucoup aimé le projet.

K: Et le financement tombe directement pour vous ou il y a un intermédiaire entre ?

E : C'est-à-dire ? C'est-à-dire que j'ai eu un entretien auparavant avec Rodrigue qui m'expliquait que, par exemple, il y avait des subventions pour la diversité agricole en Martinique qui, en fait, étaient données aux élus. Et ensuite, devaient être réparties aux agriculteurs. Sauf qu'ils se sont rendu compte qu'il y avait des trous que l'entièreté n'avait pas été donnée.

E : Nous, en général, dans ce cas-là, en fait, il n'y a pas vraiment d'intermédiaire. Alors, de ce que je vois, de ce que tu me dis, c'est-à-dire que de toutes les façons, pour les subventions, je crois, je ne me suis pas vraiment renseigné, donc ça va vérifier. Je crois qu'un budget est alloué pour tel programme. Et eux doivent l'utiliser en conséquence. Donc, je ne sais pas si c'est de cet intermédiaire-là qu'ils parlaient. En général, je crois que, du coup, ça doit être la CTM. Je ne me suis pas renseigné là-dessus. Donc, on a levé, on a fait appel à un prestataire externe. Et du coup, aussi, on a vécu la période Covid qui a été assez compliquée. Ça freine tout. Alors, nous, c'est vrai que pour l'activité qu'on faisait, c'était super intéressant. Mais du coup, on n'était pas vraiment équipé pour répondre à la demande. Et du coup, même pour le développement avec le prestataire, c'était vraiment pas évident. On a pris beaucoup de retard. Et finalement, sur ce qui a été livré, donc on a souhaité lancer en 2023, mais on s'est rendu compte d'un bug bloquant où, en fait, certaines commandes, alors qu'elles avaient été bien payées, on ne les recevait pas. Donc, on a voulu refaire des correctifs et tout ça. C'est des montants assez importants parce qu'en fait, il faut savoir que pour pouvoir, en tout cas avec un prestataire comme celui-là, pour pouvoir entretenir, puisqu'on a les deux applications mobiles, pour pouvoir entretenir ne serait-ce qu'une application, des fois même pour changer un bouton, on peut demander 2000 euros. Ce qui fait qu'on n'avait pas forcément le budget. Et malgré le fait qu'on ait essayé de corriger en priorité ce bug-là, je ne sais pas, ils n'ont jamais réussi à savoir d'où ça venait ou quoi. C'est bizarre. C'est très bizarre. En fait, on s'est rendu compte que ça ne paraissait pas comme ça, mais finalement, ils n'avaient le rôle d'accompagnateur que de nom. Donc, bref, ça nous a quand même pas mal ralenti puisqu'on n'a pas lancé tout de suite en 2023. Sachant qu'en fin 2023, en fait, on a fait la reprise de Tanu Bio. C'est un autre circuit commun. Tanu Bio. Oui.

K : Et c'était quoi ?

E : En fait, c'est une association qui avait commencé à mettre en place, avant nous d'ailleurs, un fonctionnement d'un circuit court, donc celui au panier, qui avait quand même, qui a bien fonctionné, je trouve. Et en fait, ils ont dû s'en séparer parce que l'association, je crois, avait des problèmes financiers, si je ne dis pas de bêtises. Et du coup, à ce moment-là, on a pu échanger avec eux. Ils étaient d'accord qu'on puisse reprendre ça nous a permis aussi d'avoir une autre base producteur qui était plus orientée bio et de compléter, en fait, le travail effectué au niveau de Marina. Parce que nous, on était sur de la production organique. Donc, ils pouvaient avoir certification bio et d'autres normes et qui respectaient un certain nombre de conditions. Mais là, eux, comme c'était uniquement bio, ça permettait, en fait, de mieux compléter. Et du coup, suite à cette reprise-là, on a dû restructurer un peu et reprendre plutôt en avril-mars 2024. C'est plutôt là qu'on a commencé vraiment à démarrer. Et du coup, ça part d'une plateforme en ligne qui s'est matérialisée au final dans la vraie vie avec le marché de Ducos.

K : Et c'est quoi qui t'a donné envie de créer ce marché physique ? Est-ce que c'est parce que tu voyais des manques ou des besoins chez le consommateur ou le producteur ? Alors, la plus grosse problématique, la grande problématique auxquelles Marina se doit de répondre, c'est faciliter l'accès à la production locale. Parce que ça, j'ai oublié effectivement de le mentionner, mais c'est vrai que c'est ça le plus important. Et quand on parle de cette problématique-là, en fait, la première approche au moins, c'était de me dire aussi comment faire. Parce qu'en fait, les marchés physiques existent en Maratinique. Moi, je voulais essayer d'aller dans ce qui n'est pas encore proposé. Et la dynamique de plateforme avec l'application mobile, je ne l'ai pas vu réellement en Maratinique. Et donc, l'idée, c'était d'aller vers ça parce qu'en fait, c'était aussi pour préparer les futures générations. Et comme on est très dans l'ère de tout ce qui est smartphone et compagnie, je pensais que c'était, je pense toujours d'ailleurs que c'est le plus judicieux. Mais toujours dans cette problématique-là, on se heurte effectivement à voir que, bon déjà, nous, on a eu un problème d'outils. Donc, on n'a pas eu les résultats qu'on souhaitait. Et du coup, en attendant aussi, on était vraiment en lien étroit avec les producteurs. Moi pendant trois ans, j'ai fait de la production. Au départ, j'ai fait de l'insération justement pour me former au niveau de l'agriculture. Avant ça, j'ai fait du volontariat aussi avec un agriculteur. Donc Thierry, je ne sais pas si tu vois, c'est l'équipe près du Potager des Mornes.

K : Oui

E : Donc, avec lui, j'ai appris énormément. Et donc, après moi-même, j'ai pu continuer au niveau de la production. Donc, ça m'a permis aussi de voir les difficultés qu'on rencontre quand on est agriculteur. Là, je parle pour les agriculteurs. Et comme j'échange aussi avec eux, de voir, en fait, d'adapter finalement le modèle. Puisque le

but, c'est de faciliter. Donc, je voyais bien que la prise en charge, par exemple, logistique était importante parce que le producteur n'a pas forcément le temps de s'occuper de la distribution et de sa production. Souvent, ils sont seuls.

Puisque c'est vrai que moi, je suis plutôt intéressé par les petits producteurs histoire d'avoir plus de diversité et maintenir une qualité. Et du coup, plus je réfléchissais par rapport aux contraintes que je rencontrais, à un moment donné, on a eu une opportunité qui était en fait dans une église. Donc, c'est l'église de Bellevue, de pouvoir essayer d'animer et de proposer de l'eau de coco puisqu'on faisait de l'eau de coco. Et du coup, on a essayé, ça a marché plutôt bien. De l'eau de coco, on a commencé à proposer le reste, je dirais, des fruits et légumes qu'on commandait pour les paniers. Et donc, comme ça plaisait énormément, ça nous a fait créer une sorte de petit marché, enfin petit stand avec, du coup, le format physique, entre guillemets, de la plateforme numérique qu'on avait un peu. Et en fait, de tout ça, en fait, à l'époque du Covid aussi, j'avais déjà réfléchi à un concept de marché. Mais je m'étais dit, sûrement pas à la suite parce que c'est pas... J'ai pas du tout les compétences dans le domaine de l'événementiel. Donc, je me suis dit, sûrement, quand on sera plus forts financièrement, on le fera. C'est présenté la nouvelle opportunité du Triple 8, en fait, avec qui on a échangés. Et comme il me semblait que le samedi, il n'y avait pas forcément d'activité durant la journée, je lui ai posé la question à savoir, moi, est-ce qu'on aurait pu lui proposer un concept de marché, vu qu'au début, je pensais que c'était peut-être parce qu'il faisait une pause le samedi dans la journée. Il m'a dit que non, mais c'est qu'il n'y avait pas forcément de choses de plus vite. Donc, j'ai demandé, est-ce que ça aurait pu être mis en place ? Et il m'a répondu très favorablement, en me disant qu'effectivement, qu'il était même prêt à nous mettre à disposition, dès lors que nous, on se chargeait de tout. Donc, du coup, on a commencé à partir de là. Ça a débuté le 14 décembre 2024. Ça va faire un an bientôt. Ça va faire un an bientôt. Et on a commencé, donc, on a eu une grande chance. C'est qu'il y a une association de producteurs qui, eux, avaient un marché à la ferme Perrine.

K : Oui. Rebelle Bio.

E : Oui. Donc, là où il y a le potager des mornes Et eux, il se trouve que le site, la ferme Perrine, a été racheté par une autre personne et qu'ils souhaitaient changer de lieu. Et en échangeant avec eux, je veux dire que le timing était propice. Et donc, on leur propose l'idée, un peu de la vision. Et donc, on a commencé aussi à travailler ensemble pour voir quel pouvait être le modèle économique. Et c'est là que ça a été dans la continuité de ce qu'on faisait. Ça veut dire pouvoir proposer une commission au niveau du marché. Et voir quelles seraient les conditions dans lesquelles on pourrait mettre tout ça en place. Donc, c'est de là qu'est né, du coup, le marché le 14 décembre 2024. On devait être une quinzaine ou une vingtaine d'exposants autour. Mais ça a

commencé, je dirais assez timidement, mais quand même avec un bon engouement. Parce qu'il y a eu du monde, en grande partie grâce à l'association Rebel Bio. Et de là, on a commencé à faire parler. On a essayé de faire des petites communications en fonction du budget qu'on avait. Pour que ça donne ce qu'on connaît aujourd'hui. Le marché avec une moyenne de 50 exposants par samedi. Et à la base, il y a ce lien entre producteur et consommateur. Tout en restant dans le domaine de l'agriculture. Mais on voit maintenant, quand on rentre dans le marché, ça s'est diversifié. Il y a des vêtements, des bijoux. Moi, à la base, c'est ce que j'avais expliqué à Rebel Bio qui était aussi dans la dynamique. Rebel Bio s'inscrivait aussi dans la mise en avant de la production locale. Et c'est vrai que chez nous, souvent quand on parle de production locale, on entend alimentaire. Alors que moi, mon objectif avec Manrina, c'est vraiment de faciliter l'accès à la production locale de manière globale et générale. Donc aussi bien le service que l'artisanat, que la viande, le poisson, que les produits transformés. Pour moi, tout ce qui fait partie de la production locale doit pouvoir apparaître sur cette plateforme. Et le marché est vraiment venu comme une magnifique surprise. Et je comprends pourquoi. Parce qu'en fait, ça permet de réunir en un seul et même lieu aussi bien les producteurs que les consommateurs. Et qu'aujourd'hui, l'intermédiaire. Puisqu'on reste quand même un intermédiaire. Et de voir tout ce que ça génère. Ce n'est pas seulement la partie, je dirais, de vente. C'est vraiment, en fait, finalement l'espèce de... Comme le disait une amie qui est plus spécialisée dans le marketing et la communication. En fait, c'est l'ancien réseau social de l'époque. C'est un espace d'échange. C'est un espace d'échange. Et c'est là, finalement, où on voit l'importance du marché physique. Alors, c'est vrai qu'un producteur ne peut pas le faire tous les jours. Mais justement, c'est pour ça qu'il nous a semblé très naturellement de pouvoir le faire au moins une fois par semaine. L'idée, c'était justement de ne pas se cantonner qu'à des fruits et légumes. De se cantonner à la globalité de la production locale. Donc progressivement. Dans le but qu'une personne qui viendrait au marché pour trouver tout ce dont elle a besoin. Si vraiment elle veut se procurer ou s'alimenter ou uniquement impacter au niveau de l'économie locale. Mais, du coup, au niveau de la production locale. Donc c'est ça, en fait, l'enjeu. Permettre aux gens qui viennent de découvrir, en fait, ce que notre territoire est capable de faire. Et moi, jusqu'à aujourd'hui, en fait, je découvre. C'est-à-dire que même en ayant l'idée et la vision d'un tel marché. Je n'aurais jamais imaginé de tout ce qu'on pourrait être capable de faire en Martinique. Et ce mot local, justement, il est plein de sens.

K : Mais qu'est-ce qu'il veut dire pour toi?

E : C'est-à-dire que pour moi, ce qui l'incarne, c'est la partie de souveraineté. Pour moi, si je devais réduire ça le plus simplement possible. C'est le fait de ne pas être esclave. Et d'être libre de faire, en fait, ce que l'on souhaite. Sans dépendance d'une entité peut-être supérieure ou autre. Et le local, en fait, pour moi, c'est ce que ça me rappelle. Et pour moi, j'ai du mal à concevoir qu'en fait, dès lors qu'on soit en mesure de pouvoir

le faire. Parce qu'il y a des territoires, il y a des pays, des villes qui ne sont pas en capacité de le faire. Soit parce qu'ils n'ont pas suffisamment de verdure, ça peut se passer. Ou pour plein d'autres raisons qu'ils ne sont pas en capacité de le faire. Nous, on en est capable. Et en plus de ça, on a un terroir qui est magnifique. Qui est très riche, qui est qualitatif. Donc pour moi, c'est très important qu'on puisse le mettre en avant. Et l'en-bas, en plus de ça, est le point le plus important de nous. Notre, entre guillemets, sécurité, notre souveraineté. Demain, effectivement, on a des soucis dans nos logistiques de transport. La question sera comment on peut nous organiser pour pouvoir s'alimenter par nous-mêmes.

K : Et pour toi, qu'est-ce qui guide, en termes de valeur, l'échange entre le producteur et le consommateur ?

E : Donc peut-être une certaine transparence, peut-être un label, peut-être juste de la politesse. Et vice-versa, le producteur attend aussi quelque chose du consommateur.

K : Et pour toi, c'est quoi vraiment le nœud entre les deux ? Qu'est-ce qui guide ces échanges et ces interactions ?

E : Je pense déjà que l'humain a ce côté naturel pour pouvoir échanger. Je pense qu'on n'est pas fait pour vivre seul. Je pense que nous, notre espèce, c'est fait pour, je dirais, vivre ensemble. Donc, déjà ça. Mais je dirais aussi, au niveau des valeurs, c'est une sorte d'équilibre. Je pense que ça dépendra bien évidemment du consommateur et du producteur. Mais le producteur, de voir aussi le résultat de son durlabeur, comment il l'a apprécié. Le consommateur, justement, lui, de pouvoir se nourrir et être en bonne santé. Et donc, je pense que c'est ces deux facettes-là qui permettent d'avoir ce résultat et de permettre effectivement de promouvoir ces échanges au sein du marché. Car exemple c'est vrai qu'on a pris une position au niveau de Manrina pour la question du chlordecone. C'est vrai que du coup, il y aura un biais. Dans le sens que dès lors qu'on a pris ce positionnement-là, on a attiré les cibles qui sont intéressées par ce positionnement qui est les produits sains. Et donc, ce que moi, j'entends par produits sains, c'est vrai qu'il y a, par exemple, Orga Pays, qui est une super association, qui est dans une dynamique de culture organique. La culture organique est un mode de culture où on n'est pas d'intrants pétrochimiques. Donc, ça reste, pour moi, du bio à proprement parler. Des fois, même plus bio que les bio qu'on peut voir. Mais c'est juste qu'ils n'ont pas la certification et qu'ils n'ont pas encore, je pense, soit de label. Donc, c'est un côté aussi philosophique. Et à côté aussi, tu as la labellisation bio qui, elle, peut faire parler puisque certains trouvent qu'il y a trop de marketing derrière et que, des fois, la qualité n'en suit pas forcément avec. Mais, en tout cas, dans ce registre, ça permet, par contre, une meilleure traçabilité et de pouvoir s'assurer de meilleurs contrôles, en tout cas, sur la qualité. Dans ce cadre-là, en fait, nous, comme on a un premier positionnement dans la production saine, elle englobe ces deux-là. Pour nous, faciliter l'accès à la production locale, il fallait que ça soit la production locale et saine,

en tout cas pour la partie alimentaire, même pour le reste. Et là, on parle de positionnement en termes d'éthique et moral. Ça n'a aucun sens pour nous, en fait, de proposer, pour proposer de la production locale si elle n'est pas en capacité de remplir son rôle, c'est-à-dire nourrir sainement et aider pour la bonne santé des Martiniquais. Donc, on a ce positionnement-là. Donc, il est clair que dès lors qu'on a ouvert aussi, on avait beaucoup de questionnements savants de quelle était la qualité, comment ils pouvaient vérifier par eux-mêmes. Et je pense, moi, en tout cas, que de plus en plus de personnes sont sensibilisées à ça parce qu'on a les réseaux aujourd'hui, donc on voit naître beaucoup de scandales. On a de plus en plus de connaissances. On peut avoir à disposition des connaissances rapidement. Donc, je pense que de plus en plus de personnes s'intéressent, et je l'espère que ça continuera, s'intéressent à la qualité. Et donc, pour répondre à la question de base, oui, du fait qu'on ait pris ce positionnement-là aussi fait que, du coup, les gens sont sûrement plus sereins quand ils viennent parce qu'ils savent à quoi s'attendre. En tout cas, sur ça, ils arrivent à faire confiance, et du coup, ça facilite. Oui, bien sûr. Puis aussi, c'est une mise en valeur du travail de l'agriculteur.

K : Et c'est aussi, comme tu l'as dit, une mise en valeur des ressources, que ce soit des ressources alimentaires ou transformées par l'artisanat, etc.

E: Et nous ça rapport quand même de l'argent il faut manger. Donc, il ne faut vraiment pas négliger pour autant la pratique économique. Il faut manger. Et pas que. C'est qu'au-delà de ça, en fait, contrepoids de souveraineté, cette valorisation-là aussi prend tout son sens. Peu importe quel type de valorisation on utilisera. Certains peuvent parler d'autres. Peu importe. Mais il faut qu'il y en ait une, en fait. C'est très important, en fait. Elle n'est pas à négliger, mais elle ne doit pas passer au-dessus des valeurs humaines qu'on essaie de mettre en avant. Et donc, comme notre positionnement est sur la production saine, c'est ce que, du coup, nous, on essaie d'apporter, d'emmener, et qu'on met à l'épreuve pour, justement, essayer de faire naître un modèle économique viable, même avec ces contraintes. OK. Il y a une projection aussi pour l'avenir. C'est-à-dire que ça commence, on va dire, c'est un petit écosystème entre agriculteurs, producteurs, etc. Et après, comme tu disais tout à l'heure, pour les prochaines générations, là, de modèles économiques viables, il y a aussi une projection d'idées sur ce que la Martinique pourrait être dans le futur et dans l'avenir. Moi, quand je regarde, j'entends beaucoup de critiques. Ah bon ? Pas sur ce que... Je parlais pas de mon âge. De manière générale, j'entends beaucoup de critiques à se dire qu'on ne peut pas être autonome alimentairement parlant. Enfin, l'autosuffisance alimentaire, apparemment, ne serait pas possible. Dans les conjonctures actuelles, développer des projets, c'est compliqué. Au niveau agricole, je sais, en plus, il y a eu Géry qui est passé dernièrement. Mais au vu des constats, c'est vrai que le contexte reste très difficile. Mais en ce qui me concerne, pour moi, on n'a plus le choix. Par contre, en ce qui concerne les faits, c'est que factuellement, on dispose de surface nécessaire pour être autosuffisant. Maintenant, pour moi, la seule question, c'est est-ce qu'on en a la volonté

? L'autodétermination de pouvoir dire, OK, on prend les choses en main et on les met en place. Moi, c'est en ce sens que je me dis que j'essaie de vrai. C'est pour ça qu'il ne faut vraiment pas négliger la partie économique. Parce qu'en fait, si toutefois, on n'arrive pas à avoir les appuis nécessaires, qu'ils soient au niveau politique ou autre, il faut que nous-mêmes, on puisse quand même y arriver. Et ce n'est qu'en ayant un modèle économique viable qu'on pourra y arriver. Pour moi, c'est ça le plus gros challenge. C'est d'arriver à préserver la valeur humaine tout en réussissant à mettre en place un modèle économique viable. C'est sur ça qu'on travaille. C'est pour ça, effectivement, qu'on a choisi ce positionnement très clair de la production saine.

K : Je voulais revenir sur un truc que tu m'avais dit. Oui, pour l'autosuffisance alimentaire. Il y a aussi ce problème de se dire que la majorité des terres cultivables sont allouées à la canne et à la banane. C'est-à-dire que si la Martinique souhaite arriver à une autosuffisance alimentaire, ça veut dire qu'il faut aussi diminuer la part de terres qui sont allouées à ces cultures-là. Et le quid, politiquement, on sait tous les deux ce qu'il se passe en Martinique. Est-ce que ces gens-là seraient capables de renoncer ou de faire des accords ?

E: Je ne suis pas convaincu, je ne connais pas bien le dossier. Donc il faudrait peut-être que je l'étudie plus en profondeur. Mais il me semble qu'il n'y ait même pas besoin qu'ils le réduisent. Mais si toutefois ça devait être le cas, je pense qu'aujourd'hui que la politique soit d'accord ou pas, encore une fois c'est à la population de décider. Il faut qu'ils comprennent que pour moi c'est vraiment… on est vraiment dans une situation extrêmement critique. Déjà que je trouvais que 20% de production locale c'était bas, c'était faible. Quand Jérick m'apprend que maintenant on est à 14%, c'est que là vraiment la décroissance va de façon très forte. Donc pour moi en fait la question ne se pose même pas. On n'est plus pour moi dans une question de est-ce que la politique est d'accord ou pas ? Le fait est qu'il y a de la surface. Donc si nous on est d'accord pour dire que c'est une priorité que de mettre en place les choses pour qu'il y ait une autosuffisance alimentaire, je pense qu'en fait il faut qu'on agisse en conséquence. Et ça quel que soit ce que ça nous demande. Mais donc du coup qu'on mette en place des choses pour pouvoir obtenir des surfaces et permettre aux jeunes agriculteurs de pouvoir faire ce qu'ils ont pour but de faire. Ça veut dire pouvoir ennuyer la population. Nous on doit l'attirer au contraire (rire). D'être une force de proposition à ce niveau-là, d'être ingénieux à ce niveau-là pour être compétitif. Je ne sais pas si on parviendrait à l'être autant mais être compétitif. Parce qu'en fait ce qu'il faut comprendre c'est que de manière générale je pense que beaucoup plus de 60% voire 80% des Maratiniquais préféraient consommer local. S'ils ont le choix là devant eux, sans parler de prix, entre production locale et production importée, je suppose que les yeux fermés, la plus grande majorité prendra la production locale. Donc il faut pouvoir, nous, challenger tout ça pour les séduire à ce niveau-là. Et je trouve que ça, ce serait déjà une approche très intéressante pour peser dans la balance.

K: Et comment tu dirais qu'il faudrait séduire, parce que tu parles de prix justement, et je ne connais pas la différence entre ce qui se passe dans les marchés et les magasins, mais est-ce que, quand on entend bio en tout cas dans la région, ça dépend quels aliments, des fois c'est moins cher en bio, des fois c'est plus cher, mais généralement on a l'image de bio égal plus cher.

E : Tout le monde l'a en général, j'ai constaté. Et je trouve ça assez marrant. J'ai des pistes de réflexion, mais je n'ai pas de certitude. Mais de ce que je comprends, le bio, en tout cas en Martinique, c'est déjà ce qui se faisait avant la partie de l'agriculture industrielle. C'est déjà ce qu'il y avait. Et c'est ce que les gens font dans leur jardin aussi. Et c'est ce que les gens font dans leur jardin. Ça peut dépendre, parce que certains ont les mauvaises habitudes des engrais chimiques. Mais du coup, il y avait ça avant, qui était attractif en théorie de vie. Et aujourd'hui on a donné l'appellation bio, ça devient plus cher. Mais je pense que c'est parce qu'il y a, selon moi, une déconstruction, une perte ou un manque de transmission sur les savoirs qu'on avait, qui faisait déjà du bio, pour déconstruire et mettre en place de l'agriculture industrielle, avec toute la recherche qu'il y a eu, avec un certain nombre d'années. Et aujourd'hui, en fait, revenant vers ces anciens modes de culture, c'est plus compliqué. Mais du coup, il n'y a pas la même énergie et le même recul, en termes de recherche et développement, pour que ça soit aussi attractif. Moi, effectivement, quand j'étais producteur, de façon plus importante, j'ai vu cette difficulté-là. Pouvoir planter 4000 laitues, en perdre 3000, parce qu'on est dans des conditions où on veut que ça soit sain, et on ne veut pas mettre d'autres produits. Donc, quand ça tombe malade, ça tombe malade. C'est la nature qui décide aussi. C'est la nature qui décide. Ça fait que j'arrive à comprendre aujourd'hui plus facilement que le prix peut être plus ou moins important. Mais il y a une chose aussi qu'on oublie. C'est que souvent, les producteurs certifiés bio, ils ont un prix en général fixe durant toute l'année. Alors que dans le conventionnel industriel, ça varie, c'est souvent en fonction du marché. Un samedi, tu peux avoir ta tomate à 3 euros. Comme le samedi d'après, tu peux l'avoir à 5-7 euros le kilo. Est-ce que sur les variations de prix, le conventionnel sera si attractif que ça ? En Martinique, ça a plutôt une tendance en fonction de l'offre et de la demande. Si on peut dire ça comme ça. En tout cas, en fonction du marché. Du coup, pour moi, il y a un gros manque de structuration qui amène celui-là. Mais pour revenir sur comment séduire les consommateurs, je pense qu'il y a quand même besoin d'une période. Mais il y a besoin aussi d'une volonté des producteurs. De ne pas se laisser séduire par les profits et pouvoir réellement rester dans le juste prix. Donc, il y a une volonté du producteur. Et pour moi, il y a un travail à faire pour pouvoir améliorer nos process de production pour réduire sur le coût de production et donc, du coup, avoir des produits plus attractifs. Et puis, il y a aussi essayer de faire en quantité raisonnable pour ne pas être en trop de quantité et négliger la qualité avant un bon rapport. Et tous ces éléments-là doivent venir. Mais du coup, il faut sûrement une période nécessaire pour

pouvoir l'étudier tout ça. Il faut aussi qu'il y ait de la recherche là-dedans. C'est-à-dire qu'il faut s'investir. Voilà, il faut s'investir. Je pense que ça doit venir de tout à chacun. C'est là aussi l'objectif de pouvoir connecter un peu tout le monde. C'est qu'il y a ça aussi. Souvent, les producteurs sont plutôt seuls. Alors que maintenant, avec les technologies, ils ne devraient plus l'être. Il y a un partage de savoir. On peut imaginer que normalement, ce qu'il aurait dû être, c'est qu'un producteur dans le nord, enfin, un dans le nord et un dans le sud peuvent échanger sur ce qu'ils rencontrent comme problématique. Et pourquoi pas échanger ? Ça peut aller de la semence, des plans, pour justement travailler sur l'adaptation, sur le retour d'expérience, voir ce qui fonctionne le plus dans le sud, ce qui fonctionne le plus dans le nord. Tout ça, ça devrait être possible. Après, on est dans un système capitaliste qui va plus mettre en avant le fait d'être concurrent plutôt que le fait de coopérer. C'est un système où, imaginons qu'il y a deux producteurs dans une petite région, enfin, dans le nord, qui font le même type de produit. Le système pousse les gens à ce que, si quelqu'un découvre quelque chose qui fera mieux, il ne va pas le dévoiler. Cependant, nous, notre situation fait qu'on n'est même pas encore au premier niveau. Ça veut dire que, je vais prendre un exemple simple pour nous faire le retour. Il semblerait qu'en fait, ce qu'on appelle le marché de bouche, c'est le marché des particuliers. Aujourd'hui, on n'a qu'une seule coopérative d'ananas qui apparemment est en capacité de pouvoir produire 300 tonnes d'ananas par année. Le marché de bouche à lui seul, je ne te parle pas de la transformation. Le marché de bouche à lui seul a un besoin de, je crois, 2300 tonnes d'ananas par an. Donc, j'ai envie de te dire, même s'il y a quelques producteurs, en fait, on n'en répond même pas encore à la demande. On ne peut même pas encore passer... On ne peut même pas encore passer un step de la concurrence. Mais disons qu'on répondrait à ça et qu'il y a de la concurrence. Il y a de la concurrence qui est saine. Quand Elon Musk est arrivé sur le marché, le premier constructeur officiel de voitures électriques, je crois que c'est lui-même qui a donné un certain nombre d'informations pour permettre à la concurrence de se développer. La concurrence permet aussi un certain équilibre. Oui, bien sûr. Par exemple, que celui qui soit le seul à faire des tomates ne mette pas des prix à 800. Donc, il y a quand même du bon à avoir de la concurrence. Et je trouve qu'effectivement, encore une fois, libre à nous de transformer ce capitalisme-là en quelque chose de plus simple pour la population. Et transformer ces choses-là, c'est aussi transformer, je ne vais pas dire la manière d'habiter, mais le rapport aussi à la Terre, le rapport au pays, qui se suit aussi dans les idées politiques, etc. Et du coup, je voulais en revenir par rapport à la situation de la France actuelle et par rapport au traitement que les Antilles ont.

K : Est-ce que tu penses que ça peut... Tu l'as dit, ton projet, c'est que ça aille plus loin, que ça traverse un peu les générations. Est-ce que tu penses que ces deux murs peuvent s'affronter ? Le blocage institutionnel, la France, les grandes familles en Martinique, et la force citoyenne, le pouvoir local, etc. Est-ce que tu penses que ça peut, on va dire, éclater la bulle et dépasser justement ce côté local pour devenir national, par exemple ?

E: Oui et non, si tout le monde s'entend, tout le monde ne peut pas forcément toujours s'entendre. C'est plus... Il y a des blocages institutionnels, il y a des freins pour les producteurs notamment, et c'est de savoir, ces freins, on sait d'où ils viennent, on sait les raisons, c'est de savoir est-ce que ça peut prendre une plus grande ampleur qui briserait ces freins quelque part, qui casserait ce cycle, on va dire, de je me développe, hop, on me met des bâtons dans les roues, je retombe à zéro, je me développe, hop, on me met des bâtons dans les roues. Oui, pour moi, il faut un travail collectif. Et pour avoir ce travail collectif-là, il faut un certain niveau de conscientisation. Ça, c'est indéniable. Parce que ce n'est qu'en comprenant la situation qu'on est plus à même de pouvoir la combattre. Donc quand tu parles d'autodétermination, c'est un peu autant de souveraineté. Ça part de là, en fait, d'être déjà conscient de ce qui se passe. Aujourd'hui, quand je vois qu'on parle de 14%, de 20% de production locale, je n'ai pas l'impression que ça soit réellement conscientisé auprès de la population. Je n'ai pas l'impression qu'ils comprennent les enjeux qu'il y a derrière. Pour moi, je pense que c'est ça, le plus gros enjeu. Parce que même, je dirais, que ce soit avec les grandes familles, que ce soit avec la politique, que ce soit avec la population, dès lors qu'il y a de la conscience réelle au niveau des grandes familles ou des instituts, même eux pourraient se mettre à jouer le jeu. Je pense que c'est parce que là, on est trop dans les intérêts opérationnels de chacun et pas dans l'intérêt commun. C'est pour ça que je pense que la conscientisation est l'une des clés pour nous permettre, je pense que ce n'est pas la clé pour nous permettre d'arriver à ce résultat. Je pense que sans ça, il y aura des petits groupes, une personne qui tentera, et du coup, face à la grande majorité, elle va s'épuiser.

K : En parlant de conscientisation, dans le marché, c'est un peu aussi ce que vous faites, avec ces petites conférences que vous organisez, ces petits débats ?

E : C'est ce qu'on espère, mine de rien. C'est-à-dire qu'en proposant, en essayant de séduire le consommateur d'une certaine approche, de pouvoir aussi lui permettre de se conscientiser là-dessus, de se sensibiliser à la situation concrète. Parce qu'effectivement, on a des consommateurs qui peuvent venir et se dire, sur ce marché, les prix sont trop chers ou élevés. Mais la question va être, est-ce que c'est trop cher ou est-ce que c'est le juste prix ? Est-ce que c'est lié aussi à ce que la personne gagne ? Auquel cas, est-ce que c'est une question de trop cher ou est-ce que c'est une question de ce que la personne perçoit ? Et tous ces éléments-là, il faut pouvoir y répondre de façon concrète. Et pour le faire, pour moi, il faudrait pouvoir peser les choses, enfin, poser les choses clairement, et pouvoir les conscientiser, les voir. Donc tant que ça ne s'est pas fait, ce sera très compliqué pour moi d'avancer réellement ensemble. De comprendre quelle est la valeur de quelque chose et pourquoi il y a ce coup-là. Comprendre le fonctionnement, pourquoi on a du mal à pouvoir se nourrir d'ignorance. Est-ce que la production de qualité ne doit être accessible que pour certaines personnes ? Il y a toutes ces questions-là, en fait. Donc, je pense que... J'ai du mal à croire que

les trois parents, ils sont conscients en même temps. Donc, je pense plus qu'il faudra que la population puisse se décider. Que ça soit dans le sens de l'autre ou qu'elle puisse se décider.

K : Pourquoi tu as du mal à croire dans ces trois parties ?

E : Je pense qu'il doit y avoir un problème général. Parce qu'en fait, je pense qu'ils sont allés tellement loin au niveau politique ou au niveau des grandes familles que ce sera difficile de retourner en arrière et possiblement peut-être réduire sur le confort qu'ils y ont. Ils ont trop mangé. Donc, dans ce sens, j'ai du mal à croire que la conscientisation... Souvent, il est plus facile de pouvoir conscientiser quand on est en difficulté. Quand tout va bien, on ne voit pas peut-être qu'il y a de mal. On ne s'y intéresse pas. On n'est pas attentif à ça. C'est pour ça que j'ai du mal à le croire. Je ne dis pas que ça serait impossible. Selon moi, les chances sont très très moindres.

K : Est-ce que tu penses que ça peut se faire pacifiquement, ce genre de dialogue, par les urnes, par le dialogue, par des manifestations pacifiques où tu penses qu'il y a besoin d'un choc, une confrontation, comme on a vu en 2019, qui a malheureusement traumatisé certaines personnes.

E : Il y a eu des dérives, comme avec les ronds-points, il y a un an, ou encore en 2019, où il y a eu des affrontements plus violents. Je ne sais pas si ça a fait plus avancer les choses, mais voilà quoi. Moi, je pense que les manifestations, c'est de ça que tu parles, sont l'une des façons les plus efficaces de pouvoir obtenir quelque chose. Quand le peuple veut quelque chose, c'est l'une, pour moi, des façons les plus efficaces. Le problème réside dans la sensibilisation de la population. Est-ce que nous sommes suffisamment conscients de la situation pour le transformer en action de manifester notre mécontentement ? Ça, je n'en ai pas l'impression. Du coup, je répète, tant que le niveau de conscientisation ne sera pas suffisant, malheureusement, cette solution-là, qui, pour moi, est la plus efficace, risque de ne pas fonctionner. Ils ne vont pas écouter ? Tout simplement parce qu'ils ne comprendront pas, ou ne le feront pas, parce qu'ils ne verront pas l'importance de le faire. Donc ça donne, selon moi, un peu le résultat qui est le suivant, c'est qu'effectivement, un groupe qui comprend, il va, et l'autre groupe n'y va pas. Et c'est là où est le problème. Alors, pacifiquement, comme je dis encore, les chances pour moi sont extrêmement minces. Parce que sinon, ça se serait déjà fait. J'ai vu, très rapidement, c'est-à-dire que même avant de manifester de façon pacifique, tu fais les process normaux, pas écoutés, négligés, voire même pas considérés. Donc pour moi, viendra obligatoirement le... si ça ne va pas par le peuple, il faudra une manifestation. Il faudra un choc. Mais est-ce que le choc passe obligatoirement par la manifestation, c'est la question que je me pose. Si il y a un

changement complet des pratiques, et qu'ils se rendent compte qu'il n'y a plus d'argent qui tombe dans leur poche, là ça peut faire un choc. Voilà, c'est encore une question de conscientisation.

K : Et ben écoute un grand merci Enzo, tu as quelque chose a rajouté ?

E : Merci à toi Kyllian. On se revoit samedi dans tous les cas.

Index des figures

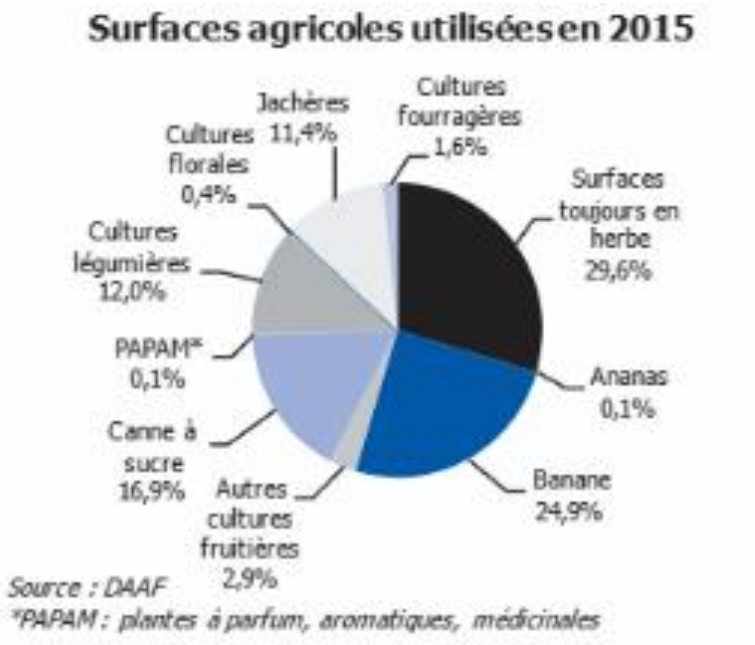
Figure 1 : Carte de la martinique



Lonely Planet. (s. d.). *Carte de la Martinique*.

https://www.lonelyplanet.fr/carte/martinique

Figure 2 : Répartition de la surface agricole utile en Martinique en 2020



Source : Institut d'émission des départements d'outre-mer. (2017). Martinique 2016, issu de DAAF Martinique

Figure 3 : La rampe d’accès à l’exploitation



Source : Photographie personnelle, jeudi 16 octobre.

Figure 4 : Le Ghetto



Source : Photographie personnelle, 30 octobre 2025.

Figure 5 : la préparation des coqs



Source : Photographie personnelle, 26 octobre 2025

Résumé

Dans ce mémoire je propose une enquête de terrain sur des petites exploitations agricoles et sur le circuit court en Martinique. J'interroge la manière dont les agriculteurs et agricultrices se réapproprient la terre tout en composant avec les héritages de la société de plantation. L'enquête repose sur quatre mois de terrain ethnographique réalisés entre septembre et décembre 2025, principalement à travers l'observation participante au sein de petites exploitations maraîchères. Elle est complétée par des entretiens et l'observation d'un marché et de débats publics. Initialement je voulais le consacrer aux grandes exploitations bananières, mais le terrain s'est progressivement réorienté face aux difficultés d'accès à celles-ci.

Mon mémoire replace les pratiques observées dans l'histoire agricole et foncière de l'île. Il a pour objectif de montrer comment les héritages de la plantation continuent de traverser l'accès à la terre, tandis que la pollution au chlordécone participe aux formes contemporaines de défiance et de méfiance envers les institutions. Face à ces contraintes, les petites exploitations que j'ai rencontrées se reposent sur différentes formes de débrouille et de circuits courts. Le marché de Manrina en particulier qui constitue notamment un espace où se croisent pratiques agricoles et engagements politiques. Ces agricultures ne se développent donc pas en dehors de l'ordre plantationnaire, mais composent quotidiennement avec ses héritages tout en ouvrant d'autres manières de produire et d'habiter la terre.

Mots-clés : Martinique — Agriculture — Société de plantation — Foncier — Ethnographie